

L'EMPIRE DU CHAOS

La nouvelle mondialisation capitaliste

© L'Harmattan, 1991.
ISBN : 2-7374-0999-7

Samir AMIN

L'EMPIRE DU CHAOS

**La nouvelle mondialisation
capitaliste**

Éditions L'Harmattan
5-7 rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

Chapitre I

L'EMPIRE DU CHAOS

La nouvelle mondialisation

Nous vivons tous sur la même planète dont nous partageons collectivement le sort. Indéniablement la mondialisation — qui n'est pas tout à fait nouvelle puisqu'elle a été amorcée il y a cinq siècles avec la conquête de l'Amérique, puis l'universalisme des Lumières — a franchi une étape nouvelle, au cours des quarante dernières années, par l'intensité des échanges et des communications de toutes natures, comme la portée globale des moyens de destruction. Doit-on tirer de cette observation banale la conclusion que l'interdépendance impose la subordination des projets de toutes les sociétés de la planète au même critère de la rationalité que commande l'expansion mondiale du capitalisme ? Cette opinion, bien que dominante aujourd'hui, est non seulement rigoureusement erronée, mais elle est de surcroît infiniment dangereuse.

1. Je rappelle brièvement que, selon moi, le capitalisme a toujours été un système mondial. Le procès de l'accumulation du capital qui en commande la dynamique, lui-même façonné par la loi de la valeur mondialisée, opérant sur la base d'un marché mondial tronqué, (c'est-à-dire limité

aux marchandises et aux capitaux, à l'exclusion de la force de travail) produit alors nécessairement la polarisation mondiale (le contraste centres/périphéries). La polarisation est donc immanente au capitalisme et ne saurait être expliquée par des facteurs divers et contingents, internes ou externes aux différentes formations sociales dont est composé ce système mondial. La reconnaissance de cet aspect essentiel du "capitalisme réellement existant" entraîne évidemment des conséquences décisives tant au plan de l'analyse théorique du système qu'à celui de la définition de l'action politique progressiste. Car tout est subordonné à la logique de la polarisation mondiale : les luttes sociales qui se déroulent sur des théâtres locaux (on a ici la clé qui permet de comprendre la rationalité de la stratégie social-démocrate à un pôle et de celle de la libération nationale à l'autre), les conflits inter États centraux, les modalités de la différenciation au sein de la périphérie, etc.

Ce caractère permanent du capitalisme n'exclut pas le changement, qui marque les phases successives de son expansion. Par exemple la longue phase "britannique" (1815-1914) était fondée par l'ouverture d'un marché mondial (particulièrement entre 1848 et 1896) façonné par le contraste centres industrialisés (ces centres s'étant eux-mêmes constitués historiquement sur la base des États nationaux bourgeois)/périphéries "coloniales et semi-coloniales" non industrialisées. L' "ouverture", assumée par l'hégémonie britannique, entre en crise à la fin de la période, du fait de l'accentuation de la concurrence de l'Allemagne et des États-Unis. Le système se referme graduellement par l'amorce des repliements impériaux des anciennes puissances (la Grande-Bretagne et la France) et la remise en cause du partage du monde par les nouveaux venus (l'Allemagne), conduisant à la guerre.

L'éclatement du système que la révolution russe (1917) inaugure et que celle de la Chine (à partir de 1949) accentue prend l'allure de la constitution de "deux systèmes" dont l'un se prétend socialiste alors qu'il s'agit en fait d'une déconnexion de pans importants de la périphérie. Cette

longue phase (1917-1980) se subdivise elle-même en deux périodes : de 1914 à 1945 le devant de la scène est occupé par le conflit violent des centres ; à partir de 1945, le marché mondial se reconstruit sous la protection de l'hégémonie des États-Unis, dans l'atmosphère de la bipolarisation militaire et idéologique et de la guerre froide. Durant toute cette phase le conflit Est-Ouest apparaît comme le conflit socialisme-capitalisme alors qu'il ne s'agit que d'une forme — mais la plus radicale — du conflit périphéries/centres. Cet état particulier du système mondial stimule les luttes de libération dans l'ensemble des périphéries, même si celles-ci demeurent largement bourgeoises par leurs directions et capitalistes par leurs aspirations ("l'ère de Bandung")⁽¹⁾ et si également, d'une certaine manière, ces conflits Nord-Sud s'inscrivent dans la logique de la bipolarisation Est-Ouest.

Les exigences de la mondialisation s'étaient exprimées dans l'essor de l'après-guerre 1945-1970 par un double paradigme complémentaire. Dans les pays développés on pensait l'interventionnisme keynésien capable d'assurer une croissance indéfinie au bénéfice de tous, gommant les fluctuations conjoncturelles et réduisant le chômage à un niveau minimal. Cette performance paraissait d'autant plus remarquable qu'elle se conciliait avec une ouverture extérieure faisant oublier le souvenir des conflits possibles entre les politiques nationales et la marche de la mondialisation. Dans les pays du tiers monde l'idéologie de "l'ère de Bandung" (1955-1975) affirmait qu'un développement ouvert sur les avantages de l'interdépendance pouvait être maîtrisé nationalement. Ces consensus impliquaient que les nuances et les polémiques se mouvaient dans les espaces de ces paradigmes de référence. Par contre coup les pays socialistes étaient réfugiés dans le ghetto d'un troisième paradigme, hostile à l'interdépendance.

La crise du capitalisme à partir de 1970 a certainement mis fin aux illusions keynésiennes et à celles de l'idéologie du développement, tandis que celle du "socialisme" n'a certainement pas encore trouvé la réponse à ses problèmes. Mais, dans le vide créé par cette double crise, s'est

engouffrée l'offensive conservatrice d'un "néolibéralisme" qui se réduit à prôner l'usage d'un remède universel — le "marché". Pourtant la poursuite entêtée des politiques que cette dogmatique inspire ne peut conduire qu'au désastre et au contraire de l'objectif qu'elle s'assigne : à la désagrégation du système mondial et à un renouveau des heurts confus entre nationalismes non maîtrisés.

2. La mondialisation, qui s'est reconstituée à partir de 1945 et qui entre maintenant dans une phase nouvelle, revêt des caractères particuliers qui la distinguent fortement de celle des étapes précédentes.

La "nouvelle mondialisation" est caractérisée par une interpénétration "tripolaire" (entre les États-Unis, le Japon et la CEE) sans précédent, qui se traduit non seulement par une intensification des échanges commerciaux inter-centres, mais aussi et surtout par une interpénétration des capitaux. Le capital, qui avait été jusqu'alors toujours national tend à perdre cette qualité : à sa place un capital dominant mondialisé émerge à partir de son segment financier, en voie de mondialisation à une allure incroyablement rapide. Cependant le rapport qui existe entre le changement qui s'opère à ce plan et celui qui revêt les formes d'une "révolution technologique" est, à ma connaissance fort peu étudié (pour ne pas dire pas du tout). Chacune des étapes successives de l'histoire du capitalisme est définie simultanément par des formes spécifiques de la domination du capital sur le travail et par des formes d'expression de l'existence de la bourgeoisie qui leur correspondent. On distingue ainsi la phase de la manufacture (le mercantilisme — de 1600 à 1800) puis celle de la "grande industrie" (1800-1920), toutes deux analysées par Marx puis, celle du taylorisme-fordisme (1920-1980), analysée par Harry Braverman⁽²⁾. La nouvelle étape — que l'on qualifie "d'informatisation" — attend toujours son analyse⁽³⁾. Mais d'ores et déjà on peut dire que dans les trois phases précédentes les formes d'organisation de la production matérielle constituaient la base de l'expansion de capitaux nationaux, façonnant par leur concurrence le

système mondial, qui apparaît alors comme une “économie internationale” (entre Nations centrales bien entendu). En reprenant ici la thèse de Michel Beaud je dirai que la nouvelle étape voit l'émergence d'une “économie mondiale”⁽⁴⁾. Les conséquences de ce changement qualitatif sont majeures : l'accumulation était régulée dans le cadre des États centraux par les luttes politiques et sociales structurant des alliances hégémoniques nationales ; or il n'y a pas à l'échelle mondiale, ni même à celle de l'ensemble tripolaire États-Unis-Japon-CEE, de mécanismes politiques et sociaux analogues, capables de structurer des alliances hégémoniques de pouvoirs opératifs à l'échelle à laquelle opère désormais la décision économique. Le discours des politicologues, qui constatent le hiatus grandissant entre la portée de plus en plus réduite des décisions nationales et les effets de la dynamique économique mondialisée et autonomisée, traduit la prise de conscience de ce fait nouveau. Mais il n'y a pas de solution à ce problème, puisque la construction d'un État supranational est exclue de l'horizon visible. C'est une première cause majeure du chaos que la mondialisation nouvelle doit entraîner.

Ce n'est pas la seule. L'interpénétration tripolaire ne “marginalise” pas la périphérie comme le prétend le discours rapide et superficiel des économistes à la mode. Les hommes politiques — beaucoup plus réalistes — se chargent quotidiennement de démentir cette conclusion : la guerre du Golfe l'illustre d'une manière éclatante. Concentrant quatre cinquièmes de la population du globe, l'essentiel des réserves de l'armée du travail, des ressources minières et naturelles “indispensables” — comme le reconnaissent ces hommes politiques — la périphérie doit être maintenue dans le système et soumise à la logique de l'expansion du capitalisme, fut-il polarisant. Il y a ici une seconde source — majeure à mon avis — de chaos pour les décennies à venir.

Dans une brillante analyse de l'histoire de la mondialisation, Giovanni Arrighi⁽⁵⁾ met en parallèle les effets contradictoires de l'accumulation capitaliste : à un pôle, renforcement du pouvoir social de l'armée active du travail,

à l'autre misère grandissante dans les rangs de l'armée de réserve. La première tendance légitimerait les stratégies "social démocrates", la seconde les ruptures "révolutionnaires" de type léniniste. Je n'ai pas l'intention de développer ici une discussion de cette thèse dont j'accepte l'idée essentielle. Je fais seulement remarquer qu'Arrighi est bien "optimiste" dans sa conclusion concernant la mondialisation nouvelle en construction. Car selon lui celle-ci va — enfin — faire côtoyer l'armée active et l'armée de réserve dans l'ensemble des régions du système, les centres plus avancés comme les périphéries et surtout semi-périphéries qui le sont moins. Je ne le crois pas. Au contraire il me semble beaucoup plus probable que la séparation géographique continuera à dominer la scène et que l'essentiel de l'armée de réserve restera concentrée à la périphérie — "semi-périphérie" incluse. Dès lors la dichotomie social démocratie dans les centres/aspirations à une rupture révolutionnaire et à la déconnexion dans les périphéries n'est pas près de disparaître de la scène de l'histoire. Même si, d'évidence, les formes de la déconnexion doivent se renouveler et ne peuvent reproduire le "modèle léniniste". Par ailleurs dans ces conditions la social démocratie restera fatalement limitée dans sa capacité à faire opérer un bond qualitatif au pouvoir social des travailleurs — leur permettant de substituer l'hégémonie du monde salarial à celle du capital tempérée par la force ouvrière (on reviendra plus loin sur cette question importante).

La polarisation demeure, à mon avis, une caractéristique fondamentale permanente du capitalisme comme système mondial, c'est-à-dire du capitalisme réellement existant, et n'est pas un phénomène "cyclique", comme le suggère Arrighi. Celui-ci distingue en effet les périodes successives 1848-1896 (mondialisation), 1896-1948 (éclatement du système mondial), 1948 à nos jours (reconstruction du système mondial). Soit, mais j'observe que la première de ces périodes n'est pas marquée par une atténuation du contraste centres-périphéries, mais au contraire par l'émergence de la forme moderne de la périphérie, qui

devient coloniale et semi-coloniale. Ce contraste conduit par lui-même à l'éclatement qui lui succède.

L'Empire du chaos

1. Le système mondial est en crise. Il s'agit d'une crise générale du modèle de l'accumulation dans ce sens que la plupart des formations sociales de l'Est (ex "socialistes") et du Sud (tiers et quart mondes) sont incapables d'assurer une reproduction élargie, et parfois même une reproduction simple (c'est le cas dans le "quart monde" africain). Au plan des apparences économiques il y a déficit de capitaux. Dans les centres développés la crise de l'accumulation prend la forme complémentaire inverse, c'est-à-dire en termes économiques classiques l'apparence d'un excédent de l'offre d'épargne sur la demande occasionnée par l'investissement productif. Cet excédent s'investit alors dans une fuite en avant dans la spéculation financière, qui crée une situation sans précédent.

La crise révèle donc que la polarisation mondiale constitue bien la vraie limite historique du capitalisme. Un redémarrage sérieux de l'accumulation impliquerait une redistribution des disponibilités en capitaux qui ne peut être obtenue spontanément par les mécanismes du marché, c'est-à-dire par la loi du profit immédiat — à court terme — qui commande le marché. La solution simple du marché est toujours incapable d'éviter l'apparition des contrastes sociaux et politiques, internes et internationaux, au point d'en devenir insupportables. La légitimation du discours idéologique du néolibéralisme n'a pas de valeur scientifique, parce qu'elle feint d'ignorer que le marché par lui-même ne peut que reproduire et approfondir ces contrastes et que l'analyse scientifique des avantages réels du marché n'a de sens que si on les rapporte aux déterminants du système social : niveaux de développement, place historique dans la

division mondiale du travail et alliances sociales qu'elle a forgées et qui la reproduisent. La pensée critique s'intéresse donc de savoir quelles pourraient être les alliances alternatives susceptibles de faire sortir des cercles vicieux imposés par le marché. De ce point de vue les différences considérables entre les différentes régions du monde impliquent forcément des politiques spécifiques qui ne peuvent être dérivées de la seule rationalité du marché. À ces raisons objectives s'ajoutent les différences, tout autant légitimes, tenant à la culture et aux options idéologiques et politiques de l'histoire des peuples. Les impératifs réels de notre époque impliquent donc la reconstruction du système mondial sur la base du polycentrisme. Mais à la conception de celui-ci réduit à sa dimension politique et stratégique (les Cinq Grands : États-Unis, Europe, URSS, Chine et Japon), se substituant à la bipolarité militaire des deux superpuissances, il est vital d'en opposer une modalité qui donne leur place véritable aux pays et régions du tiers monde. Ces pays et grandes régions susceptibles de coordonner leurs visions doivent soumettre leurs rapports mutuels aux impératifs de leur développement interne et non l'inverse, c'est-à-dire se contenter de l'ajuster à l'expansion mondiale du capitalisme. Telle est la définition que je me fais du concept de la déconnexion, qui n'a rien à voir, comme on le voit, avec celui d'exclusion subie ou de retrait autarcique.

Sans doute cette limite historique fondamentale du capitalisme se combine-t-elle avec d'autres dont les manifestations sont désormais également visibles. La première est celle par laquelle se reflète le refus des travailleurs — et des citoyens — de se soumettre intégralement aux exigences de l'aliénation économiciste. Ce refus, bruyant dans les révoltes de 1968, particulièrement en Occident, demeure latent et s'exprime à travers certaines des formes dites "nouvelles" de la protestation sociale, allant parfois jusqu'à remettre en question la légitimité du système idéologique et politique des sociétés avancées. La seconde est celle qui se manifeste par le gaspillage des ressources naturelles du globe, gaspillage inhérent à la loi du marché, inévitable donc dans le cadre de la logique du capitalisme.

La réponse à la crise impliquerait donc des transformations politiques gigantesques tant aux plans des systèmes internes de chacune des parties du monde (l'Ouest, l'Est et le Sud) qu'à celui de l'organisation des rapports entre elles (le système inter États). Mais ces transformations ne sont pas à l'ordre du jour. Le drame de notre époque se situe précisément là, dans la déficience des consciences sociales incapables, dans l'état actuel des choses, de promouvoir des alternatives positives et progressistes coordonnées et complémentaires. Cette déficience met alors en avant d'une part les États (nationaux ou non), expression des pouvoirs en place, d'autre part des mouvements sociaux qui ne sont guère que l'expression de réactions spontanées aux problèmes. Ces expressions sont alors souvent fatalement, de ce fait, d'une efficacité limitée, menacées d'échec, alimentant à son tour des fuites en avant passéistes (repliement religieux, ethniques, etc.).

La crise se manifeste donc principalement dans une double dimension géopolitique et culturelle, comme conflits des États d'une part, heurts des civilisations d'autre part. Mais en retour les solutions qui se fraieront la voie à travers ces conflits non maîtrisés réagissent sur le schéma de l'accumulation à l'échelle mondiale. On en verra plus loin la longue série des illustrations.

2. Le chaos résulte donc de l'absence de coïncidence entre la géographie des pouvoirs d'une part et celle des effets de l'expansion du capital mondialisé d'autre part. Les analyses de la mondialisation que j'ai proposées plus haut ont défini les deux champs dans lesquels s'exprime cette non coïncidence du politique et de l'économique : les rapports inter centres et les rapports centres-périphéries. Cependant, à mon avis, l'intensité des conflits qui relèvent de chacun de ces champs n'est pas du même ordre.

Les conflits inter-centres, tant entre les États-Unis et leurs concurrents économiques directs, le Japon et l'Allemagne, qu'entre les puissances occidentales (l'OTAN) et leur concurrent militaire que demeure encore l'URSS (pour un temps tout au moins), qu'entre les États européens eux-

mêmes (membres de la CEE, Europe orientale et URSS) pour un leadership éventuel ou un nouvel équilibre européen, demeureront feutrés. J'imagine mal qu'ils conduisent à des conflits armés comme cela fut le cas en 1914 et en 1939. Mais ces conflits ne trouveront pas non plus de solution apaisante, faute de coïncidence entre l'espace économique de la mondialisation trilatérale et celui de la décision politique et sociale. Ni le Groupe des Sept (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon, Allemagne, Italie et Canada), ni même le véritable directoire des Trois (États-Unis, Japon, Allemagne,), en dépit même de l'infrastructure de coopération à leur disposition (l'OTAN en premier lieu), ne constituent des instances capables de maîtriser les conséquences sociales et politiques de la mondialisation économique acceptée inconditionnellement par tous les partenaires (sauf peut-être encore l'URSS). Néanmoins parce que, à mon avis, les problèmes de l'Occident développé ne sont pas dramatiques, ces conflits se solderont par des reclassements probables dans l'ordre des hiérarchies sans que l'ordre interne ne soit remis en question (comme cela avait été le cas dans l'entre-deux-guerres avec la montée des fascismes).

Ces conflits risquent alors de se reporter en partie dans le champ des rapports Nord-Sud. Ils s'articuleront alors sur le conflit majeur, caractéristique permanent du capitalisme réellement existant, celui qui oppose d'une manière inconciliable les peuples de la périphérie et la logique de l'expansion capitaliste mondiale. Dans cette perspective qui l'emportera : les forces qui voudraient faire prévaloir la solidarité du Nord contre le Sud (comme on le voit d'une manière éclatante dans la guerre du Golfe) ? Ou celles qui pourraient faire avancer la construction d'un monde polycentrique (au sens que j'ai donné à ce terme) favorable à un développement souhaitable au bénéfice des peuples du tiers monde, quitte à faire éclater ladite solidarité atlantiste ? Tel est à mon avis le véritable enjeu des conflits de notre temps. L'avenir de l'humanité dépendra des réponses qui leur seront données de facto. Ou bien un ordre sauvage plus que jamais, accentuant la barbarie du capitalisme, ou bien un

ordre qui, en atténuant l'intolérable contraste centres/périphéries ouvrira des perspectives humaines pour les générations à venir et, pourquoi pas, celle d'un socialisme mondial.

Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que nous ne sommes pas engagés sur le bon chemin. La mondialisation "libérale" reproduira en l'approfondissant la polarisation et appellera, de ce fait, les peuples des périphéries à des mouvements de rejet de la compradorisation qui leur est imposée, qui ne peuvent être que massifs et violents. Or la pensée politique occidentale ne se préoccupe que d'un seul problème : comment gérer l'intolérable ? Dans ce cadre l'ordre économique (un grand désordre en fait) produit par le marché mondialisé doit être complété par un ordre militaire qui assure la répression efficace des révoltes du Sud. Le discours des pouvoirs sur la réforme internationale, dont la guerre du Golfe multiplie les occasions d'expression, restera de ce fait un discours parfaitement hypocrite, dans lequel on continuera à invoquer au gré des circonstances, la "morale" et le "droit" (!) ou la "justice" (!!) pour masquer (mal) la défense arrogante d'intérêts inavouables.

Une stratégie de l'OTAN correspondant à cette vision de l'ordre mondial existe déjà. Elle est fondée sur une action systématique double. D'une part laisser pourrir les situations dans les régions du tiers monde non menaçantes pour l'ordre impérialiste. D'autre part briser par la violence la plus extrême — comme on le voit dans la guerre du Golfe — les puissances émergentes dans le tiers monde qui, pour une raison quelconque, menaceraient cet ordre.

La question des conflits dans le tiers monde doit être examinée dans ce cadre. Car ces conflits ne constituent pas un ensemble homogène. Il y a des conflits qui sont par eux-mêmes le produit à la fois des impasses objectives dans lesquelles les sociétés du tiers monde sont enfermées par la mondialisation et des déficiences de la conscience sociale incapable de ce fait de donner une réponse constructive au défi. Le dérapage dans la direction de conflits inter-ethniques ou inter États relève de ce type de conflits. La médiocrité des jeux politiques des classes dominantes locales alimente ces

dérapages, lorsque, par exemple, des pouvoirs aux abois mobilisent les énergies dans ces directions. Ces conflits ne menacent pas l'ordre capitaliste mondial sauvage. Avec une dose de cynisme déjà apparent la théorie des "conflits de basse intensité" s'occupe d'assurer la gestion de ces situations : laisser pourrir, alimenter éventuellement le pourrissement. Mais d'autres conflits mettent directement en contraste le Sud — soit des forces populaires authentiques qui s'y expriment, soit pour une raison ou une autre des pouvoirs d'État — et le système des intérêts impérialistes. Là, comme on le voit déjà avec la guerre du Golfe, les forces dites d'intervention rapide de l'OTAN peuvent s'avérer insuffisantes et la perspective adoptée clairement par les stratèges du Pentagone est celle de la violence la plus extrême, pouvant aller jusqu'au génocide.

L'efficacité de l'intervention du Nord pour la mise en œuvre systématique de ces stratégies exige le maintien — voire le renforcement — de la solidarité atlantique. Mais rien de plus. La reconnaissance d'une hégémonie américaine peut être limitée à sa dimension strictement militaire, laissant le champ de la compétition économique ouvert. L'accord tacite du Japon, de l'Allemagne et, derrière eux, des autres puissances européennes, conforté par l'immobilisation de l'URSS et de la Chine, peut suffire. On voit bien alors comment le conflit Nord-Sud, expression de la contradiction majeure du capitalisme réellement existant, revient au devant de la scène. Car la détente et le ralliement de l'URSS aux thèses de l'Occident ne donnent pas l'occasion d'un règlement des conflits régionaux comme les propagandistes de l'OTAN le proclament. Le conflit Nord-Sud n'a jamais été le produit artificiel du conflit Est-Ouest, sa projection hors d'Europe, même si le soutien de l'URSS à certaines forces du nationalisme dans le tiers monde avait pu soit en donner l'illusion, soit même en encadrer le mouvement. Le conflit Nord-Sud est antérieur et primordial ; il définit depuis cinq siècles le capitalisme comme système mondial polarisant et de ce fait inacceptable pour la majorité des peuples de la planète.

C'est pourquoi j'exprimerai ma conclusion sur ce thème d'une manière brutale et simple à l'extrême : l'intervention du Nord dans les affaires du Sud est dans tous ses aspects, à tout moment, et quelles que soient ses formes (a fortiori lorsqu'il s'agit d'une intervention violente militaire ou politique) négative. Jamais les armées occidentales n'apporteront aux peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine la paix, la prospérité ou la démocratie... Elles ne peuvent leur apporter, dans l'avenir comme depuis cinq siècles, que la servitude, l'exploitation de leur travail et de leurs richesses, le déni de leurs droits. Il appartient aux forces progressistes de l'Occident de la comprendre.

Quelques problèmes spécifiques aux différentes régions du monde

Dans le chaos généralisé, on peut distinguer des problèmes d'une nature relativement générale et des problèmes plus spécifiques aux différentes régions qui composent le monde contemporain. Le discours dominant à la mode met l'accent sur les premiers (l'écologie par exemple). Gorbatchev, lui-même, dans le manifeste qui a établi sa popularité en Occident, a bien compris tout le profit qu'il pouvait tirer à reprendre ces préoccupations à son compte. Ces problèmes sont réels. Mais il reste qu'une réponse aux défis qu'ils expriment ne peut être que médiatisée par des réponses correctes aux problèmes spécifiques — et dramatiques — des diverses régions du monde, singulièrement du Sud et de l'Est. Faute de quoi le discours sur ces problèmes généraux restera un discours de diversion hypocrite. C'est pourquoi je mettrai l'accent dans ce qui suit sur ces problèmes spécifiques.

1. Les pays de l'Est — URSS et Chine — sont engagés dans des réformes qui assureront certainement au marché et à l'ouverture extérieure une place plus importante

que par le passé. Leur problème a néanmoins deux faces indissolublement liées : la démocratisation nécessaire de la société, la maîtrise de leur ouverture extérieure. Il y a de bonnes raisons de croire que la solution de ce problème double n'est pas réductible à la recette néolibérale. Il reste que la solution qui en définitive se fraiera la voie est encore difficile à reconnaître dans le désordre qui domine la scène actuelle immédiate. L'incertitude est double, au plan du contenu social du système lorsque celui-ci aura retrouvé son équilibre (retour au capitalisme ou avancée nationale populaire ?) comme celui de la place de ces pays dans la hiérarchie des puissances mondiales. Il y a certes un rapport étroit entre ces deux ordres de problèmes, mais il est difficile à établir tant que la question préalable de savoir "qui l'emportera" n'aura pas trouvé elle-même sa réponse : la critique du "stalinisme" se poursuivra-t-elle par la droite prônant le retour au capitalisme (comme l'attitude objective de Gorbatchev et de Deng peut fort bien nous laisser le conclure), ou sera-t-elle relayée par une critique de gauche, comme Mao l'avait tenté en son temps ?

Dans le cas d'un retour au capitalisme la périphérisation et la dégradation de la position internationale qui l'accompagne forcément sont-elles inévitables ? Et alors comment les peuples de l'URSS et de Chine y réagiront-ils ? Dans le cas d'une avancée progressiste nationale-populaire, la question de savoir comment seront gérés les "conflits au sein du peuple" et comment cette gestion s'exprimera par la reconnaissance de lois économiques objectives hors (ou au-delà) du capitalisme réellement existant reste encore sans réponses.

Je me contente ici d'énumérer ces problèmes, renvoyant pour leur analyse à mes développements ultérieurs.

Sur un point, je crois néanmoins utile d'appeler l'attention : dans mes analyses antérieures du "mode soviétique" j'avais mis l'accent sur les trois composantes du système : capitalisme, socialisme et étatisme. Je crois que l'effondrement du système ne laisse plus de place qu'à deux termes de l'alternative : capitalisme pur et simple ou progression nationale populaire qui suppose un meilleur

équilibre entre les forces et les tendances du capitalisme et celles du socialisme. La dominante étatiste aurait alors prouvé être par nature même historiquement instable. Ce que Mao pensait d'ailleurs.

2. Les sociétés occidentales développées connaissent-elles également des problèmes sérieux communs (même si l'on peut convenir qu'ils n'ont pas la dimension dramatique des problèmes de l'Est et du Sud) que je proposerai d'analyser en termes de crise de la démocratie occidentale. Comment assurer dans le cadre démocratique l'accès des forces populaires au pouvoir ?

Cette question fondamentale n'a pas trouvé de réponse jusqu'ici. La social démocratie telle qu'elle a fonctionné jusqu'ici a certes permis aux travailleurs de conquérir des droits sociaux importants, encore que ceux-ci soient l'objet d'une offensive du capital visant à les démanteler. Cependant, en acceptant ce que j'ai qualifié du double consensus sur lequel repose la société occidentale (la gestion de la vie politique par l'élection pluraliste ; la gestion du système économique par la propriété capitaliste privée et le marché), la social démocratie n'a pas remis en cause l'hégémonie du capital, mais seulement tempéré celle-ci par un certain pouvoir social des travailleurs. Sur ce plan je ne partage pas l'optimisme de l'analyse de G. Arrighi qui me paraît surestimer l'ampleur et la portée de ce pouvoir social.

Cette démocratie occidentale est désormais sérieusement malade. À juste titre les classes travailleuses jugent de plus en plus sévèrement ce que les politicologues appellent désormais la "classe politique" dont les ailes de droite et de gauche s'emploient à protéger le double consensus sur lequel repose le monolithisme de la société occidentale, vidant de tout contenu réel le pluralisme affiché. Le contrôle et la manipulation systématique des médias, mis en œuvre pour prolonger la survie du consensus, fait glisser la société occidentale vers une sorte de fascisme "doux" paralysant les espoirs d'une évolution progressiste.

Cette évolution progressiste objectivement nécessaire appellerait la substitution d'une véritable hégémonie du

monde salarial au compromis historique actuel⁽⁶⁾. Cela implique nécessairement la remise en cause des systèmes de la propriété des grands moyens de production, de la prise de décision économique dans les entreprises et, au plan idéologique et culturel la remise en cause de la vision technocratique de la gestion sociale, comme l'école de Franckfort y appelle depuis un demi-siècle. On en est loin.

3. Au sein du monde occidental l'Europe fait face à des défis qui lui sont spécifiques.

La construction de l'Europe de la CEE s'est limitée jusqu'à ce jour à l'ouverture progressive du marché. Mais si dans la phase d'essor des années 50 et 60 les ajustements sociaux à cette ouverture pouvaient se faire relativement facilement, il est bien évident que désormais des régions et des secteurs entiers seront incapables de se reconvertir face au défi d'une compétitivité aiguisée. Devenues socialement et politiquement intolérables, ces contradictions risqueront de faire éclater le projet même de la CEE. À moins qu'on accepte que le marché soit accompagné d'une politique sociale commune organisant les reconversions. Une telle initiative d'une eurogauche qui se séparerait avec courage et lucidité de la dogmatique néolibérale pourrait gagner un soutien large et s'affirmer comme la force dominante sur ce continent, reléguant à la marge des droites simplement occupées à tirer un bénéfice immédiat d'un marché élargi, et redonnerait à l'Europe une mission culturelle universaliste en voie de perdition. Mais on est loin d'en être là.

Or ce premier défi n'est pas encore relevé que les transformations à l'Est viennent confronter l'Europe à des défis supplémentaires encore plus graves. Le vieux projet européen (la CEE) supposait que l'avantage économique de l'Allemagne (alors de l'Ouest) soit contrebalancé par le poids politique de la Grande-Bretagne et de la France. Ce projet est mort du seul fait de l'unification allemande. Le choix allemand — investir ses efforts dans l'expansion économique vers l'Est et pour le reste conserver un profil politique bas dans le sillage des États-Unis — vide la construction européenne de tout son sens.

La construction européenne avait été conçue au départ comme une entreprise destinée à éviter le danger du "communisme", aujourd'hui bel et bien totalement disparu, s'il a jamais réellement existé. Dans ce sens, elle avait été conçue comme partie intégrante de la stratégie économique, politique, militaire et idéologique de domination des États-Unis. L'intégration économique de l'Europe, loin d'avoir l'objectif de créer un nouveau pôle autonome, concurrent des États-Unis, se concevait comme un sous-ensemble de l'ensemble mondialisé. L'Europe était ouverte à l'atlantisme militaire et à la pénétration des transnationales américaines (et japonaises). Elle le demeure. D'abord parce qu'elle continue à se considérer sous la protection du parapluie militaire des États-Unis et n'a pas osé rompre avec l'atlantisme. De ce point de vue, les intentions d'autonomie, qui avaient de toute évidence les sympathies d'un de Gaulle, n'ont jamais dépassé le stade des actions velléitaires. Ensuite, parce que, en réponse aux défis de la crise, l'Europe s'est ralliée derrière les États-Unis dans une offensive occidentale commune visant à "recompradoriser" le tiers monde, l'OTAN étant devenu l'instrument redonnant une seconde vie à l'atlantisme.

Avec une lucidité exceptionnelle, de Gaulle avait saisi les deux données essentielles du problème. Tout d'abord il avait compris que depuis 1945 la Grande-Bretagne avait fait un choix historique probablement irréversible, celui de s'aligner inconditionnellement sur les États-Unis. Il avait compris également que l'Europe devait être conçue "de l'Atlantique à l'Oural", c'est-à-dire intégrer l'URSS de manière à rééquilibrer les rapports France-Allemagne. Les perspectives nouvelles ouvertes en Europe orientale donnent une vigueur nouvelle à cette exigence. Mais "l'intégration européenne" ne peut pas être réduite à la formule d'une sorte d'expansion vers l'Est du modèle CEE. Les problèmes spécifiques de l'Est sont trop graves pour que cette vision médiocre puisse donner des résultats acceptables. La proposition de Gorbatchev dite de la "maison commune européenne" répond à ces préoccupations. Même si la formule reste encore vague, elle implique l'invention d'institutions et

d'arrangements économiques et politiques qui concilient les exigences d'une plus grande intégration européenne et le souci de laisser aux États de la région la marge d'autonomie nécessaire pour mettre en œuvre des politiques spécifiques en réponse à leurs situations particulières.

Les seuls termes de l'alternative réelle sont donc à mon avis les suivants : ou bien on ira vers la construction de cette maison commune, ou bien l'Europe se désarticulera davantage, l'Allemagne poursuivant seule son chemin, avec ou sans la CEE, vidée de tout son sens en tout état de cause. J'ai l'impression qu'on est bel et bien engagé dans cette seconde voie.

4. Les problèmes du tiers monde sont majeurs. Certes la nouvelle mondialisation accentue encore les différenciations au sein de la périphérie, comme c'est toujours le cas.

Le modèle de l'expansion marquée de certaines semi-périphéries pourra-t-il se poursuivre ? Dans ces périphéries désormais semi-industrialisées, le modèle du développement poursuivi ici est confronté aujourd'hui à un choix décisif. Fondé sur une répartition interne du revenu de plus en plus inégale, ce développement heurte de plein fouet les aspirations démocratiques émergentes. Alors ou bien ces pays s'engageront dans la voie de réponses progressistes à leurs problèmes sociaux, et il est évident qu'ils se heurteront à la logique simple de la mondialisation par le marché ; ou bien ils ne le feront pas et donneront la priorité aux exigences de "l'ajustement" et la démocratie sombrera avant d'avoir pu prendre racine dans la société. Autrement dit, l'objectif d'une démocratie "stabilisante", à l'Occidentale, accompagnant la poursuite de l'expansion capitaliste, me paraît illusoire. Est-il d'ailleurs un objectif réel de la stratégie des puissances occidentales ? Ou seulement un discours tactique de circonstance, appelé à l'oubli ? La poursuite de l'essor du modèle de l'industrialisation des semi-périphéries impliquerait donc la double capacité de s'ajuster à des niveaux plus élevés de technologie et à réguler (après l'avoir accepté évidemment)

une lutte de classes maîtrisée par la démocratie. Je ne crois rien de cela facile et même probable, dans presque toutes les situations concrètes qu'on pourrait examiner.

Le choix de la déconnexion reste alors sans alternative réelle. Dire que celle-ci serait désormais impossible c'est dire qu'il n'y a pas de solution au chaos. Il vaut mieux s'employer à rechercher les formes nouvelles d'une déconnexion appropriée aux conditions nouvelles.

5. Les perspectives sont encore plus sombres lorsque l'on considère le Sud africain et arabe.

Au XIX^e siècle, la Grande-Bretagne et la France s'étaient pratiquement partagé le monde arabe et l'Afrique ; et elles ne soupçonnaient pas encore au lendemain de la seconde guerre mondiale qu'il leur faudrait en accepter la décolonisation. La construction européenne n'avait d'ailleurs rien conçu à ce propos, sauf à placer l'ancien empire colonial français d'Afrique noire à la disposition du capital de la Communauté des Six, le néocolonialisme collectif se substituant au colonialisme impérial antérieur, après que la France se soit réservé des privilèges particuliers, par les mécanismes de la zone franc, la francophonie et les accords de défense passés avec ses États clients.

La vision européenne concernant le monde arabe et notamment l'Afrique du Nord, n'allait guère plus loin, sauf qu'il lui fallait tenir compte de la consistance plus marquée des classes dirigeantes locales. La vision stratégique implicite enfonçait ici davantage les partenaires arabes dans l'impasse du capitalisme périphérique accroché à l'expansion du centre européen. Si les producteurs de pétrole d'entre eux (Algérie, Lybie, Irak et Golfe) ont cru pouvoir mobiliser leurs moyens financiers pour accélérer leur industrialisation, leurs classes dirigeantes ne pouvaient concevoir qu'un type d'industrialisation qui ouvrait un nouveau débouché aux exportations du capitalisme développé — européen mais aussi américain et japonais. Cela ne pouvait que renforcer la tendance à la mondialisation et ne représente pas un progrès décisif vers un développement national ou régional auto-

centré. La crise venue, cette insertion approfondie s'est bien révélée catastrophique comme en témoigne la dette extérieure, aggravée brutalement par la conjonction de la stagnation et la contre-offensive américaine. L'Arabie Séoudite, client traditionnel de Washington, a, dans ces conditions, opté, comme il fallait s'y attendre, pour un soutien inconditionnel au système financier et monétaire qui est l'instrument de la mondialisation et de la contre-offensive visant à restaurer l'hégémonie américaine. S'il y a eu tentative de développement autocentré, celle-ci n'a été que partielle, velléitaire, limitée par la nature même des classes dirigeantes des pays progressistes qui s'y étaient engagés, qu'ils soient pétroliers (Algérie et Irak) ou non (Égypte et Syrie). Or, ce qu'il faut observer ici, c'est que ces tentatives, soutenues à l'époque par l'URSS, ont été combattues par l'Occident dans son ensemble, Europe incluse.

À quoi peut-on attribuer ce refus européen de concevoir d'autres rapports avec les Arabes et les Africains que des rapports néo-impérialistes, qu'ils soient largement ouverts à la concurrence américaine et japonaise (surtout quand le partenaire local l'impose) ou relativement plus réservés aux Européens ?

L'examen de la position structurelle et conjoncturelle de l'Europe dans la compétition internationale éclaire cette question. L'Europe couvre le déficit de ses rapports avec les États-Unis et le Japon par l'excédent de ses échanges avec le tiers monde et les pays de l'Est. Elle a donc besoin, pour jouer le jeu de la mondialisation, de conserver des relations inégales dans la sphère de ses dépendances particulières. L'Europe a trouvé le débouché principal à son expansion dans la modernisation de ses propres périphéries (l'Europe du Sud précisément) et dans sa propre modernisation interne. Contrairement aux États-Unis et au Japon qui exportent plus largement leurs capitaux (notamment en Amérique latine et en Asie du Sud-Est) pour dominer dans le tiers monde le processus de délocalisation industrielle que ces exportations commandent, l'Europe s'est ouverte à l'importation massive de la main-d'œuvre du tiers monde nécessaire pour suivre le rythme de son expansion interne.

Ce n'est pas un hasard non plus si cette immigration provient précisément principalement des zones de dépendance européenne (Arabes, Africains, Antillais), plus frappées encore par l'inégal développement capitaliste que cette stratégie européenne implique que l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est. Or, on sait aussi aujourd'hui à quel point cette immigration a créé une ambiance politique défavorable à l'amélioration des rapports avec le tiers monde. Enfin, démunie de ressources naturelles comparativement aux États-Unis, l'Europe attache une importance d'autant plus grande à la sécurité de ses approvisionnements. Ayant renoncé à l'autonomie de ses moyens militaires, elle se condamne d'elle-même à dépendre sur ce plan du bon vouloir américain, se contentant ici de l'appoint de ses forces d'intervention rapide (dirigée contre le tiers monde d'évidence) qui constituent peut-être en fait l'essentiel de la vision militaire européenne.

Tout cela n'invite guère à donner de crédit au discours européen en direction du tiers monde. En fait l'Europe de la CEE porte une lourde part de responsabilité dans la "quart mondialisation" de l'Afrique. Car les relations inégales renouvelées dans le cadre de l'association CEE-ACP ne constituent nullement un progrès vers la libération de l'Afrique et le développement de ses peuples, mais au contraire l'enferment dans des spécialisations minières et agricoles, dépassées ailleurs. En ce sens, l'Europe porte une responsabilité importante dans la cristallisation du pouvoir des nouvelles classes dominantes locales, et par là-même, dans le désastre économique, social et politique du continent. L'alignement ultérieur de l'Europe sur les politiques "d'ajustement" préconisées par les États-Unis à travers leurs instruments que sont la Banque Mondiale et le FMI illustre la médiocrité des concepts européens dans ce domaine et montre bien que le conflit d'intérêts États-Unis — Europe ne sort pas des limites étroites d'une concurrence mercantile. La recolonisation, adoucie par la charité, ne masque-t-elle pas seulement l'échec des politiques préconisées et soutenues par l'Occident dans son ensemble ?

La responsabilité de l'Europe dans "l'impasse arabe" n'est pas moindre. Ici également l'Europe ne s'est jamais départie de la stratégie des États-Unis et de son fidèle instrument qu'Israël représente. La guerre du Golfe illustre tragiquement ce choix européen. L'objectif est ici tout simplement de maintenir le monde arabe dans un état de fragilité et de vulnérabilité maximal en refusant purement et simplement l'idée même de la construction d'une unité arabe, présentée comme un cauchemar pour l'Occident, en garantissant contre vents et marées la survie des régimes archaïques du Golfe, en assurant à Israël une supériorité militaire absolue, en refusant aux Palestiniens le droit à l'existence, etc. Que ce ralliement inconditionnel aux thèses atlantistes et sionistes fasse le jeu des États-Unis et leur permette même de porter un coup direct aux intérêts européens propres en plaçant le pétrole sous le contrôle exclusif de Washington doit faire réfléchir sur les capacités limitées de l'Europe à sortir de la médiocrité de sa perception du monde arabe. Pendant un temps l'Europe de la CEE (à l'initiative de la France et de ses associés méditerranéens) avait caressé l'idée de "casser" le monde arabe, en entraînant le Maghreb dans son sillage. Les réactions spontanées des peuples du Maghreb dans la guerre du Golfe ont mis un terme à ce projet irréaliste.

Il reste que la déficience de la conscience politique et sociale que les Arabes partagent avec les autres peuples dans le moment actuel entraîne à son tour des réponses inadéquates au défi occidental : les fuites dans l'illusion religieuse passéiste, l'affaiblissement des forces démocratiques et la persistance d'autocraties militaires sont les résultats de ce double échec d'un projet alternatif progressiste en Europe et dans le monde arabe. Car dans cette dernière perspective objectivement nécessaire la construction de la maison commune européenne trouverait ses compléments naturels dans la construction parallèle d'une unité arabe et d'une unité africaine, éléments fondamentaux incontournables de l'édification d'un monde polycentrique. On en est loin, et, à moyenne échéance, le chaos doit persister.

Sortir des impasses

Dans les développements précédents j'ai essayé de montrer que dans toutes les régions du monde les problèmes étaient sérieux, parfois graves ou même dramatiques, et que, au-delà, les déficiences qui caractérisent la conscience politique et sociale dans toutes ces régions sont telles que les réponses qui se dessinent ne sont pas à la hauteur des défis et ne peuvent, de ce fait, qu'aggraver le chaos et la barbarie. Ces déficiences constituent la toile de fond de la crise de la gauche à l'échelle mondiale.

Le binôme droite/gauche renvoie dans les pays du capitalisme développé à un double héritage historique : les Lumières (et les contrastes idéologie conservatrice / thèmes du progrès et du mouvement ; gestion autoritaire / démocratie) et le mouvement ouvrier (le contraste gestion soumise à la rationalité exclusive du capital / socialisme). Ni l'un ni l'autre des éléments de cet héritage ne sont présents d'une manière décisive dans les sociétés de la périphérie capitaliste. Ici la coupure droite / gauche est commandée par le contraste acceptation ou refus du "capitalisme réellement existant", c'est-à-dire de la mondialisation polarisatrice qui a périphérisé les sociétés du tiers monde. De ce fait le mouvement de libération nationale, dans toutes ses composantes historiques — bourgeoises, populaires et "socialistes" — constitue une force de gauche sur l'échiquier mondial, et la force sociale la plus active dans les sociétés du tiers monde. L'adversaire auquel elle est confrontée ici s'appelle les classes dirigeantes subalternisées et compradorisées, dont les qualifications de "collaborateurs", "traîtres", "laquais coloniaux ou néocoloniaux" sont d'usage courant. Il n'y a pas ici de consensus analogue à celui qui définit les sociétés occidentales. Selon les conjonctures et les moments de l'histoire contemporaine le pouvoir local est entre les mains de ces forces réactionnaires, soit qu'il semble bien établi (le plus souvent par la dictature violente) soit qu'il vacille, ou

bien il y a un renversement effectif de ce pouvoir au profit des forces se réclamant du mouvement national. L'Occident se charge alors toujours, immanquablement, de combattre ce pouvoir. D'une certaine manière donc on devrait opposer le monolithisme réel des sociétés occidentales — derrière la devanture de leur pluralisme affiché — au pluralisme réel des opinions dans les sociétés de la périphérie (Sud et Est), dont l'opposition est trop explosive pour pouvoir être gérée par une démocratie à "l'occidentale".

Contrairement à un préjugé tenace les idéologies du mouvement de libération nationale n'attribuent pas la responsabilité de cet état des choses aux facteurs "externes" au mépris des facteurs internes. Bien au contraire l'accent est généralement placé sur le combat contre les forces et les idées locales qui constituent les obstacles au progrès. Mais il va de soi — du moins c'est l'opinion générale de tout le mouvement de libération nationale, dans toutes les diversités produites par le lieu et le temps — que toute action progressiste entre en conflit avec les conditionnements s'imposant de l'extérieur. Le système capitaliste mondial n'est donc pas considéré comme un facteur neutre, ou ambigu, a fortiori positif. Il est un obstacle, dont le nom (l'impérialisme) — souvent refusé en occident comme un terme "non scientifique" — est ici la désignation usuelle, banale, générale, de ce qui paraît être la réalité évidente. Les querelles internes qui animent le mouvement de libération nationale concernent la nature concrète de cet impérialisme à chacune des phases de l'expansion capitaliste mondiale depuis l'origine, les modalités de l'expression des lois de son mouvement, les moyens de son intervention, les alliances sociales qu'il forge et qui reproduisent la polarisation ; elles ne mettent pas en doute son existence.

On sait combien difficile a été et continue à être l'établissement d'un dialogue constructif entre les gauches de l'Occident et celles du tiers monde. En dépit de ce fait, hélas évident, les segments de la gauche les plus conscients de la nature globale des défis auxquels l'humanité est confrontée et attachés à une perspective fondée sur des valeurs universalistes ont toujours pratiqué ce dialogue, dont

la portée positive dépasse les résultats immédiats qui en sont parfois tirés.

Une réponse humaine et progressiste aux problèmes du monde contemporain implique la construction d'un internationalisme des peuples capables de produire un système de valeurs véritablement universalistes, complétant l'œuvre toujours inachevée des Lumières et du mouvement socialiste. C'est là le seul moyen de constituer un front efficace contre l'internationalisme du capital et l'universalisme tronqué et falsifié du système des valeurs qu'il produit. En contre point le néolibéralisme constitue la véritable utopie réactionnaire de notre temps, inspirant des politiques qui ne peuvent qu'entraîner toujours davantage de chaos et de barbarie.

Sur le plan interne, les alliances sociales qui définissent le contenu des stratégies progressistes alternatives pour les régions considérées seront nécessairement différentes. En Occident leur dimension bourgeoise, fondée sur une longue histoire qui a produit le développement avancé, restera évidente. Cela n'exclut pas l'évolution vers la socialisation progressive du système et, à terme, l'émergence d'une hégémonie du monde salarial. Dans les pays de l'Est, elles appellent à libérer la société du joug exclusif de l'étatisme, au profit d'une dialectique qui reconnaît le conflit des forces sociales du socialisme et du capitalisme. Mais dans le tiers monde elles impliquent presque toujours un renversement des tendances plus radical qu'évolutionniste, le rejet de la subalternisation bourgeoise qui reproduit un système inacceptable. Si donc dans tous les cas on est en droit de concevoir la substitution d'un contenu populaire, national et régional, à la vision bourgeoise exclusive du marché, le sentiment aigu de la crise que ce choix représente est plus dramatique au Sud et à l'Est qu'à l'Ouest. Ne pas reconnaître cette donnée du problème, c'est enfermer à coup sûr la riposte des peuples dans le désespoir des nationalismes antédiluviens et des intégrismes, religieux ou autres.

La crise devrait être l'occasion d'un progrès de la pensée critique, si l'on entend par là la remise en cause de toutes les

dogmatiques. Elle ne l'est pas beaucoup, peut-être entre autres parce que ni l'économisme académique ni l'attitude gestionnaire n'y prédisposent. Les responsables du mouvement social et les hommes politiques progressistes y seront sans doute plus sensibles; Le polycentrisme mondial dont le principe est suggéré ici est la seule base réaliste sur laquelle un nouvel internationalisme des peuples peut être construit. Seule l'évolution profonde des rapports sociaux inscrite dans le paradigme du polycentrisme permettra, par la reconnaissance de la diversité objective des conditions et des problèmes, de jeter les fondements de la reconstruction du monde et de la légitimation de l'unicité du sort des peuples de la planète.

Chapitre II

LA NOUVELLE MONDIALISATION CAPITALISTE

Je ne me propose pas dans ce chapitre de faire une présentation d'ensemble de l'évolution économique du monde au cours des dernières décennies, même sous une forme synthétique et succincte. Il existe une littérature abondante sur le sujet, qui nous en dispense.

Je voudrais seulement en premier lieu attirer l'attention sur les données actuelles essentielles qui nous permettent de parler effectivement d'un approfondissement de la mondialisation, en situant, dans l'ensemble de ces processus d'une part la "trilatéralisation" (un terme un peu barbare pour désigner l'interpénétration nouvelle des économies des trois pôles centraux, les États-Unis, le Japon et l'Europe de la CEE) et d'autre part les différenciations au sein de la périphérie, c'est-à-dire l'émergence de pays semi-industrialisés à un pôle et du "quart monde" à l'autre.

Je me propose d'examiner ensuite ce qui me paraît être le défi réel que représente cette mondialisation capitaliste nouvelle.

Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, le capitalisme dans ses centres s'était développé sur la base d'États bourgeois nationaux dont il avait d'ailleurs assuré

l'émergence et façonné l'évolution. La consolidation d'économies capitalistes nationales autocentrées avait été le produit historique principal de ce développement. En contrepoint l'expansion mondiale du capitalisme n'avait pas permis aux périphéries de se constituer de la même manière en économies nationales auto centrées. Mais les révolutions dites socialistes comme les mouvements de libération nationale du tiers monde se proposaient précisément, dans une forme ou une autre, de construire de telles économies nationales autocentrées ; et cet objectif paraissait être la condition préalable incontournable d'un développement authentique. Nous avons affaire à une économie "internationale" mettant en rapport, fut-ce à travers une interdépendance inégale et une concurrence aiguë, des États relativement autonomes.

La mondialisation nouvelle amorce la désagrégation de ces constructions autocentrées au cœur même du système pour leur substituer une économie véritablement "mondiale" pour reprendre les termes forts de l'analyse proposée par Michel Beaud, citée plus haut. Faut-il accepter cette évolution comme étant inéluctable ? Doit-on accepter de voir se dissoudre l'intégration nationale structurée (quand elle existe comme héritage historiquement constitué) — ou renoncer à la construire quand on ne l'a pas hérité ? Faut-il en conséquence substituer aux anciennes conceptions du développement (toujours d'abord national) une vision nouvelle se situant d'emblée dans le cadre d'un développement mondial ? Ou bien doit-on (et le peut-on ?) concilier certaines exigences de la mondialisation (et lesquelles ?) et l'objectif d'une construction "nationale" (à redéfinir) ? Je dirai que les deux réponses à ces questions existent et qu'elles expriment des intérêts sociaux différents et même conflictuels.

En tout état de cause une de ces réponses à ce défi qui se dessinerait, ou que l'on souhaiterait voir se dessiner, consisterait à substituer des regroupements "régionaux" (plus ou moins intégrés) aux anciens États-nations auto-centrés. Le projet européen constitue l'expression la plus évidente de cette aspiration, mais il pourrait y en avoir

d'autres. Je voudrais examiner ce qu'il en est de ces réponses au défi de la mondialisation.

La nouvelle mondialisation et les performances des diverses régions du monde

1. Dans une première approximation, presque intuitive seulement, on peut "mesurer" le degré d'avancement de la transnationalisation des systèmes économiques constitutifs de l'économie mondiale par la part relative occupée par le commerce extérieur dans le PIB des différents pays.

De ce point de vue la longue période qui s'ouvre avec la fin de la seconde guerre mondiale est marquée par une progression forte de la transnationalisation. De surcroît le ralentissement de la croissance à partir du début des années 70 n'a pas été accompagné par un essoufflement du commerce mondial, comme cela avait été le cas dans les années 30 lorsque la chute de la production et celle des échanges extérieurs avaient été concomitantes. Au contraire les taux de croissance des échanges extérieurs demeurent, au cours des années 70 et 80, supérieurs à ceux de la croissance : la transnationalisation s'est intensifiée.

La part des exportations dans le PIB des pays capitalistes développés (l'OCDE) est passée de 12 % en 1965 à 20 % en 1988. Quand on connaît le poids grandissant que les services non exportables occupent dans le PIB (plus de 60 %) on mesure l'importance du commerce extérieur, devenu facteur décisif des performances dans de nombreux secteurs de la production agricole et manufacturière. Ce facteur d'une importance qualitativement nouvelle, même si la concurrence internationale n'est pas chose nouvelle par elle-même, est à l'origine du discours des pouvoirs, mettant l'accent sur la contrainte de la "compétitivité internationale", abandonnant

totalelement le discours ancien de "l'autonomie nationale", dominant dans les années 30.

On remarquera néanmoins que cet approfondissement de la transnationalisation caractérise d'abord et en premier lieu l'interpénétration des économies capitalistes développées, et seulement en second lieu l'expansion des échanges "Nord-Sud". Le facteur principal responsable de la croissance du commerce mondial est l'intensification des échanges intra européens, stimulés par la CEE. Il est aujourd'hui possible de parler d'une "région économique européenne", même si j'hésiterai à la qualifier de région intégrée, au degré où l'étaient avant la seconde guerre mondiale les grandes économies nationales européennes (Allemagne, Grande-Bretagne, France). En second lieu vient l'intensification des échanges entre les trois pôles de l'économie capitaliste mondiale : les États-Unis, le Japon, la CEE. Celle-ci est responsable en bonne partie de l'augmentation de la part du commerce extérieur dans le PIB des États-Unis (qui passe de 6 à 11 % entre 1965 et 1988) et même de celle, beaucoup plus modeste, du Japon (qui passe de 11 à 13 % entre les mêmes dates). Si donc on considérerait la CEE comme un seul "pays" — éliminant par là-même les échanges intra européens — on verrait que les échanges "extérieurs" de chacun de ces trois pôles géants se situent autour de 12 % de leur PIB et que plus de 60 % de ces échanges concernent les flux intra-pôles (la part des échanges intra OCDE est passée de 66 % de leurs exportations de produits manufacturés en 1965 à 70 % en 1985, mais elle est seulement de 60 % environ quand on exclut les échanges intra CEE). Finalement donc ce pourcentage de 12 % du PIB pourrait paraître modeste ; il ne l'est pas car en fait il représente 31 % de la production agricole et industrielle (les services fournissant 61 % du PIB).

Ainsi donc la part des échanges pôles développés/périphéries n'est pas non plus négligeable, en dépit du discours dominant qui l'affirme un peu trop vite. Le tiers monde représente un marché important pour les pôles développés de surcroît en expansion. Certes l'expansion de ce marché est inégale à l'extrême. En 1988 le

commerce mondial (URSS, Corée du Nord, Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie et Cuba exclus) s'est élevé à 2.627 milliards de dollars dont 77 % pour les exportations de l'OCDE (2.024 milliards) contre 23 % pour les pays du tiers monde (603 milliards), dont 48 milliards pour la Chine, 15 pour l'Inde, 45 pour les autres pays à revenu faible et 341 pour les pays à revenu intermédiaire, ou encore 154 milliards pour les pays pétroliers riches et non peuplés, 174 milliards pour l'Asie de l'Est, 101 pour l'Amérique latine, 85 pour les pays arabes, du Moyen Orient, de l'Asie du Sud et du Sud-Est, 29 pour l'Afrique subsaharienne. La part des exportations de chacun des pôles États-Unis, Japon et CEE vers les pays du tiers monde se situe dans le faisceau des 20 à 30 %; plus proche de 30 pour les deux premiers, de 20 pour le troisième, si l'on exclut les échanges intra CEE. Il est important de noter que le volume du commerce extérieur des pays du tiers monde a augmenté plus rapidement que le PIB des pays qui le constituent. Les exportations de la Chine sont passées de 3 à 14 % de son PIB entre 1965 et 1988, celles de l'Inde de 4 à 7 % entre les mêmes dates, celles des pays à revenu intermédiaire de 18 à 26 %, seule la proportion des exportations des pays à revenu faible a diminué de 25 à 19 % entre les mêmes dates. Nous reviendrons sur ce que signifie la relative stagnation du commerce extérieur (et des productions) de la majorité des pays du tiers monde, ceux qui constituent le "quart monde" (dont la majorité des pays au Sud du Sahara). Les chiffres n'ont pas ici la même signification que pour les autres pays, les estimations du PIB étant le plus souvent franchement douteuses (et, pour le moins, sans grande signification). Les fluctuations apparentes du rapport exportations/PIB — sa baisse éventuelle de 25 à 19 % — doivent être interprétées avec beaucoup de réserves. Il reste que les performances sont ici médiocres et les volumes absolus presque négligeables.

Si donc ce que l'on appelle les pays du quart monde ne représentent effectivement qu'un marché insignifiant pour les centres, il n'en est pas de même pour les pays à revenu intermédiaire qui constituent un marché important, de

surcroît en expansion plus forte même que celle qui caractérise les échanges intrapôles développés. La transnationalisation s'est donc également intensifiée pour les pays de la périphérie même si, d'évidence, celle-ci se polarise sur un nombre limité de pays.

Le rôle des périphéries dans la transnationalisation n'est pas seulement passif — ouverture de marchés à l'expansion du Nord. L'industrialisation du Sud lui donne aussi une fonction active, celle de représenter désormais une proportion qui n'est plus négligeable du marché mondial des produits manufacturés.

Certes le Nord conserve la maîtrise du marché mondial des produits agricoles et manufacturés, parce qu'il dispose d'excédents céréaliers (face au déficit alimentaire du Sud) et de l'initiative des produits manufacturés nouveaux. Sans doute les exportations de produits manufacturés des trois pôles vers le tiers monde — environ 200 à 210 milliards de dollars en 1985 — représentent-ils moins de 20 % des échanges mondiaux de produits manufacturés, dont le volume dépassait 1.100 milliards à cette date. Cette proportion reste modeste — mais non négligeable — quand on exclut les échanges intra CEE (elle est alors de 22 %). Les exportations des États-Unis vers le tiers monde représentaient 35 % de leurs exportations totales de produits manufacturés (160 milliards de dollars en 1985) ; celles du Japon 36 % (pour des exportations globales de 170 milliards de dollars la même année) ; quant à celles de la CEE vers le tiers monde — environ 100 milliards de dollars en 1985 —, si celles-ci représentent moins de 20 % des exportations globales des pays membres, la proportion s'élève à 25 % quand on exclut les échanges intra CEE.

Cependant, parallèlement, il faut noter l'apparition sur le marché mondial de produits manufacturés exportés par un certain nombre de pays du tiers monde à revenu intermédiaire.

La transnationalisation active s'est donc également intensifiée pour les pays de la périphérie, même si, d'évidence, celle-ci se polarise encore davantage sur un nombre limité de pays : en premier lieu les quatre dragons

d'Asie orientale (plus de 70 milliards d'exportations manufacturées en 1985, dont 28 pour la Corée du Sud), suivis par les grands d'Amérique latine (Brésil et Mexique en premier lieu : près de 16 milliards), l'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines : 12 milliards) ; l'Europe de l'Est (notamment la Yougoslavie, la Pologne et la Hongrie) représente un potentiel en expansion : 22 milliards en 1985 pour les trois pays mentionnés. Il faut également ajouter à cette liste la Chine (qui a exporté des produits manufacturés pour 13,4 milliards en 1985) et l'Inde (dont les exportations de ce type se sont élevées à 5,9 milliards), dont les capacités exportatrices sont en expansion. Par contre les parts du monde arabe (3,6 milliards d'exportations manufacturées) et du quart monde (moins de 2 milliards) restent non seulement négligeables mais de surcroît stagnantes.

L'importance du commerce extérieur ne constitue qu'un indice de l'intensité de la transnationalisation, parmi d'autres qui ne sont pas moins importants : les échanges (et la dépendance) technologiques, les flux financiers (et la dette extérieure), sans parler même des facteurs dits exogènes à l'économie (culture et communications, géostratégie et armement, écologie). Tout ces facteurs témoignent fortement en faveur de l'intensification de la mondialisation, tant au plan de l'interpénétration des économies et des sociétés centrales qu'à celui de l'intégration des périphéries dans le système global.

2. L'intensification des échanges et de l'interpénétration des économies "nationales" décrite ci-dessus avait été amorcée dès 1945 dans la sphère "non socialiste" du monde, sous la protection de l'hégémonie des États-Unis. La construction européenne envisagée à partir du traité de Rome (1958) pour l'Europe des Six, prenant le relai du Plan Marshall, s'inscrivait d'ailleurs dans cette perspective. Simultanément se dessinait le démarrage d'une industrialisation accélérée dans certains pays et régions du tiers monde. De leur côté l'URSS, l'Europe orientale et la Chine poursuivaient, presque en autarcie, un

développement extensif à des rythmes forts, probablement plus élevés que ceux de la croissance dans le monde capitaliste.

Ces conjonctures se sont brusquement modifiées à partir de 1970. D'abord l'économie capitaliste mondiale est entrée en crise depuis la fin des années 60. La longue phase de croissance soutenue de l'après deuxième guerre mondiale est terminée. Depuis 1970 les taux moyens de croissance du PIB sont tombés au niveau des deux tiers de ce qu'ils avaient été dans la période précédente, ceux de la production agricole et industrielle à la moitié. Le discours conventionnel des pouvoirs établis persiste à analyser les évolutions d'année en année en termes de conjoncture ("récession", "reprise", etc.) alors qu'il s'agit d'une phase longue de transformations structurelles sur fond de crise, comme toujours (phase B du cycle long), dont l'approfondissement de la mondialisation constitue l'un des éléments principaux. La restructuration a d'autres dimensions, bien entendu, entre autre technologiques. Cependant l'attention focalisée sur l'effondrement des systèmes dits socialistes et l'aspect financier de la crise mondiale (endettement, fluctuations des changes, inflations, etc.) fait souvent oublier le fond réel de crise structurelle sur lequel se déroulent les évolutions conjoncturelles.

L'effondrement des systèmes économiques (et politiques) de l'Europe de l'Est, l'avenir incertain de l'URSS et de la Chine, constituent la seconde dimension principale de la transformation structurelle en cours. En URSS et en Europe de l'Est les rythmes de la croissance se sont essoufflés à partir du milieu des années 70, pour s'effondrer dans la seconde moitié des années 80 et conduire à la crise actuelle. En Chine, par contre, les rythmes de développement sont demeurés soutenus depuis 1950, par-delà les hauts et bas liés aux conjonctures politiques, et se sont peut-être même accélérés au cours des années 80. La crise du système est, de ce fait, d'une nature différente de celle qui frappe l'URSS et l'Europe orientale, en dépit de l'amalgame produit dans ce domaine par les préjugés idéologiques dominants.

Le troisième élément de la situation nouvelle est fourni par l'évolution contrastée des différentes régions du tiers monde capitaliste.

Je m'attacherai, dans ce qui suit, à appeler l'attention sur les éléments de l'évolution dans la périphérie du système mondial, pertinents du point de vue d'une réponse à la question de fond posée plus haut : quelle est la nature de ce développement ? Quelles sont ses contradictions et ses limites ? Peut-on envisager la poursuite d'un développement soumis à la contrainte de la mondialisation ? Peut-on lui substituer une perspective différente ?

3. J'examinerai d'abord les performances économiques du tiers monde dans les termes strictement conventionnels de croissance et d'équilibre extérieur, particulièrement pour ce qui est de la dernière décennie des années 80.

De ce point de vue ces performances restent dans l'ensemble médiocres ou désastreuses. Les taux de croissance sont en baisse partout, sauf en Inde et en Asie de l'Est. Leur effondrement est désastreux pour les pays du quart monde : l'Afrique subsaharienne enregistre des taux négatifs énormes dans leur moyenne sur plusieurs années en ce qui concerne le revenu per capita (taux négatif de 2 % !), mais il en est de même pour l'ensemble des pays du tiers monde, même pour ceux dits à revenus intermédiaires (les années 80 se soldent par une baisse du revenu par tête en Amérique latine). La chute est également catastrophique pour les pays fortement endettés, l'ajustement qui leur a été imposé ayant opéré par la réduction (et souvent la destruction) de capacités productives. Même l'ensemble des pays exportateurs industriels a vu sa croissance ralentie (mais elle reste positive en termes de revenus par tête). Il n'y a que deux exceptions : l'Inde et l'Asie de l'Est (Corée, Taïwan, Hong Kong et Singapour).

Les autres critères conventionnels ne disent guère davantage, mais complètent la même image. L'effort d'investissement a souffert en premier rang de la contraction du revenu. Certes les statistiques sont ici douteuses. Elles indiquent néanmoins une stagnation probable à un niveau

bas quasi généralisé, plus marquée encore dans les pays pauvres et ceux touchés plus brutalement par les politiques d'ajustement (les endettés). On notera en sens inverse une augmentation du taux d'investissement en Inde et dans les pays exportateurs industriels, particulièrement marquée en Asie de l'Est. Or il faut savoir que les investissements exigés par l'industrie moderne (notamment d'exportations) sont coûteux à l'extrême. Dans ces conditions la stagnation des taux indique souvent un désinvestissement de fait, l'investissement net étant négatif, les seuls amortissements absorbant plus que l'investissement brut. Un taux en légère amélioration n'indique que des résultats médiocres : une production industrielle et des exportations en croissance certes, mais modeste en ce qui concerne la production et coûteux en effort en ce qui concerne les exportations. Le discours de la Banque Mondiale passe sous silence ces considérations, qui contredisent son dogme.

Les résultats en termes de croissance des exportations doivent donc être jaugés à la mesure de leur coût d'investissement (par rapport à un revenu global stagnant le plus souvent). Car les exportations augmentent bien presque partout en termes de proportion du PIB, même si elles stagnent dans les pays les plus pauvres. Elles augmentent plus fortement encore en Inde, dans le groupe des pays intermédiaires en général et particulièrement chez les exportateurs industriels (en premier lieu l'Asie de l'Est). Mais à quel coût pour la société ? Au prix de l'endettement extérieur, qui trouve ici l'une de ses causes (mais il y en a d'autres, indépendantes des politiques du tiers monde, comme la hausse des taux d'intérêt décidée par l'administration américaine). La littérature concernant la dette est si abondante qu'on n'a rien à y ajouter ici (cf. Tableau IV).

Il y a d'autres effets négatifs de la crise générale et du poids supporté par le tiers monde dans cette crise. Les statistiques de la part de la consommation administrative dans le PIB ne fournissent à cet égard qu'une information pauvre concernant le rôle réel de l'État et des services sociaux qu'il finance. On remarquera néanmoins que si l'on

répète — sans réflexion — ici ou là qu'il y a "trop d'État" dans le tiers monde, le poids relatif de celui-ci dans l'économie nationale est largement inférieur partout dans le tiers monde à ce qu'il est dans les pays de l'OCDE ! Sans doute ce poids réel est-il plus difficile à supporter dans les pays pauvres du fait de l'importance relative plus grande des productions non marchandes. Mais la véritable question sort de ce cadre quantitatif et financier et doit porter sur la qualité des services, leur efficacité et leur fonction sociale. Telle intervention jugée inefficace (ou nuisible) par des "experts étrangers" est parfaitement rationnelle et efficace du point de vue des fonctions sociales et politiques qu'elle remplit.

Du point de vue des critères conventionnels de l'économie libérale les performances du tiers monde sont donc partout médiocres, quand elles ne sont pas catastrophiques. L'approfondissement de la transnationalisation n'est pas une réponse salutaire au défi de la crise, elle constitue un des éléments de la crise elle-même. De ce point de vue conventionnel il n'y a véritablement que deux exceptions à la faillite généralisée du développement : l'Inde et l'Asie de l'Est. On donnera plus loin une explication de ces exceptions apparentes.

4. À en croire le discours dominant aujourd'hui, la mondialisation serait incontournable et doit être acceptée telle quelle. On ne peut que s'y *ajuster*. Ce discours prétend également qu'un ajustement actif à cette exigence est possible de la part des pays dits en voie de développement, dont les "succès" de la Corée et de quelques autres témoignent. Tout dépendrait donc des facteurs internes propres aux différents pays du tiers monde.

Les rapports de la Banque Mondiale sont, de ce point de vue, des modèles du genre. Leur lecture, aussi ennuyeuse que celle de la Pravda il y a une quinzaine d'années, présente donc cet avantage qu'on sait d'avance ce que la Banque dira sur n'importe quel sujet, ancien ou nouveau. Elle n'ira jamais au-delà des deux "conclusions" signalées — dogmes en fait posés a priori — ; idéologie impose, les

véritables questions sont toujours éludées à l'avance ; on leur substitue une masse de "données" (les annexes statistiques, la seule partie intéressante des documents, même si ces statistiques sont muettes sur beaucoup de points essentiels et d'une qualité plus que douteuse dans un certain nombre de cas) sans signification particulière, mais que l'on essaye de "faire parler" en leur faisant avouer — par la torture de modèles économétriques qui ne sont jamais que des substituts prétentieux à la règle de trois — ce qu'on veut leur faire avouer pour donner à des affirmations purement idéologiques l'apparence de la "science". Tautologie pure et simple.

Il faudrait aller au-delà des critères conventionnels et analyser les perspectives à plus long terme qu'une croissance éventuelle dans le cadre de ce que j'appelle "le capitalisme réellement existant" (par opposition au modèle-type idéologique de l'économie libérale) ouvre ou ferme dans les périphéries du système capitaliste mondial. Or, pour le faire, l'accent doit être mis sur ce qui est éludé par l'analyse libérale : la répartition du revenu, l'emploi, la formation, les services sociaux, le rôle de l'État, les contradictions du développement (notamment ville-campagne), etc. Une répartition du revenu considérée comme légitime par l'ensemble de la nation est une nécessité absolue, sans laquelle la nation n'existe pas, faute d'intégration sociale. Sans autonomie relative vis-à-vis de l'extérieur (aux plans technologique, financier, alimentaire, industriel, militaire, culturel) la nation n'existe pas non plus car elle n'est plus alors un sujet actif dans le façonnement de la société mondiale. Les frustrations et la soumission passive aux aléas d'une évolution sur laquelle on n'a pas de prise génèrent alors des réactions souvent plus négatives que positives. Les performances de l'économie mondiale doivent donc être appréciées de ce point de vue : la croissance en question a-t-elle accentué les contradictions indiquées, accusé les inégalités, accru la dépendance, ou au contraire a-t-elle permis de les atténuer ?

Les données fournies par l'économie conventionnelle ne permettent pas de répondre à ces questions, parce que

d'emblée elles ont été éludées. Aussi l'utilisation que l'on peut faire de ces données — rassemblées ici dans quatre tableaux synthétisant les annexes statistiques produites dans les derniers rapports de la Banque Mondiale — est-elle limitée. Les tableaux se lisent vite. Quant au commentaire, que la Banque Mondiale, par exemple, greffe sur eux il reste vide, hors de propos (une légitimation a priori de ses propres dogmes), faisant un usage inapproprié de ces "données". Sans doute par souci de convenance "morale" la Banque greffe-t-elle de temps à autre quelques tirades concernant par exemple "la pauvreté". Le choix de terme est à lui seul significatif d'une langue qui n'est pas celle de la science sociale mais des discours de convenance produits par quelques millionnaires ou hommes d'État dans des galas de charité. Jamais la "pauvreté" en question n'est reliée aux mécanismes du développement économique préconisé !

Or sur tous les plans évoqués plus haut (répartition du revenu, maîtrise des rapports extérieurs, absorption technologique) les performances du tiers monde sont globalement négatives. D'abord l'inégalité dans la répartition du revenu s'est accentuée partout, même en Inde, chez les pauvres comme chez les "riches", avec une propension à s'aggraver encore plus fortement dans les pays ayant enregistré une croissance plus marquée. La seule exception est précisément celle du tandem Corée-Taïwan. Bien sûr les degrés de cette inégalité sont variables, l'Amérique latine ayant à cet égard à son passif le modèle social le plus abject de tous. Les "libéraux" se donnent bonne conscience en rappelant qu'il en était ainsi de même en Europe aux débuts du capitalisme. Ils oublient de dire que l'amélioration ultérieure du modèle de la répartition a été obtenue certes par les luttes ouvrières (qu'ils réprouvent néanmoins dans le tiers monde !) mais qui se sont développées dans un cadre qui en facilitait l'issue heureuse par l'expansion impérialiste. La loi inexorable de l'accumulation, telle que Marx l'avait formulée, opère donc, mais à l'échelle du système mondial du "capitalisme réellement existant" et non à celle de ses centres considérés en isolement⁽¹⁾. Ils oublient donc de comprendre que l'inégalité grandissante constatée ici à la

périphérie du système n'est pas un vestige du passé précapitaliste (thèse néoweberienne à la mode), mais le produit nécessaire de l'expansion réelle du capital. Ils oublient de comprendre que l'accumulation à l'échelle mondiale façonne des structures sociales à la périphérie défavorables au développement des luttes sociales à l'instar de ce qu'elles ont été en Occident.

D'autres indicateurs renforcent la signification négative de la loi de l'inégalité grandissante associée à l'expansion capitaliste périphérique : en premier lieu le chômage, dont les statistiques officielles ne donnent aucune idée de l'ampleur réelle, en fait gigantesque dans les métropoles du tiers monde (30 ou 50 % de la population potentiellement active constituerait une fourchette probable). L'urbanisation démentielle, toujours en avance sur le niveau de développement, la population urbaine ayant atteint et dépassé la moitié de la population globale en Amérique latine, dans le monde arabe et s'en approchant dans un nombre grandissant d'autres pays, est l'expression des contradictions sociales non maîtrisées par l'expansion capitaliste, aggravée, notamment en Afrique, par la destruction des sociétés rurales qu'elle a entraînée.

Dans ces conditions le progrès dans le tiers monde implique d'aller contre la loi naturelle de l'accumulation et non de s'y ajuster. Cette conclusion est valide même lorsque le développement s'inscrit dans le cadre de rapports sociaux franchement capitalistes et non seulement lorsqu'il est conçu sur la base de rapports évolutifs correspondant à des pouvoirs exprimant des alliances sociales populaires. Ainsi comprend-on les raisons du succès de la Corée et de Taïwan qui précisément sont allés à contre-courant des tendances dominantes et des conseils libéraux.

La "dépendance", dont on dit qu'elle n'est plus à la mode, reste un fait flagrant, et son accentuation confirmée par toutes les études concernant "l'écart technologique", la mondialisation des modèles transmis par les communications de masse, la dette extérieure, etc. Mais la dépendance n'est ni la cause, ni l'effet de l'inégalité dans la répartition. Elle constitue, comme cette inégalité à laquelle elle est étroitement

associée, un élément immanent de l'expansion mondiale polarisante du capitalisme. Elle constitue l'une des faces de la médaille dont l'autre est la compradorisation des classes privilégiées bénéficiaires de cette expansion, elles-mêmes véhicules de la dépendance et non ses "victimes".

La solution de ces problèmes exige à la fois la maîtrise des relations extérieures et des interventions actives de l'État dans la structuration des orientations de production, l'organisation de la répartition sociale, la R-D, l'emploi et la formation, etc. Laisser entendre, comme le fait la Banque Mondiale et les agences occidentales, que l'on pourrait "résoudre le problème de la pauvreté", sans remettre en cause les dogmes libéraux, mais en leur juxtaposant des actions partielles dont les modes successives nous ont fourni les exemples ("les besoins fondamentaux", etc.), c'est vouer ces actions à l'échec (comme le constate chaque fois après coup d'ailleurs la Banque, laquelle s'abstient de faire son autocritique alors qu'elle en avait été le promoteur, poursuivant inlassablement son discours charitable...). Sur d'autres plans, plus directement politiques — comme la question de la démocratie — la contradiction est également flagrante entre les exigences objectives de l'accumulation mondiale polarisante et celles d'un progrès démocratique.

Sur tous ces points essentiels le tiers monde est un (périphérique dans le système capitaliste) par-delà la variété des situations. Là encore le discours qui met l'accent sur celle-ci ne découvre rien de bien nouveau : le tiers monde (périphérie intégrée) et le quart monde (périphérie détruite) ont toujours coexisté dans l'expansion mondiale du capitalisme.

La Chine paraît constituer jusqu'ici la seule exception *forte* à l'option compradore. De ce fait elle pourrait être capable à l'avenir de jouer le jeu subtil d'une insertion plus marquée dans l'économie mondiale sans renoncer à renforcer sa propre structuration auto-centrée nationale. Tout dépendra de son évolution politique interne. Ici, parce qu'elle a déconnecté au sens que je donne à ce terme, le facteur interne devient à nouveau décisif.

Mais il y a d'autres exemples d'alternatives à la compradorisation, même s'il faut les nuancer et les distinguer les uns des autres. Cuba et le Viêt-Nam "résistent", mais dans l'isolement, parti choisi par eux, parti imposé par l'impérialisme qui n'a pas renoncé, s'agissant de "petits pays", à en détruire la volonté nationale.

Les performances de l'Inde, même si elles sont très inférieures à celles de la Chine comme on le verra, restent meilleures que celles de l'ensemble du tiers monde capitaliste. L'Inde n'a pas "souffert" de la crise, elle a maintenu sa croissance de croisière. C'est là certainement un effet de sa taille, et donc d'autonomie relative de facto plus marquée à l'égard de l'extérieur et de meilleur auto-centrage, autrement dit l'effet de causes qui plaident en faveur du contraire exactement de ce que propose le dogme libéral ! L'Inde reste néanmoins fragile à plus long terme : l'usure progressive de l'idéologie nationale à la Nehru — Indira Gandhi au bénéfice de la montée d'aspirations compradore de la bourgeoisie indienne et les menaces que les nationalismes locaux font peser sur l'édifice indien laissent l'avenir incertain. La Corée du Sud et Taïwan constituent les exceptions les plus étonnantes, puisqu'il s'agit de pays "anti-socialistes" par principe. Leur succès n'est pas d'avoir réalisé une croissance forte sans déséquilibre grave de leur balance des paiements — cela d'autres l'ont fait également —, il est d'être parvenu à construire une structuration nationale autour d'un État fort et sur la base d'une répartition du revenu dont les inégalités ont été maintenues dans certaines limites et maîtrisées — ce que les autres n'ont pas fait précisément. Leur succès provient donc de ce qu'ils ont fait exactement le contraire de ce que le dogme libéral dominant enseigne ! Pourquoi ? Des raisons spécifiques — historiques (peut être culturelles, à discuter), et politiques (la concurrence de la Corée du Nord et de la Chine) — l'expliquent.

Il n'y a rigoureusement aucune autre exception dans le tiers monde capitaliste, tant chez les "riches" (pétroliers par exemple) que chez les pauvres, chez ceux félicités par la

Banque Mondiale pour leur "succès" (dans les termes de croissance et d'équilibre extérieur, seuls critères retenus par le libéralisme) comme chez les victimes malheureuses ayant succombé au traitement (le quart monde). Il n'y a rien ici qui permette de parler de succès en termes de structuration nationale renforcée. Il y avait eu des amorces et des tentatives dans ce sens, dans des pays très différents à l'origine, les uns moyennement "développés", les autres pas du tout. Elles sont toutes en régression et en voie de dissolution. Même dans les pays "semi-industrialisés" montés en épingle par la Banque Mondiale (Brésil, Mexique, Turquie, Thaïlande, etc.) ou dans les pays du type de la Côte-d'Ivoire — Kenya, il n'y a pas eu de progrès en direction de la construction nationale. Au contraire l'aggravation de l'inégalité dans la répartition du revenu est ici le signe même de l'échec, en ce sens qu'il affaiblit les chances d'une intégration sociale sans laquelle la construction nationale n'a pas de sens. Sans doute il faudra nuancer, au cas par cas. Il y a ici ou là des éléments d'une politique nationale, dans certains NICs au plan de la maîtrise technologique ou financière, dans certains pays au passé nationaliste par le rôle de l'État dans l'industrialisation ou la réforme agraire. Mais ces éléments n'ont pas atteint la masse critique nécessaire pour façonner des contrepoids importants aux aspirations compradore des classes privilégiées. De ce fait ces avancées restent fragiles et sous la menace du démantèlement que la Banque Mondiale "conseille".

Les meilleurs intellectuels critiques indiens (cf. par exemple A. Bagchi⁽²⁾) proposent d'ailleurs une analyse des réalisations et de la vulnérabilité du modèle indien beaucoup plus sévère que celle de la plupart des étrangers, souvent victimes du "mythe de Nehru", selon leurs propres termes. L'étatisme du Nehruisme demeurerait ouvert au grand capital indien et impérialiste et l'ampleur des réformes sociales entreprises demeurerait modeste, n'ayant pas remis en cause la domination des grands propriétaires fonciers, notamment en Inde du Nord, tandis que la capacité d'absorption technologique reste faible. Aussi la dérive vers

la droite, marquée au cours des dernières années, s'inscrit dans la logique de l'évolution interne du système. La "libéralisation" dans ces conditions se solde plus par une "commercialisation prédatrice" (c'est le terme employé par A. Bagchi) que par une explosion d'initiatives entrepreneuriales. La paupérisation qui en découle — plutôt qu'une accélération de la prolétarianisation — est à l'origine des irrédentismes régionaux, poussant au devant de la scène des "cliques" qui cherchent dans ces conditions à contrôler la politique locale, affaiblissant ainsi les alliances hégémoniques pan indiennes organisées autour du grand capital local, de la grande propriété foncière, et de la technobureaucratie, traditionnellement soutenues par la paysannerie riche (les Koulaks) et les petites bourgeoisies urbaines.

Le jugement porté sur les NICs d'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines) par les intellectuels critiques de la région (cf. Prasartset, également le livre de Yoshikara Kunio⁽³⁾) n'est pas moins sévère. Le modèle est défini par ses trois composantes essentielles : la vision technocratique-économiste du développement inspirée par la Banque Mondiale, le consumérisme des classes moyennes urbaines, la doctrine policière de la "sécurité nationale" hostile à toute évolution démocratique. Or ce modèle était soutenu par l'aide occidentale au démarrage (dans les années 60), relayé par les emprunts extérieurs (dans les années 70), tandis que le relais d'une industrie délocalisée fondée sur la main-d'œuvre à bon marché est entrée à son tour en crise, du fait des progrès de l'automation dans les centres développés. Kunio n'hésite pas à qualifier toute cette construction tant vantée par les experts occidentaux d' "ersatz-capitalisme" vulnérable parce qu'incapable d'asseoir une capacité d'absorption technologique à la hauteur du défi de la modernisation.

5. Compte tenu des masses démographiques exceptionnelles concernées, l'évolution et le progrès de la Chine et de l'Inde constituent un élément fondamental de l'avenir du système mondial. Or sur ce plan, et quoiqu'on

dise, la comparaison plaide en faveur de la Chine d'une manière écrasante⁽⁴⁾.

Les critères conventionnels de l'économie constituent un premier élément de la comparaison : un taux de croissance du PIB en longue période (1950-1990) double pour la Chine et triple en ce qui concerne la croissance du revenu par tête ; des exportations (notamment industrielles) devenues également le double de celles de l'Inde en termes relatifs ; des taux d'investissements bruts une fois et demi supérieurs pour la Chine ; un endettement extérieur plus léger en termes relatifs de charge de son service en proportion des exportations (trois fois plus légère pour la Chine).

Au-delà de ces critères les performances de la Chine sont incomparables dans les deux domaines signalés plus haut. Point n'est besoin de "statistiques" pour prouver que la répartition du revenu est fondamentalement différente d'un pays à l'autre. Nulle part la Chine n'offre le spectacle de misère inhumaine rencontrée partout en Inde. De même si le poids des consommations administratives paraît être comparable (et même plus léger en Chine depuis le milieu des années 80) leur efficacité et l'accessibilité des services sociaux aux différentes couches populaires sont, malgré tout, meilleures (ou moins mauvaises) en Chine. Au plan de la dépendance extérieure, le jugement est plus difficile à faire. On notera le bond en avant des exportations chinoises au cours des années 80, résultat d'un choix politique poursuivi volontairement. Certainement la fermeture presque totale du pays aux échanges extérieurs avait-elle été imposée par l'impérialisme dans les années 50 et 60 et d'une certaine manière utilisée positivement par la Chine pour s'autocentrer et procéder à des transformations gigantesques loin des aléas de la pression extérieure. Par ailleurs l'aide soviétique dans les années 50 n'avait pas été négligeable du point de vue de la première mise en place des capacités industrielles, technologiques, et militaires. Mais par la suite un bond en avant des importations (qu'il faut bien payer en exportations) s'imposait dans la perspective des "quatre modernisations" (Zhou Enlai). Cette ouverture est-elle maîtrisée ? Difficile à dire, d'autant que ses effets pervers

opèrent souvent par le canal subtil des aspirations consummatrices de privilégiés. Néanmoins la nature du pouvoir en Chine, qui n'est pas directement et exclusivement exercé par les classes bourgeoises comme en Inde, limite jusqu'ici les pressions négatives de l'environnement international.

La construction européenne face au défi de la mondialisation

Les pouvoirs en Europe — et derrière eux les opinions publiques, largement façonnées par les pouvoirs en question — acceptent tous ce qu'ils qualifient de “contrainte absolue de la modernisation”. Le consensus est ici total du discours, partagé par la droite et la gauche au sens électoral du terme. Simultanément ces pouvoirs affichent une intention commune : celle de poursuivre une construction européenne intégrée qui ferait de l'Europe un troisième pôle de l'économie mondiale, à l'instar des États-Unis et du Japon, potentiellement même, par sa population et sa richesse, le premier pôle mondial. Derrière cette façade d'unanimité, il y a néanmoins des “nuances” qui constituent l'essentiel pour ce qui est des évolutions politiques probables dans l'avenir visible. Les États-Unis et le Japon ne sont pas simplement des “zones géographiques” de l'économie mondiale en construction. Ils restent et resteront des économies “nationales”, l'État s'employant ici précisément à maintenir ces structurations nationales tout en bénéficiant, en qualité de partenaires forts, de la construction de l'économie mondiale. Bataille d'arrière-garde diront les forcenés du “libéralisme”. À voir ; peut-être bataille d'arrière-garde dans une perspective des deux siècles à venir, mais bataille d'avant-garde dans le façonnement des vingt prochaines années. Qui pourrait nier l'importance décisive de ces choix nationaux : au niveau du

financement de la R-D (civile et militaire) et des systèmes de formation adéquats ; à celui du protectionnisme de facto — de l'agriculture (par des subventions, il est vrai ici “mises en cause”, mais on verra...), des ressources minières et pétrolières (politiques dites de réserves stratégiques), et même de l'industrie manufacturière tout court ; à celui de la gestion du système financier, etc. En outre les États-Unis disposent, sur ce plan, d'un atout qui ne peut pas être mis en cause à court ou moyen terme, faute de solution alternative, celui de voir le dollar remplir les fonctions de monnaie mondiale.

L'Europe n'est pas du tout dans une situation similaire et il n'est pas dit que la construction de la CEE y conduise. D'abord l'Europe hérite de son passé, c'est-à-dire de la juxtaposition d'économies nationales historiquement constituées comme telles. La CEE n'est pas un État supranational et les politiques communes, même après l'ouverture totale des marchés à partir de 1992, ne sont pas à la hauteur des exigences de sa construction. Il n'y a pas de politiques communes — sauf dans le domaine des subventions à l'agriculture, vulnérables d'ailleurs comme aux États-Unis, mais ici aussi on verra... Les éléments d'une politique monétaire commune (le “serpent”) sont fragilisés par la diversité des politiques anti-inflation, conjoncturelles, etc. sans parler de l'absence même de projet d'une politique sociale commune. Jusqu'ici et pour l'avenir visible le marché commun reste ce que son nom indique et rien de plus : un marché. Or l'intégration par le seul marché développe les contradictions plus qu'elle ne les résout. Elle risque donc de fragiliser l'Europe en tant que telle, renforçant les uns, affaiblissant les autres, faisant de cette construction un hybride dans lequel le maintien des structurations nationales chez les “forts” (l'Allemagne en premier lieu) s'accompagne de son effritement chez les “faibles”, sans que ne se construise une structuration européenne alternative intégrée et globale.

Cette perspective peu optimiste est rendue plus probable du fait de la persistance de jeux nationaux différents, et même conflictuels, au sein de la CEE. La Grande-Bretagne

accepte la mondialisation — effritement du pouvoir national, mais non au bénéfice d'une construction européenne. D'un côté elle s'ouvre sur le monde sans rivages comme en témoigne son ouverture à l'informatique japonaise, alternative à une politique informatique européenne commune, laquelle d'ailleurs n'existe pas. Elle peut compter, sur ce plan, sur l'avantage hérité que représente la puissance de son centre financier. D'un autre côté elle a toujours accepté la perspective éventuelle d'être absorbée par les États-Unis, partageant avec eux langue et culture, dont on voit ici réémerger l'importance. À ce titre on doit reconnaître que la construction européenne restera handicapée — par comparaison avec les États-Unis et le Japon — par la diversité linguistique. On imagine mal une R-D commune et des systèmes de formation communs : en quelle langue ? À l'autre pôle l'Allemagne se trouve désormais dans une position tout à fait nouvelle. L'Allemagne de l'Ouest était déjà le "géant" économique de la CEE (des exportations de produits manufacturés aussi importants que celles des États-Unis et du Japon, plus du double de celle de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie). Mais elle était, disait-on, un "nain politique". L'équilibre de la CEE reposait sur ces compensations : rôle politique dirigeant de l'Angleterre et de la France, moteur économique allemand. Cet équilibre est rompu. Dans ces conditions l'Allemagne unifiée peut être amenée à faire cavalier seul, sans le dire, c'est-à-dire sans remettre en question formellement la CEE, elle peut vouloir ne pas pousser "l'intégration européenne" plus loin que ne l'implique sa seule structure de "marché commun". Il lui est tout à fait possible, étant le partenaire fort, d'accepter les règles de ce marché tout en conservant sa structure nationale forte, tandis que celle de ses partenaires s'effriterait. Elle peut même renforcer sa structuration nationale par une expansion en direction de l'Est européen placé en position subalterne. Entre ces deux options britannique et allemande possibles (et même, à mon avis, probables) il n'y a guère place pour d'autres politiques. La France, l'Italie et d'autres peuvent souhaiter activer la construction politique

européenne pour compenser leurs faiblesses économiques par leur affirmation politique. La Grande-Bretagne ne le veut pas, l'Allemagne n'y a aucun intérêt. Alors ce discours peut-il être plus qu'un vœu pieux ?

L'avenir du projet dépend finalement du choix allemand. En faisant cavalier seul l'Allemagne peut aspirer devenir le troisième pôle du système (États-Unis, Japon, Allemagne) à la fois au plan économique et politique. Sans doute pour cela il faudrait surmonter encore quelques obstacles. Au plan technologique l'Allemagne ne soutient pas la comparaison avec les États-Unis et le Japon, ses performances en matière d'exportation étant fondées sur les industries classiques de la reconstruction d'après la seconde guerre mondiale et non sur les technologies nouvelles. Mais surtout l'Allemagne n'a pas encore retrouvé un rôle politique qui lui soit propre. La Grande-Bretagne et la France restent membres du Club des Cinq Grands ayant droit de veto au conseil de Sécurité de l'O.N.U., encore qu'à la longue ce privilège soit probablement appelé à disparaître — mais quand ? (Gorbatchev a fait une proposition allant dans ce sens, en proposant de donner à l'Allemagne un statut analogue à l'O.N.U.).

Alors pourquoi l'Allemagne ne ferait-elle pas le “choix européen”, comme le proclame d'ailleurs son chancelier (mais que valent les proclamations de ce genre !). Mais pourquoi le ferait-elle ? Pour prolonger la position politique privilégiée de ses partenaires, sans contrepartie qu'elle ne puisse obtenir par elle-même ?

En attendant que ces choix s'éclaircissent il faudra bien constater que l'Europe reste un “nain politique collectif”, pour projeter sur elle ce qui a été dit de l'Allemagne jusqu'ici. Placée sous la protection du parapluie atomique américain (qui ne sert plus à rien depuis la “fin du cycle de la dissuasion” selon les termes d'Alain Joxe)⁽⁵⁾, écartelée entre les nuances de politiques extérieures différentes de ses États composants, l'Europe n'a jusqu'ici osé prendre des distances autres que rhétoriques à l'égard des États-Unis. Éliminée par sa propre faiblesse de la “solution” éventuelle des conflits Nord-Sud majeurs (par exemple sur le sujet de la Palestine), l'Europe finit toujours par s'aligner de facto

sur les décisions de Washington (comme on le voit dans la crise du Golfe).

Pour que l'Europe devienne un troisième pôle, avec alors des chances fortes d'être le pôle principal à l'échelle mondiale, il faudrait qu'elle consente à inscrire son action dans la vieille perspective gaullienne de "l'Atlantique à l'Oural" (en fait à Vladivostok) c'est-à-dire qu'elle intègre l'URSS (ou la Russie). Aujourd'hui seul Gorbatchev propose cette perspective sous le nom de "maison commune européenne", un projet souple de type "confédéral" laissant aux partenaires, Britanniques, Français, Allemands, Russes et autres suffisamment d'autonomie pour faire face à des situations objectives différentes. Cette manière de concilier effectivement transnationalisation et autonomie nationale correspond tout à fait à la thèse que je défends ici. Elle correspond aussi, à mon avis, à la maturité réelle des esprits qui sont disponibles pour un certain cosmopolisme mais pas préparés à gommer les racines nationales de leur histoire.

La régionalisation du système mondial

La prise de considération simultanée des évolutions concernant les échanges intra CEE, intra pôles (États-Unis, Japon, CEE) et les échanges pôles-régions du tiers monde semi-industrialisés permet de voir comment se constituent, dans le cadre de la transnationalisation approfondie, des cristallisations régionales. Celles-ci se font autour de chacun des trois pôles signalés, mais leurs périphéries respectives ont des potentiels fort différents. Il y a la grande région américaine, dominée par les États-Unis et sa province extérieure que constitue le Canada, partenaire de l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le Mexique est déjà en voie d'intégration complète dans le "grand marché nord américain", l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud sont

invitées à suivre cet exemple, avec la proposition d'une zone de libre échange s'étendant de l'Alaska à la Terre de Feu. Il y a la grande région de l'Asie orientale et sud-orientale, dominée par le Japon, intégrant le Sud-Est asiatique semi-industrialisé (Thaïlande, Malaisie, Philippines, Indonésie). Cependant les frontières de cette région restent floues. Il n'est pas dit que la Corée puisse être considérée comme "intégrée" dans cet ensemble, encore moins que la perspective d'y inclure la Chine fasse quelque sens. L'Inde elle-même, malgré toutes ses faiblesses, reste autonome vis-à-vis du pôle japonais. Mais la région "japonaise" pourrait s'étendre vers l'Ouest (Birmanie, Sri Lanka, et même en direction du Pakistan et du Golfe). Quant à la région cristallisée autour de la CEE elle a sa propre figure : elle est formalisée par l'association CEE-ACP, renforcée en partie par le cadre rigide de la zone franc. Mais les périphéries africaines en question se situent précisément dans le groupe des pays les plus pauvres dont le potentiel — dans le cadre du système en vigueur — reste faible. C'est sans doute la raison pour laquelle les échanges CEE/Sud sont relativement plus légers que les échanges États-Unis/Sud et Japon/Sud. L'Europe a par ailleurs consacré l'essentiel de ses efforts à sa propre intégration interne, laquelle devrait recevoir, à partir de 1992, un nouveau coup de fouet, impulsé par l'ouverture totale de son marché commun. L'ouverture de l'Europe de l'Est peut également offrir de nouveaux horizons à l'expansion européenne intégrée, retardant d'autant l'intensification des échanges Europe/Sud.

Il est donc un peu trop tôt pour parler de "réorganisations" au sein de la transnationalisation. Les périphéries restent largement ouvertes globalement à la concurrence des pôles en compétition sur leur marché (non seulement commercial mais aussi financier d'ailleurs). La compétitivité entre ces pôles est inégalement répartie entre les différents types de productions. Le Japon et les États-Unis conservent le leadership dans les technologies nouvelles, fondées sur l'informatique notamment. Les États-Unis, le Canada et la France ont l'avantage dans le domaine céréalier. L'Allemagne domine dans l'industrie mécanique classique

(automobile, machines outils) et la chimie. La France se situe bien dans certains domaines de l'armement, le chemin de fer, l'aéronautique. Or les échanges des pôles entre eux sont différents de ceux qu'ils ont avec les périphéries. L'avantage dans les domaines des technologies nouvelles est décisif dans les échanges intra-pôles, beaucoup moins dans la concurrence sur les marchés du tiers monde.

Mais surtout, ce qui interdit de parler de la régionalisation comme d'un fait accompli, c'est l'ensemble des énormes incertitudes qui pèsent encore concernant les politiques de l'Union soviétique, de la Chine, de l'Inde, du tiers monde, sans parler même des incertitudes qui pèsent sur l'avenir de l'Europe elle-même et des choix décisifs de l'Allemagne sur ce terrain.

Dans ces domaines on ne peut guère parler que de probabilités. Il me semble que l'Allemagne unifiée trouvera en Europe de l'Est un terrain d'expansion qui relativisera beaucoup, pour elle, l'importance de l'approfondissement de l'intégration au sein de la CEE. Il me semble que la Russie, la Chine, et même l'Inde, conserveront la possibilité de rester hors de la dépendance à l'égard d'un pôle particulier, et de ce fait, conserveront une marge de manœuvre importante. Par contre il ne me paraît pas probable, dans l'horizon politique visible, que les grandes régions du tiers monde s'organisent par elles-mêmes et autour d'elles-mêmes, tant en Amérique latine, que dans le monde arabe, l'Afrique ou l'Asie du Sud-Est. C'est pourtant ce type de régionalisation, base d'un monde polycentrique qui s'impose dans une autre perspective de développement que celle qu'implique l'ajustement unilatéral — en ordre dispersé de surcroît — aux exigences de l'expansion capitaliste mondiale. J'ajouterai que les politiques des puissances occidentales demeurent, en dépit de déclarations verbales contraires, foncièrement hostiles à tous les regroupements régionaux dans le tiers monde, comme elles sont hostiles à tout ce qui peut renforcer l'autonomie du tiers monde d'une manière générale.

Je donnerai un seul exemple de cette hostilité de l'Occident à l'égard des regroupements régionaux dans le

tiers monde, celui de l'hostilité de l'Europe à l'égard de l'unité de son "sud" arabe et africain. Pourtant la construction d'une "unité arabe" et d'une "unité africaine" constitue le versant sud nécessaire à la progression du modèle polycentrique "idéal", ne serait-ce que pour cette raison d'une banalité évidente et répétée que les États issus de la balkanisation du continent ne sont pas à la mesure des défis du développement moderne. Dans une vision progressiste d'un avenir "commun" au sens sérieux du terme Européens, Africains et Arabes doivent accepter leur renforcement mutuel par l'affermissement de leurs unités régionales respectives et cesser de les voir comme des "dangers".

Mais, diront certains, l'unité arabe et africaine n'est pas à l'ordre du jour, et, en politique, il faut être réaliste. Certes, les pouvoirs en place dans les États arabes et africains, compradorisés, ne la conçoivent pas. Mais combien fragiles sont ces pouvoirs, comme on le voit dans la crise du Golfe ! Bien entendu le chemin de la construction de l'unité arabe — une exigence objective incontournable pour donner une solution aux problèmes des peuples arabes qui soit à la hauteur des exigences de notre époque — restera long. Il n'est pas possible de concevoir l'unité comme le fut celle de l'Allemagne au XIX^e siècle, "conquise" par la Prusse. L'erreur des dictateurs comme Saddam Hussein est de ne pas le comprendre. La seule voie est celle de la démocratie, de transformations sociales progressistes, du respect de la diversité des intérêts locaux. Mais cette voie n'est pas une utopie. Elle l'est moins que celle de la construction européenne, elle aussi bien difficile, et qui n'a même pas l'avantage de l'unité de culture et de langue des Arabes.

Il me paraît grave que les forces politiques et idéologiques dominantes à gauche comme à droite chez les partenaires européens n'imaginent pas que l'unité arabe puisse être souhaitable. L'Europe ne s'est pas départie de son attitude impérialiste traditionnelle qui considère "l'autre" — surtout si cet autre est culturellement différent — comme un ennemi qui doit être maintenu faible

et divisé. L'ordre mondial du capitalisme réellement existant repose sur ce principe fondamental et rien n'indique que les opinions occidentales soient en mesure de renoncer à ce principe.

Dans le Moyen-Orient depuis un demi-siècle cet ordre mondial sauvage a un objectif stratégique et un seul : perpétuer ce que pudiquement on qualifie d'accessibilité au pétrole, en termes clairs la domination des puissances occidentales sur cette richesse dont l'exploitation doit être soumise aux seules exigences de l'expansion économique de l'Ouest (ce qui n'exclut pas le conflit — feutré — entre les partenaires de l'OCDE dans l'exercice de ce contrôle du pétrole). Pour atteindre cet objectif deux moyens complémentaires sont mis en œuvre : (i) il faut perpétuer la division du monde arabe et assurer la survie des régimes archaïques du Golfe — Arabie Saoudite, Koweït, Émirats — de manière à ruiner toute possibilité que la richesse pétrolière soit mise au service de peuples arabes ; (ii) il faut garantir la suprématie militaire absolue d'Israël, qu'on a aidé à se doter d'armes nucléaires, de manière à pouvoir intervenir à tout moment. La guerre du Golfe — une guerre dont le principe avait été proclamé par Israël et les États-Unis avant même que l'Irak n'envahisse le Koweït, qui n'a servi que de prétexte — a démontré que l'Europe n'avait pas de concept propre de ses relations avec le monde arabe, différent de celui des États-Unis. Le chantage permanent d'Israël, contraignant l'Occident dans son ensemble à se solidariser avec lui contre les “barbares” de l'Orient, opère dans ce cadre et n'a d'efficacité que dans la mesure où effectivement l'Europe n'a pas de vision propre de son rapport à son Sud, arabe et africain.

Les différents “scénarios” à moyen terme concernant les rapports Nord-Sud pour la région considérée peuvent maintenant être relus à la lumière de ces réflexions. Le critère de distinction de ces scénarios est toujours en dernière analyse le degré d'autonomie de l'Europe (occidentale) vis-à-vis des États-Unis et le degré de régionalisation au sein du système mondial qui peut l'accompagner.

Le scénario d'un néo-impérialisme collectif européen dominant plus particulièrement "son" Sud arabe et africain flatte peut-être les esprits nostalgiques du passé ; la guerre du Golfe a démontré qu'il n'avait aucune consistance. Si le pétrole doit être contrôlé par "l'Occident" il ne peut l'être que directement par l'armée américaine ; et l'Europe ne pourrait jouer contre ce projet que la carte de l'amitié des peuples arabes. Ce dernier choix est exclu : depuis 1945 la Grande-Bretagne a opté définitivement pour son absorption à terme par les États-Unis, l'Allemagne — tout occupée par la perspective de son expansion économique vers l'Est — continuera à garder ailleurs le profil bas, la France — ayant renoncé au principe gaulliste refusant l'amalgame entre ses intérêts propres et ceux des États-Unis et d'Israël — est de ce fait forcément marginalisée.

Dans tous ces domaines, la politique européenne demeure d'une médiocrité remarquable. Concernant le monde arabe l'Europe (surtout la France, et derrière elle l'Italie et l'Espagne) a caressé l'idée de "casser" son unité potentielle, en offrant aux classes dirigeantes du Maghreb la perspective de leur rattachement au train européen, tandis que le Mashrek serait livré à la domination d'Israël. La guerre du Golfe a réduit en miettes ce projet médiocre, les peuples du Maghreb ayant exprimé bruyamment leur solidarité avec ceux du Mashrek. En Afrique subsaharienne, les politiques européennes se contentent de maintenir les régimes en place, fussent-ils dictatoriaux, contribuant par là même à rendre plus difficile encore l'indispensable unité régionale.

Du coup la "régionalisation" au sein du système mondial reste très relative. Car s'il est vrai que les États-Unis pèsent plus directement et plus lourd dans "leur" Sud (l'Amérique latine), le Japon dans le Sud-Est asiatique, le monde arabe n'appartient pas à la "sphère d'influence" de la CEE mais à celle des États-Unis, tout comme demain probablement l'Afrique australe réorganisée autour de l'Afrique du Sud. La sphère proprement "européenne" risque alors d'être réduite au quart monde africain. L'Allemagne d'ailleurs paraît être consciente de ce fait et agit

en conséquence. Quant à l'URSS elle est encore loin d'être redevenue capable d'avoir une présence hors de chez elle. À moyen terme l'Europe politique n'existe pas.

En fait l'hostilité de l'Europe à l'unité arabe est le produit de l'atlantisme et du ralliement aux objectifs expansionnistes du sionisme. Les États-Unis et Israël voient leurs intérêts dans la faiblesse arabe. Les Européens acceptent de ne pas distinguer leurs intérêts de ceux-là, comme de Gaulle le souhaitait. Cela fait boule de neige, parce que la riposte arabe — réaction spontanée des masses arabes, manipulation islamiste, nullité des diplomaties arabes dites modérées et gestes violents et inconsidérés d'autres comme Saddam Hussein — alimente le discours anti-arabe au bénéfice exclusif des États-Unis et d'Israël. Dans ce cas d'espèce la médiocrité de la vision européenne joue même contre ses propres intérêts, au bénéfice exclusif de ceux de son associé-concurrent américain.

Tableau I : Croissance de la production, des investissements et des exportations 1965-1988

	PNB per capita \$ 1985	Croissance PIB			Consom. ad./PIB			Invest. bruts/PIB			Export./PIB			% Pop. urbaine	
		65/80	80/85	80/88	1965	1985	1988	1965	1985	1988	1965	1985	1988	1985	1988
Chine	310	6,4	9,8	10,3	15	14	7	25	38	38	3	11	14	22	50
Inde	270	3,8	5,2	5,2	10	12	12	18	25	24	4	6	7	25	27
Pays pauvres	200	3,2	2,8	2,0	11	12	12	15	15	18	25	14	19	20	25
Pays intermédiaires	1.290	6,5	1,7	2,6	12	12	12	21	21	23	18	26	—	48	41
dont :															
Exportateurs ind.	520	6,7	5,5	—	13	12	—	23	28	—	—	21	—	29	—
Fortement endettés	1.410	6,4	0,1	1,5	10	10	—	22	18	—	—	17	—	57	—
Brésil	1.640	8,8	1,3	2,9	11	9	12	25	16	23	8	14	10	73	75
Asie de l'Est	540	7,2	—	8,5	—	—	10	—	—	31	—	—	23	—	46
Afrique subsaharienne	400	5,3	- 0,7	0,8	11	12	15	16	13	15	24	21	23	25	28
Pays pétroliers riches	9.800	7,5	- 2,2	- 1,3	15	31	22	19	29	25	61	47	63	73	83
O.C.D.E	11.810	3,7	2,3	2,9	15	17	17	23	21	22	12	18	20	75	77

Pays pauvres : la majorité des pays africains, Caraïbes, quelques pays asiatiques.
Pays intermédiaires : la majorité des pays arabes, d'Amérique latine, Asie Est et Sud-Est, quelques pays africains, pétroliers riches exclus.
Exportateurs industriels : groupe mixte Asie Est, Sud-Est et Amérique latine.
Fortement endettés : groupe mixte, dominante Amérique latine et pays pétroliers.
Asie Est : Corée, Taïwan, Hong Kong et Singapour.
Afrique subsaharienne : Afrique du Sud exclue.
Pays pétroliers riches : Arabie Saoudite, Koweït, Émirats, Lybie.

(Tableaux tirés des rapports de la Banque Mondiale, 1987 et 1990).

Tableau II :
Commerce mondial 1988 milliards de dollars.
 (Rapport Banque Mondiale 1990, Tableau 14)

EXPORTATIONS	MILLIARDS DE DOLLARS
O.C.D.E.	2.024
Chine	48
Inde	15
Autres pays pauvres	45
Pays à revenu intermédiaire	341
Pays pétroliers riches	154
TOTAL	2.627
ou encore	
Afrique subsaharienne	29
Asie de l'Est	174
Asie du Sud	22
Amérique latine	101
Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord	103
Japon	264
États-Unis	315
(Gravement endettés)	(128)

Tableau III :
Exportations de produits manufacturés 1985 —
milliards de dollars
 (Rapport Banque Mondiale 1987, Tableau 14)

O.C.D.E.	949,0	Milliards \$
Chine	13,4	"
Inde	5,9	"
Autres pays pauvres	3,4	"
Pays à revenu intermédiaire	134,4	"

ou encore		
	Exportations manufacturées totales	Pourcentage vers les pays du tiers monde
États-Unis	160 Milliards \$	35 %
Japon	170 "	36 %
Allemagne	160 "	18 %
France	72 "	19 %
Grande-Bretagne	70 "	17 %
Italie	68	14 %

Exportateurs de produits manufacturés du tiers monde :		
Corée, Hong Kong, Singapour	68,5	Milliards de \$
Indonésie, Philippines, Thaïlande, Malaisie	11,9	"
Brésil, Mexique, Argentine	17,4	"
Yougoslavie, Pologne, Hongrie	21,7	"
Afrique du Sud	4,1	"
Turquie	3,9	"
Pays arabes	3,6	"
Chine	13,4	"
Inde	5,9	"

Tableau IV :
Dette extérieure 1988 — milliards de dollars.
 (Rapport Banque Mondiale 1990, Tableau 24)

	Encours de la dette en 1988	Service dette/ exportations
Chine	32	6,9 %
Inde	49	21,8 %
Autres pays pauvres	167	25,3 %
Pays à revenu intermédiaire	663	21,6 %
ou encore		
Afrique subsaharienne	112	16,5 %
Asie de l'Est	150	13,3 %
Amérique latine et Caraïbes	335	28,1 %
(Gravement endettés)	406	26,2 %
ou encore (plus de 20 milliards de \$)		
Brésil	90	35,9 %
Mexique	81	30,3 %
Argentine	48	32,6 %
Egypte	42	13,9 %
Indonésie	41	34,1 %
Pologne	34	10,0 %
Turquie	31	34,1 %
Nigeria	29	24,2 %
Venezuela	25	9,2 %
Algérie	23	77,0 %
Philippines	23	25,6 %
Corée	21	9,1 %

Chapitre III

LA CRISE DU SOCIALISME

L'effondrement des régimes communistes en Europe à partir de l'automne 1989 constitue un véritable tournant dans l'histoire. Bien qu'imprévisible par sa rapidité, cet effondrement était latent depuis le XXème congrès (1956). En fait cette accélération apparente de la reconstruction d'un système mondial unifié avait été précédée par le démantèlement des amorces d'un développement autonome dans le tiers monde, qui avait eu le vent en poupe de 1955 à 1975. D'autre part, à partir de la fin des années 70 l'offensive de la droite ultra libérale s'était imposée au point que les forces social démocrates, prédominantes dans la gauche occidentale, ont cru nécessaire de se rallier à ses propositions. L'idéologie libérale triomphante proclame la fin du socialisme.

Dans ces conditions, pour débattre aujourd'hui du socialisme, il est nécessaire de repartir des fondements — les thèses du libéralisme bourgeois, la critique que le socialisme en a fait (et ses insuffisances) — afin d'examiner à leur lumière les problèmes des différentes régions du monde (Ouest, Est, Sud) et, sur ces bases, définir les problèmes communs à l'humanité et les stratégies globales susceptibles de leur donner une réponse progressiste.

Les fondements de la thèse libérale et de sa critique socialiste

1. La thèse libérale en vogue repose sur trois postulats.

Premier postulat libéral : le “marché” exprimerait une rationalité économique en soi qui se situe hors de tout contexte social spécifique. Ce postulat erroné n'est rien d'autre que l'expression de l'aliénation économiste qui constitue l'essentiel du contenu de la légitimation idéologique du capitalisme. En fait le “marché” ne détermine pas les relations sociales ; au contraire le cadre défini par celles-ci détermine les conditions d'opération du marché. Dans l'optique economiciste aliénée, les lois économiques sont conçues comme l'analogie des lois de la nature, s'imposant comme des forces externes à toute intervention humaine, alors que l'économie est le produit de comportements sociaux déterminés. Il n'y a pas de rationalité économique en soi, mais seulement l'expression des exigences d'un système social au plan de la gestion économique. Ce système social n'est pas rationnel, d'un point de vue humaniste, s'il n'est pas satisfaisant pour les êtres humains qui en sont les victimes : le chômage, la polarisation dans le développement mondial, le gaspillage écologique sont les manifestations de l'irrationalité de ce système — le capitalisme réellement existant. Or ces phénomènes négatifs sont bel et bien produits nécessairement par le “marché” : la rationalité du marché reproduit les irrationalités du système social.

Second postulat libéral : l'identité réversible capitalisme = démocratie, démocratie = capitalisme. Il s'agit là d'une véritable supercherie.

Le courant de pensée dominant à notre époque, largement marqué par l'évolutionnisme et le pragmatisme anglo-saxons, appauvrit le débat en concevant la démocratie comme un ensemble de droits et de pratiques précis et limités, indépendants de la perspective sociale désirée. Cette

démocratie remplit alors une fonction stabilisatrice dans la société, laissant l' "évolution" au soin des "forces objectives" commandées en dernier ressort par la science et la technologie qui opèrent à l'insu de la volonté des êtres humains, rapetissant le rôle et les fonctions des processus révolutionnaires dans l'histoire.

La pensée socialiste se situe aux antipodes de ce mode de raisonnement. L'analyse de l'aliénation économe produite par Marx, centrale pour toute compréhension scientifique et réaliste du mécanisme de la reproduction capitaliste, conduit à réhabiliter la fonction décisive des révolutions, moments de transformation qualitative et de cristallisation de potentialités impossibles à concevoir sans elles. Dans chacune des trois grandes révolutions du monde moderne (la française, la russe et la chinoise), dans les moments de leur radicalisation, le mouvement des idées et des forces sociales est parvenu à se projeter loin en avant des exigences de la transformation sociale "historiquement objectivement nécessaire". C'est ainsi que la démocratie jacobine dépassait les exigences de la simple mise en place d'un "pouvoir bourgeois". Bien que fonctionnant dans un cadre défini par la propriété privée, son souci d'établir un pouvoir réellement au service du "peuple" entraînait en conflit avec l'exigence bourgeoisie pure et simple. À ce stade de développement de la société la bourgeoisie n'aspirait guère plus qu'à une démocratie censitaire comme elle a été pratiquée d'ailleurs au XIX^e siècle. Par ailleurs la bourgeoisie était disposée au compromis avec la monarchie et l'aristocratie. Les aspirations du "peuple" — c'est-à-dire la foule des paysans et des artisans — allaient beaucoup plus loin. Ce peuple n'avait que faire de la "liberté du commerce et de l'entreprise". Au point que, pendant la Convention, il découvrira ce mot d'ordre étonnamment moderne "le libéralisme (entendu économique) est l'ennemi de la démocratie" ! Cette projection en avant amorçait d'ailleurs une conscience socialiste encore à naître (le Babouvisme en témoigne). De la même manière l'URSS des années 20 et la Chine maoïste se sont projetées dans une vision communiste

bien au-delà des exigences de la réforme "nationale populaire" à l'ordre du jour. Certes ces moments de radicalisation restent, de ce fait fragiles ; et des conceptualisations plus limitées, mais en consonance avec les exigences "objectives", finissent par l'emporter. Mais on aurait bien tort de sous-estimer leur importance, par l'indication qu'ils donnent du sens du mouvement nécessaire à venir.

La démocratie bourgeoise est le produit de la révolution qui a détrôné la dominance de la "métaphysique tributaire"⁽¹⁾. Elle établit sur cette base le "droit égal" et les libertés personnelles, mais pas "l'égalité" (sauf de droit). Beaucoup plus tard, dans la seconde moitié du XIX^e siècle seulement, le mouvement ouvrier impose la démocratie politique non censitaire et arrache des droits sociaux, mais dans le cadre d'un compromis fondé sur l'acceptation de la gestion capitaliste de l'économie, compromis lui-même rendu possible par la polarisation mondiale au bénéfice des centres industriels. De ce fait la démocratie occidentale est limitée au domaine du politique, tandis que la gestion économique reste fondée sur les principes non démocratiques de la propriété privée et de la compétition. En d'autres termes le mode de production capitaliste par lui-même n'exige pas la démocratie même si l'oppression qui le définit est rendue insensible par l'aliénation économe dans laquelle baigne toute la société. En contrepoint le projet socialiste de société sans classes, libérée de l'aliénation économe, implique structurellement la démocratie. Une fois brisé le ressort de la compétition des capitalistes, les rapports sociaux fondés sur la coopération des travailleurs et non plus leur soumission sont impensables sans l'expression achevée de la démocratie.

Si ce que l'on appelle les pays du tiers monde n'ont presque jamais connu un fonctionnement véritablement démocratique de leur vie politique cela n'est pas là l'héritage de leur "culture traditionnelle". Ce que j'appelle "le capitalisme réellement existant", c'est-à-dire le capitalisme comme système mondial et non comme mode de production

considéré au degré le plus élevé de l'abstraction, a toujours été jusqu'à ce jour générateur d'une polarisation à l'échelle mondiale (le contraste "centres/périphéries"). Cette dimension a été malheureusement toujours sous-estimée par la pensée socialiste, dans tous ses courants, y compris marxiste. Or la polarisation internationale inhérente à cette expansion entraîne à son tour une polarisation sociale interne dont les manifestations sont multiples : inégalité croissante dans la répartition du revenu, chômage massif et marginalisation, etc. En considérant le système mondial comme l'unité dominante de l'analyse, on prend la mesure véritable de ce fait social dont la portée est décisive pour la compréhension des enjeux des luttes, à savoir, que l'essentiel de l'armée de réserve du capital est situé dans les périphéries du système.

De ce fait l'instabilité constitue la règle dans la vie politique des périphéries. Sur un fond de dictature violente (militaire ou non selon les cas), largement soumise aux exigences de l'expansion mondiale du capital, se dessinent de temps à autre des explosions qui remettent en question ces dictatures. Néanmoins ces explosions conduisent rarement à une démocratie politique, fût-elle relative. Le modèle le plus courant est en effet celui de la réponse "populiste". On entend par là celle des régimes qui s'attaquent réellement à certains aspects tout au moins du problème social et préconisent une stratégie de développement susceptible d'atténuer les conséquences tragiques de la périphérisation.

Dans les régions de la périphérie les plus misérablement traitées par l'expansion capitaliste la situation est encore plus désespérante. Car l'histoire de l'expansion capitaliste n'est pas seulement celle du "développement" qu'elle a occasionné. C'est aussi celle des destructions sauvages sur lesquelles elle s'est construite. Il y a dans le capitalisme un aspect destructif qu'on gomme le plus souvent de l'image élogieuse de ce système. Ici le type de pouvoir "normal" est celui qu'ont représenté les Tontons Macoutes en Haïti, Somoza au Nicaragua et un nombre impressionnant de dictatures du même acabit dans l'Afrique contemporaine.

Troisième postulat libéral : l'ouverture totale au système mondial constituerait une contrainte "incontournable", la condition sine qua non de tout "développement". L'hypothèse théorique sous-jacente est que le "développement" dépend pour l'essentiel de conditionnements internes propres à chaque société, leur intégration dans l'économie mondiale étant un facteur potentiellement favorable (si on sait en exploiter les chances qu'il offre). Cette thèse n'est pas seulement démentie par l'histoire des cinq siècles d'expansion capitaliste, qui est celle d'une polarisation sans cesse reproduite et approfondie jusqu'à nos jours et pour tout l'avenir visible, elle est également sans fondement scientifique. Car le "marché mondial" en question est un marché tronqué, limité aux marchandises et au capital, tandis que — en dépit des migrations internationales — il n'a jamais été question d'un "marché mondial du travail" (et il n'en est pas question dans l'avenir visible). Or l'économie libérale elle-même démontre que la mobilité d'un seul facteur de la production (le capital), tandis que les deux autres facteurs (le travail et la nature) demeurent prisonniers de la géographie naturelle et politique, ne permet pas d'homogénéiser les niveaux de productivité et les conditions sociales.

La loi de la valeur mondialisée, qui opère dans ces conditions, ne peut que produire et reproduire la polarisation (le contraste centres/périphéries). Dans ce sens le "facteur externe" (l'intégration au système mondial) est par nature défavorable et même de plus en plus défavorable. J'ai exprimé cette thèse en faisant appel à une évidence intuitive : il a suffi de quelques décennies à l'Allemagne au XIX^e siècle pour "rattraper" l'Angleterre ; combien de temps faudra-t-il au Brésil pour "rattraper" les États-Unis ?

Sans doute les formes et le contenu de la polarisation ont-ils évolué dans le temps. De la révolution industrielle à la seconde guerre mondiale ce contraste s'est fondé sur l'opposition pays industrialisés/pays non industrialisés. L'industrialisation accélérée dans certaines régions du tiers

monde ne remet pas en question, à mon avis, la polarisation, mais seulement ses formes. Les mécanismes de la nouvelle polarisation sont fondés sur la domination financière (les formes nouvelles du capital financier mondialisé), technologique (en rapport avec la nouvelle révolution scientifique et technologique), culturelle (par l'intensification de la puissance des média), et militaire. Dans cette perspective les "nouveaux pays industrialisés" ne constituent pas des "semi-périphéries" en voie de cristallisation en centres nouveaux, mais les véritables périphéries de demain.

Par contre les pays dits du "quart monde" ne constituent plus des périphéries véritables mais sont de la nature de ces régions détruites par l'expansion capitaliste dans ses formes antérieures. Car l'état lamentable du "quart-monde" n'est pas le produit d'un refus de s'insérer dans la division internationale du travail et d'un "échec" d'une tentative de déconnexion qui y aurait été tentée. En fait ce "quart-monde" dont on parle comme d'une nouveauté, est en réalité un produit permanent de l'expansion capitaliste. Un bel et triste exemple de ce quart-monde ancien est fourni par les régions de l'exploitation esclavagiste dans l'Amérique de la période mercantiliste : Nord-Est brésilien, Antilles (Haïti entre autre). Ces régions furent en ce temps considérées comme "prospères", et elles constituaient le cœur de la périphérie correspondant au système de l'époque. Par la suite les structures nouvelles du développement capitaliste ont marginalisé l'importance relative de ces régions, qui comptent aujourd'hui parmi les plus tragiquement misérables du tiers monde. Aujourd'hui le système qui a confiné l'Afrique dans la spécialisation agrominière par l'exploitation extensive de ses sols jusqu'à épuisement, comme la révolution technologique qui économise certaines matières premières, ne sont-ils pas déjà en voie d'exclure ce continent de la division mondiale du travail ? Subissant passivement une déconnexion qui les rejette, par définition même les sociétés du quart monde ne peuvent pas trouver de réponse à leurs problèmes par les seules vertus de l'ouverture. La recolonisation, adoucie par

la charité, ne vise-t-elle pas ici à masquer l'échec certain de la solution néolibérale ?

Du point de vue de l'intérêt des différents peuples de la planète l'unification du système mondial sur la base unilatérale du marché n'est donc pas souhaitable. Elle n'est pas davantage l'issue la plus probable des évolutions en cours, tant sont aigus les conflits qu'entraînera fatalement la soumission au critère unilatéral du "marché" opérant dans un espace mondial "darwinien". Le discours idéologique de l'Occident, qui a fait cette option stratégique, vise à masquer l'acuité de ces conflits.

2. Les valeurs du socialisme trouvent leur fondement scientifique (et non simplement moral) dans le refus des trois bévues de la pensée bourgeoise analysées plus haut. Tous les courants de la pensée socialiste se sont attachés à dépasser la Philosophie des Lumières qui se proposait de découvrir le moyen de mettre en place une société "rationnelle" à vocation éternelle. Le socialisme procède donc de l'analyse des limites historiques de la "rationalité" en question, en fait du capitalisme. Ce faisant le socialisme définit un projet de société qualitativement plus avancée, allant dans le sens d'une meilleure maîtrise des êtres humains sur leur devenir social. Ici encore donc la thèse marxiste de l'aliénation retrouve sa place centrale : le projet de société en question implique la libération de l'aliénation économiste propre à l'idéologie bourgeoise. Ce projet ne peut pas être défini à l'avance d'une manière plus précise. Car si l'on peut préciser ce qu'il faut "abolir" (comme la propriété privée des moyens de production évidemment), on ne saurait dessiner à l'avance — en dehors de toute praxis sociale — les linéaments des méthodes nouvelles de la gestion sociale. Tenter de le faire serait d'ailleurs aller à contre-sens de la méthode même du projet socialiste de libération qui implique que la responsabilité de la construction de l'avenir n'appartient qu'aux générations successives qui feront cette histoire.

Cela étant on n'insistera jamais assez, à mon avis, sur le fait que la critique socialiste des postulats bourgeois s'est

méprise sur l'importance de la polarisation produite par l'expansion mondiale du capitalisme réellement existant. Partageant l'optimisme bourgeois selon lequel la mondialisation capitaliste homogénéise les conditions humaines à l'échelle planétaire elle envisageait un passage rapide, non au "socialisme", mais à la société universelle sans classe (le communisme), à travers une "transition socialiste" rapide. Je ne fais pas grief au mouvement socialiste occidental d'avoir commis cette bêtise, produit naturel des conditions ambiantes ; j'en adresse le reproche à nous-mêmes ; socialistes de la périphérie, à qui incombe toujours la tâche de sortir de ces ornières eurocentriques. Mais il faut savoir que les communistes russes, et derrière eux ceux de Chine et du tiers monde, partagent les insuffisances de cet héritage. L'essentiel des confusions actuelles viennent de là, à mon avis. Je n'ouvrirai pas ici le débat sur le caractère prétendu "utopique" de l'objectif final. Je suis de ceux qui pensent que l'adhésion aux valeurs humanistes exige l'action dans cette direction. Je dirai seulement que je ne conçois pas la société universelle sans classes comme un "paradis retrouvé" ou un modèle "achevé", encore moins un modèle déjà "construit" ici ou là. Pas plus que le capitalisme, cette société n'est la "fin de l'histoire". Je conçois donc que le combat pour les valeurs qu'elle représente restera un combat n'ayant pas de terme. Le progrès dans cette direction restera toujours relatif, comme dans la connaissance scientifique.

L'effondrement des régimes de l'Est européen : fin du socialisme ?

Il reste évidemment que nous sommes confrontés au fait que les sociétés dites socialistes des pays de l'Est avaient aboli la propriété privée et mis en place des systèmes de gestion économique et politique auto-qualifiés de socialistes.

Or ces systèmes sont en voie de désagrégation. Doit-on en conclure que le projet socialiste lui-même est utopique ?

Si l'on veut ouvrir un débat fécond sur ces expériences il nous faut revenir à la question de la nature des révolutions dites "socialistes" et des perceptions des limites historiques du capitalisme dont elles ont procédé. Or ici deux attitudes sont possibles. Ou bien on concentre le regard sur ce qui définit le capitalisme à son niveau d'abstraction le plus élevé — c'est-à-dire la contradiction capital/travail — et on définit les limites historiques de la société capitaliste à partir de celles que l'économisme qui la caractérise impose. Cette optique inspire fatalement une perception "étapiste" de l'évolution nécessaire : les sociétés capitalistes attardées (périphéries) doivent "rattraper" le modèle avancé avant d'être à leur tour confrontées aux défis d'un dépassement possible (ou même peut-être nécessaire) des limites de ce dernier. Ou bien on donne plus d'importance dans l'analyse à ce que nous nous proposons d'appeler "le capitalisme réellement existant", entendant par là un système qui, dans son expansion mondiale réelle, a généré une polarisation centres/périphéries qui ne peut être surmontée dans le cadre du capitalisme lui-même. Le socialisme dans tous ses courants a sous-estimé cette dimension du capitalisme, comme je l'ai déjà dit.

Or la remise en cause de l'ordre capitaliste à partir des révoltes de sa périphérie oblige à repenser sérieusement la question de la "transition socialiste" à l'abolition des classes. Quelque nuance que l'on fasse, la tradition marxiste est restée handicapée par la vision théorique de départ de révolutions ouvrières ouvrant, sur la base de forces productives avancées, une transition elle-même relativement rapide, caractérisée par un pouvoir démocratique des masses populaires qui est théoriquement plus démocratique que le plus démocratique des États bourgeois. En contrepoint je dirai que le caractère profondément inégal immanent à l'expansion capitaliste a mis à l'ordre du jour de l'histoire la révolution des *peuples* de la périphérie. Cette révolution est *anti-capitaliste* dans ce sens qu'elle se dresse contre le développement capitaliste réellement existant, insupportable

pour ces peuples. Autrement dit les contradictions les plus violentes que l'accumulation capitaliste entraîne dans son propre mouvement réel opèrent à la périphérie du système plutôt que dans ces centres. Mais cette révolution anti-capitaliste n'en est pas pour autant simplement socialiste. Elle a, par la force des choses, une nature complexe.

Les sociétés post-capitalistes sont confrontées à l'exigence d'un développement substantiel des forces productives. Il est en effet illusoire de penser fonder un "autre développement" sur le dénuement, même si l'on rejette les modèles de vie et de consommation produits par le capitalisme dans ses centres avancés et qu'on en mesure le gaspillage réel et l'inhumanité. Reconnaître cette nécessité n'est pas accepter la thèse selon laquelle le passage préalable par une phase d'accumulation capitaliste serait inévitable. Car la révolution bourgeoise n'est pas dans sa nature profonde le produit d'un mouvement des masses populaires organisées et dirigées par des partis politiques ouvertement anti-capitalistes dans leur idéologie et vision de l'avenir. Acceptée par la bourgeoisie locale, l'expansion capitaliste, qui implique un développement ouvert sur le système mondial, est ici remise en question par les masses populaires qu'elle écrase.

L'expression de cette contradiction spécifique et nouvelle, qui n'avait pas été imaginée dans la perspective classique de la transition socialiste telle que Marx l'avait conçue, donne aux régimes post-capitalistes leur contenu réel, celui d'une *construction nationale et populaire* dans laquelle se combinent conflictuellement des aspirations et des acquis de nature socialiste et des aspirations de nature capitaliste qu'appellent les exigences du développement des forces productives dans certains de leurs aspects.

Cette contradiction, inhérente à la longue transition imposée par le développement inégal du capitalisme, a été gérée d'une certaine manière que l'on peut sans doute définir par ses trois composantes fondamentales : la planification bureaucratique (niant tout rôle au marché), le monopole politique antidémocratique de la classe - parti-État dirigeant, une déconnexion totale par rapport au système mondial allant

pratiquement jusqu'à l'autarcie (celle-ci ayant été au demeurant imposée par le blocus occidental plutôt que voulue par les régimes de l'Est). Que cette construction dite socialiste ait opéré par un système politique non démocratique et par une planification bureaucratique, constitue certes une réalité importante, dont l'explication complexe doit mettre en œuvre, outre les déterminations historiques sociales et culturelles, les effets de l'idéologie du mouvement socialiste qui a produit l'intelligentsia révolutionnaire de ces pays (le léninisme, le maoïsme). Néanmoins, non seulement l'hégémonie nationale populaire pourrait — selon moi — fonctionner d'une autre manière, faisant place à la démocratie politique et aux mécanismes du "marché" (lequel, pas plus ici que dans les économies capitalistes, n'existe en dehors de la base sociale qui en détermine les contours), mais encore j'affirme que la progression de cette hégémonie nationale populaire exige qu'on aille dans ce sens.

Dans ces conditions l'ampleur de la crise des sociétés de l'Est ne nous a guère surpris, même si nous l'avons été, comme tous, par sa soudaineté. Aujourd'hui ces sociétés sont confrontées à une triple option que je résume brièvement sous les trois têtes de chapitre suivants :

— évolution dans le sens d'une démocratie bourgeoise ou progrès au-delà de celle-ci par l'affermissement du pouvoir social des travailleurs dans la gestion de l'économie ?

— établissement d'une "économie de marché" pure et simple ou progrès de formules efficaces permettant d'encadrer un recours maîtrisé aux mécanismes du marché par une planification démocratique ?

— ouverture extérieure totale et incontrôlée ou maîtrise des relations avec le monde capitaliste ambiant, fût-ce sur la base d'une intensification des échanges ?

La confusion tant dans le débat théorique que dans les affrontements politiques qui secouent les pays de l'Est

provient en partie de ce que la nature véritable "nationale populaire" — de l'étape historique ouverte par les révolutions qui ont inauguré l'histoire des régimes en question, demeure occultée par l'héritage idéologique qui les qualifie de "socialiste". Mais elle provient surtout de ce que les forces conflictuelles du capitalisme et du socialisme s'affrontent ici dans la réalité des luttes en question. Les forces qui aspirent à "rétablir le capitalisme" prônent de ce fait l'adoption unilatérale du "marché" (tremplin à partir duquel la propriété privée serait rétablie) et de "l'ouverture extérieure", avec ou sans démocratie (entendue alors au sens occidental du terme) selon les exigences tactiques de la mise en œuvre de ce projet. Si les forces socialistes balbutient dans leur résistance à ce projet, et s'il leur est difficile d'articuler un contre-projet cohérent (selon les lignes dessinées ci-dessus), c'est bien parce que l'absence de débat démocratique et l'illusion idéologique signalée plus haut constituent des handicaps majeurs à leur action. J'ajoute que l'offensive idéologique de l'Occident, orchestrée par des média puissants, est tout entière au service des forces procapitalistes, fussent-elles antidémocratiques.

La réponse aux trois questions posées plus haut résultera d'une intense lutte de classes internes, déjà en cours (même sous une forme silencieuse). Il existe maintenant dans les pays de l'Est une minorité forte (20 % ?) qui pourrait bénéficier d'une restauration capitaliste. Mais celle-ci ne pourra accéder au niveau de vie occidental qui fonde ses aspirations qu'en écrasant les classes populaires du fait de l'insuffisance des niveaux de développement et de compétitivité internationale atteints par les pays socialistes.

Dans cette lutte, les peuples des différents pays de l'Est partent inégalement armés. Intuitivement on peut saisir les raisons pour lesquelles les peuples qui ont fait une révolution nationale populaire dite socialiste (URSS, Chine, Yougoslavie, etc.) disposent d'un équipement idéologique qui leur permettra peut-être d'imposer des issues progressistes à leurs luttes. Par contre ceux de l'Europe de l'Est qui n'ont pas d'acquis historique comparable risquent

de se laisser griser par l'attraction de leur annexion à l'Europe Occidentale.

Dans la crise actuelle la revendication démocratique comme celle concernant le recours au "marché" et l'ouverture extérieure restent ambiguës car elles regroupent ceux qui veulent les utiliser comme piédestal pour aller plus loin vers le capitalisme et ceux qui aspirent à donner un contenu social progressiste à la gestion politique et économique de leur société, réalisant ainsi une avancée socialiste authentique. Il est intéressant de noter à cet effet que les enquêtes sociologiques menées en URSS montrent que les classes privilégiées optent davantage pour la formule "démocratie pluraliste (à l'Occidentale) et marché ouvert sur l'extérieur" tandis que les classes populaires restent attachées aux acquis du "socialisme" (l'emploi garanti, les services sociaux, l'indépendance nationale et la propriété publique) et partant à des formules de "planification" tout en optant pour la démocratisation du système politique. Le pouvoir de Gorbatchev jongle apparemment avec ces deux courants antinomiques, alliés seulement face aux "conservateurs" (qui n'auraient souhaité "aucun changement"). On note des clivages analogues en Yougoslavie.

Les pays de l'Est européen et l'URSS sont-ils irrémédiablement condamnés à être "tiers mondisés" par leur soumission aux exigences d'une transnationalisation sans concessions ? Ou bien, comme le prétend l'idéologie libérale, le capitalisme les sortira de l'impasse du "socialisme" et leur permettra un développement rapide à l'instar des pays de l'Europe occidentale ?

Les choses étant ce qu'elles sont, les pays de l'Europe de l'Est éviteront difficilement la catastrophe que signifiera pour leurs classes travailleuses l'insertion dans le système capitaliste tel qu'il est. Les structures nationales intégrées mises en place au cours des quarante dernières années sont déjà en voie de démantèlement au profit de l'expansion du capital étranger (allemand en premier lieu, mais aussi européen, japonais, américain). La nouvelle bourgeoisie locale y trouvera sa place, mais elle paiera ses avantages

économiques par une soumission compradore. Elle pourra ici ou là trouver des soutiens sociaux dans certaines classes ou couches intermédiaires nouvelles — paysans riches ou petits entrepreneurs — comme c'est le cas dans le tiers monde. Les classes populaires devront payer ces "ajustements" par une réduction dramatique de leur niveau de vie, non pas pour une "période transitoire courte", comme le leur font croire leurs nouveaux dirigeants, mais à titre permanent. Car il est bien évident que, pour un expert de la Banque Mondiale par exemple, le problème de la Pologne ou de la Hongrie est simple : il faut réduire les salaires (sans commune mesure avec les productivités) de 50 % et tolérer un volume de chômage de l'ordre de 20 % de la force de travail. Comment les classes populaires réagiront-elles à ces évolutions inévitables ? Il est difficile de le dire. Mais on peut craindre que ces peuples sans passé révolutionnaire ("les acquis sociaux" n'avaient pas été conquis mais octroyés d'une manière paternaliste par les PC mis en place par Moscou), qui ont été trompés facilement (ils se sont mobilisés pour une augmentation du niveau de vie !), s'engagent dans des réactions involutives : un régime autoritaire (du type Pilsudski, assis sur l'Eglise catholique) se dessine déjà en Pologne pour imposer la discipline du capitalisme, des nationalismes de seconde zone (ne remettant pas en cause la domination occidentale), base de dictatures "populistes" comme ces pays en ont connu dans les années 20 à 40, opèrent déjà.

Les choses sont plus complexes en ce qui concerne l'URSS. La nature des conflits sociaux en cours et la perception des enjeux, le rôle de ce pays comme super puissance militaire, l'acuité des problèmes nationaux s'articulent d'une manière qui défie les analyses même les mieux informées. Il reste que — presque intuitivement — on peut penser que l'URSS — si elle parvient à se rénover — ou à défaut l'ensemble russe — si l'Union doit éclater — pourrait jouer un jeu subtil combinant une réforme politique démocratique, une meilleure gestion économique, une plus grande insertion dans l'économie mondiale et simultanément le maintien — et donc à terme le renforcement

— de sa structuration autocentrée. La nature sociale de ce compromis positif entre les exigences de la transnationalisation et celles de la construction interne structurée et autonome rapprocherait de ce que j'ai qualifié d' "alliance sociale nationale et populaire" — que la révolution de 1917 avait produite mais qui s'est perdue dans la confusion ultérieure de l'idéologie dite de la "construction socialiste". Même dans cette hypothèse optimiste l'histoire ne s'arrêterait pas là ; un tel système évoluerait nécessairement ultérieurement soit vers une cristallisation capitaliste développée majeure (un pôle nouveau), soit vers la poursuite d'une évolution progressiste par son contenu social.

Cependant, bien entendu, cette hypothèse optimiste est loin d'être la seule possible. Car en tout état de cause l'évolution du pays ne se dessinera clairement qu'après qu'il soit sorti du chaos actuel. Ce chaos, qui risque de durer, pourrait se solder par un recul historique difficile à rattraper par la suite. Si les incroyables illusions sur le "marché" et "l'Occident" devaient l'emporter sur toute autre considération, le risque d'une tiers mondialisation n'est pas à écarter : on serait revenu à la Russie d'avant 1914, arriérée et subalternisée. Dans ce cas l'Union éclaterait nécessairement : si les Russes insistent sur leur "européanité", alors les peuples du Caucase et d'Asie centrale ressentiront qu'ils n'ont plus leur place dans l'Union.

D'une manière générale on est frappé par l'incroyable naïveté à laquelle conduit la dépolitisation imposée par les régimes non démocratiques de l'Europe de l'Est. Les attaques contre la "nomenklatura" loin d'être l'expression d'un refus socialiste des privilèges semblent ignorer que la classe qui aspire à se constituer en bourgeoisie sera fatalement constituée par cette "nomenklatura" elle-même, que les "privilèges" dont elle a bénéficié sont peu de chose en comparaison des inégalités sociales dans les sociétés capitalistes et que précisément la "nomenklatura" aspire maintenant à accéder à ce statut bourgeois encore plus confortable.

L'initiative du "changement" à l'Est est en effet prise d'en haut par la classe dirigeante elle-même. Constituée elle-même sur la base de l' "étatisme" qui a été le moyen de gérer la contradiction capitalisme/socialisme dans la construction nationale populaire, cette classe souhaite maintenant se débarrasser des contraintes de la dimension populaire du système et opte carrément pour le capitalisme. Le "sabordage" du système auquel elle se livre au point de surprendre les commentateurs occidentaux, n'est pas étonnant : il constitue le terme logique de son évolution, qui avait été parfaitement prévue par Mao. Dans son attaque contre son propre système, cette classe reprend à son compte tous les préjugés éculés de la critique du socialisme par l'idéologie bourgeoise, mais se garde de dire que le système qu'elle abandonne avait été tout à fait efficace puisqu'il a précisément permis sa propre constitution en bourgeoisie !

À leur tour, les problèmes de la Chine se posent dans des termes particuliers. Car les réalisations économiques de ce pays, depuis 1950, restent tout à fait positives, comme on l'a vu plus haut.

Or ces résultats ne doivent pas être attribués à la politique d'ouverture de Deng et son option pour une double ouverture capitaliste interne et extérieure sans démocratisation (le modèle auquel conduit logiquement cette option pourrait rappeler celui de la Corée du Sud ou de Taïwan !), une option (faut-il le rappeler) soutenue avec enthousiasme par l'Occident !

Cela étant il faut prolonger l'analyse en portant l'accent sur la nature des changements opérés après la mort de Mao et sur les problèmes d'avenir qu'ils posent. Je remarquerai à ce sujet que, encore une fois contrairement aux affirmations des détracteurs du maoïsme à la mode, la croissance économique des périodes maoïstes successives avait été forte et mieux équilibrée sur le long terme grâce à un effort continu d'investissements collectifs dans l'irrigation, le reboisement, etc. et mieux équilibrée entre les différentes régions de la Chine. On sait que l'accélération de la croissance agricole permise par la nouvelle politique de Deng a donné des résultats d'apparence brillants pendant la

première moitié des années 80, mais sans lendemain, s'étant faite précisément au détriment du long terme. De même l'accélération de l'industrialisation s'est focalisée sur les régions côtières. Néanmoins d'un autre côté la stratégie maoïste ne pouvait pas être poursuivie indéfiniment et avait atteint son plafond à la fin des années 70. Mais les choix ultérieurs de Deng sont porteurs de contradictions de toutes natures dont la solution reste l'objet des conflits ouverts et latents en cours. L'une de ces contradictions est l'accélération de l'urbanisation (bien que les chiffres de la Banque Mondiale soient ici faussés par un changement de définition) qui intervient trop tôt.

La remise en cause de la ligne de Deng par le mouvement démocratique reste ambiguë du fait que ce mouvement a rallié dans la confusion des forces minoritaires mais bien représentées dans les classes aisées aspirant ouvertement à une restauration du capitalisme et d'autres majoritaires dans l'opinion populaire (dont certaines se revendiquent du maoïsme) qui s'élèvent contre les résultats sociaux inacceptables pour elles des développements capitalistes de l'ère de Deng Xiaoping. Les média occidentaux, en qualifiant la répression du mouvement de retour au "maoïsme", amalgamé avec le "stalinisme", n'ont certes pas contribué à éclairer les lanternes, bien qu'elles aient parfaitement rempli leur rôle dans le soutien de l'option réactionnaire d'une "restauration du capitalisme", même si celle-ci doit se faire en définitive au détriment de la démocratisation.

Quoiqu'en disent les détracteurs du maoïsme celui-ci n'est pas une réplique du stalinisme. Au contraire Mao a tenté de faire une critique de gauche du passé soviétique, accusant le XX^e congrès de préparer la restauration capitaliste par sa critique de droite de ce passé. Les faits ont-ils donné tort à Mao ?

Le Tiers monde, toujours “zone des tempêtes”

On a vu que transnationalisation au sens où l'entendent ses défenseurs du courant dominant (c'est à dire sans concessions à l'autonomie nationale) signifie d'une manière certaine pauvreté durable pour la majorité, aggravée de frustrations insupportables. L'unification du monde par le marché est alors porteuse fatalement d'explosions violentes, le tiers monde, et particulièrement les régions semi-périphériques, reste la zone des tempêtes. À l'avenir d'ailleurs la situation objective des pays de l'Est présentera de ce point de vue de grandes analogies avec celle du tiers monde.

Pour les pays des tiers et quart monde — périphéries véritables et sociétés annihilées par l'expansion capitaliste — si un développement susceptible de répondre aux besoins matériels de l'ensemble des couches sociales de la nation s'avère impossible dans le cadre du capitalisme, l'examen de l'option alternative d'un autre développement pensé en dehors de la soumission aux contraintes globales s'impose. C'est là le sens de l'expression de déconnexion. La déconnexion n'est pas une recette mais un choix de principe, celui de déconnecter les critères de rationalité des choix économiques internes de ceux qui gouvernent le système mondial, c'est-à-dire de se libérer de la contrainte de la valeur mondialisée en lui substituant une loi de la valeur à portée nationale et populaire. Si donc la bourgeoisie est incapable de déconnecter, et si seule une alliance populaire doit et peut se convaincre que c'est là une nécessité incontournable de tout projet de développement digne de ce nom, la dynamique sociale doit conduire à inscrire ce projet populaire dans une perspective pour laquelle nous ne trouvons pas d'autre qualificatif que celui de socialiste. Étant entendu que le socialisme en question reste un projet de société, largement devant nous, et non une réalité déjà construite ici ou là qu'il ne s'agirait que d'imiter. Les

évolutions en cours dans l'économie et dans l'organisation politique et culturelle mondiales sont appelées non pas à atténuer le caractère polarisant immanent du capitalisme réellement existant, mais ne peuvent qu'accuser encore d'avantage les contrastes dans lesquels il s'exprime. Les politiques de soumission à l'unification du monde par le marché — qui s'appellent pour les périphéries "l'ajustement" (que je qualifie d'unilatéral, alors qu'on parle de "restructurations" lorsqu'il s'agit des centres !) — ne peuvent pas "neutraliser" la polarisation nouvelle, et ne constituent donc pas une alternative acceptable à la rupture nationale populaire qui s'impose toujours, et même plus que jamais. Car les bourgeoisies nationales du tiers monde qui avaient récupéré à leur profit le mouvement de libération nationale, sont déjà largement compradorisées par l'évolution même du système mondial et, de ce fait, sont incapables de moduler la mondialisation nouvelle au profit de leur pays.

Aussi le contraste entre l'option "transnationalisation sans concessions" et celle qui tente de maintenir l'autonomie nationale (ce que j'appelle la déconnexion dans les conditions de notre temps) est-il aigu. Il ne peut y avoir de consensus sur cette question comme il y en a un en Occident. Les intérêts sont ici en conflit abrupt, alors que ce conflit est émué en Occident. Il y a donc deux camps tranchés. Les classes dirigeantes disent oui à la transnationalisation, que j'appelle ici compradorisation parce qu'elle implique un ajustement passif, et peu importe que celui-ci soit un succès ou un échec dans les termes des critères de la Banque Mondiale. Elles disent oui tout simplement parce qu'elles sont les bénéficiaires réels de la mondialisation, en termes de revenus et de pouvoirs. Mais les classes populaires sont les victimes de cette mondialisation et de ce fait, se révolteront jusqu'à ce qu'elles parviennent à imposer l'alternative nationale populaire objectivement nécessaire.

Les problèmes fondamentaux du tiers monde restent sans solution dans la logique de l'expansion capitaliste, tout comme l'étaient ceux de la Russie en 1917. C'est pourquoi

je range les révolutions du passé et celles encore à venir, qu'elles se qualifient de socialistes ou de libération nationale, dans la même grande famille de refus nationaux populaires du capitalisme réellement existant. Dans cette perspective le tiers monde reste la zone des tempêtes. Sans doute les classes populaires victimes du capitalisme réellement existant sont-elles encore dans le moment de la confusion qui succède à l'épuisement de l'ancien mouvement de libération nationale. Aussi est-il difficile de prévoir la prochaine étape concrète de la révolution populaire ininterrompue qui menace toujours la mondialisation d'éclatement dans les périphéries du système qui restent, à terme, la "zone des tempêtes".

Dans l'immédiat les réponses des peuples du tiers monde paraissent aussi inadéquates qu'ailleurs. Le regain des expressions culturalistes dont les mouvements religieux fondamentalistes sont les hérauts ici et là est, par lui-même, un symptôme de la crise et non la réponse adéquate à son défi. L'histoire avance plus lentement qu'on ne le souhaiterait !

Du nouveau en perspective à l'Ouest ?

Certes en Occident l'option en faveur de la mondialisation domine la scène et n'est pas contestée par les classes travailleuses et les gauches officielles. La raison en est simplement que ses conséquences n'ont pas la dimension dramatique qu'elles revêtent dans les périphéries. Ici, quelle que soit la nuance adoptée, rien de dramatique au plan social à une échelle massive. Certes une option particulière — comme le marché européen sans intégration sociale et politique — peut "marginaliser" des régions de la périphérie pauvre de l'Europe : chômage massif dans les Asturies espagnoles, dégradation en Grèce par exemple. Mais l'Europe peut absorber politiquement ces déconvenues, transformer les rivages méditerranéens en lieux de plaisance

pour les nordiques et recevoir les nouveaux travailleurs immigrés abandonnant ces régions.

Néanmoins il n'y a aucune raison d'exclure l'Occident du débat sur les perspectives du socialisme. Il n'y a aucune raison qui autorise à mépriser l'histoire du mouvement ouvrier qui a permis les réalisations de la social-démocratie avancée, et pas davantage de raison d'ignorer les conquêtes démocratiques de l'Occident. Mais qui n'avance pas recule. Une avancée socialiste en Occident impose qu'on se libère de l'aliénation économe et de l'idolâtrie de la démocratie pluraliste dans les conditions où elle est pratiquée.

La conscience de l'interdépendance écologique a certainement fait une irruption irréversible dans notre monde, et il faut s'en féliciter. Il reste que les principes mêmes du capitalisme sont impuissants à en gérer les contraintes. Car le "marché" est un ensemble de mécanismes opérant sur la base du court terme (maximum 15 ans), tandis que les effets écologiques du développement des forces productives (problème de l'ozone, de l'effet de serre, etc.) se situent dans l'horizon séculaire ou même plus long. De ce fait il est rigoureusement impossible d'éviter la catastrophe sans accepter le principe d'une planification rationnelle (terme fort peu à la mode !) qui transgresse le "marché". Il est absurde de croire pouvoir faire face au problème par "l'intériorisation des coûts externes" (qui ne dépasse pas le "rafistolage"). On peut même se demander si le principe démocratique que l'on connaît (le système électoral) est capable de permettre la gestion écologique de la planète. En négligeant trop souvent de mettre en avant cette contradiction immanente du système, bien des écologistes alimentent une double hypocrisie fatale. Car d'une part les classes travailleuses — même en Occident démocratique — n'ont pas le dernier mot dans la décision économique et d'autre part les pays du tiers monde n'ont également aucune responsabilité importante dans la dégradation de la planète.

Par ailleurs l'intensification de la communication opérant dans le cadre du capitalisme réellement existant comme système mondial ne constitue pas un facteur de libération et

de démocratisation, bien au contraire. L'observateur qui ne vit pas en permanence dans la quotidienneté occidentale reste toujours frappé par l'incroyable matraquage des esprits par les média dominants. D'un pays à l'autre, des libéraux et conservateurs aux socialistes, le consensus impose l'adoption d'attitudes identiques sur tous les grands problèmes. Le pluralisme tant vanté comme synonyme de démocratie est vidé de tout contenu, les divergences étant au contraire artificiellement accusées par les concurrents de la classe politique sur les questions mineures et provinciales. Au moment où l'on proclame "la fin des idéologies" jamais l'Occident n'a été aussi terriblement soumis à un discours idéologique aussi exclusif.

Faisant référence aux percées remarquables de la conscience sociale occidentale (que représentent entre autres les thèmes du féminisme, de l'aspiration à des espaces "non marchands", etc.) j'ai néanmoins cru nécessaire d'exprimer des réserves sur la portée de ces percées, qui pourraient être "absorbées" par un système demeurant fondamentalement capitaliste, et impérialiste dans ses rapports avec la périphérie.

En tout état de cause l'option de principe favorable à la mondialisation pèse en Occident de tout son poids négatif. Dans ces conditions la dimension géopolitique des problèmes prend ici une importance particulière, non au sens que les nations constitueraient les seuls sujets actifs de l'histoire, mais seulement que la géopolitique définit le cadre des luttes sociales et politiques et donne à leurs différentes issues possibles des chances plus ou moins favorables.

Jusqu'ici d'ailleurs, l'Europe de la CEE a constitué le cadre géopolitique d'un approfondissement de la mondialisation accepté par l'ensemble des opinions publiques. On remarquera néanmoins, que dans ce cadre la gauche européenne a manqué à ce qui semble être son rôle : combattre l'optique de droite prévalente (le "marché commun" pour le capital) et imposer une Europe sociale. Le ralliement de la social-démocratie aux thèses du libéralisme consacre cette faillite. Le manque d'audace, pour reprendre l'expression forte d'Alain Lipietz n'inaugure rien

de bon pour l'avenir à moyen terme⁽²⁾. Ce premier défi n'était pas encore relevé (mais allait-il l'être ?) que déjà se profile une série de défis nouveaux remettant simplement en question la perspective de la construction de la CEE, comme je l'ai montré plus haut. Dans ces conditions l'avenir du socialisme en Occident européen dépendra beaucoup de l'évolution des nouveaux rapports intra-européens. Sans doute la bipolarisation idéologique issue des révolutions socialistes depuis 1917 sera-t-elle gommée si le capitalisme venait à être restauré dans les pays de l'Est. Une évolution de ce genre, que malheureusement une bonne partie de la gauche occidentale appelle de ses vœux par anti-communisme, se solderait par un recul durable des aspirations socialistes en Europe. Car elle ne se ferait nullement au bénéfice d'un essor de la social-démocratie, mais à celui de la droite bien entendu. Par contre un approfondissement d'évolutions nationales populaires dans les pays de l'Est pourrait contribuer à un renouveau de la conscience socialiste en Occident. C'est l'hypothèse la plus favorable à la cause du socialisme, qui me paraît être celle de la perspective de la "maison commune Europe" proposée par Gorbatchev. Mais cette option est rejetée par la gauche européenne occidentale elle-même.

En définitive l'axe central qui décidera de l'avenir du socialisme en Occident est celui que définissent les rapports Nord-Sud. Il n'y a là rien de bien nouveau pour nous, dont la thèse centrale est construite sur la prise de conscience de la dimension déterminante dans l'histoire que constitue la polarisation immanente à l'expansion capitaliste mondiale. L'acuité du conflit Est-Ouest avait certainement occulté pendant un certain temps celui, plus fondamental, qui résulte de cette polarisation, tout comme avant 1914 le conflit inter-impérialiste occupait le devant immédiat de la scène. L'atténuation des conflits intra-occidentaux et du contraste Est-Ouest s'accompagne donc d'un regain de l'hostilité envers les peuples qui sont les premières victimes de l'expansion capitaliste, ceux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Bien des signes indiquent aujourd'hui cette évolution régressive : la remontée des racismes et de

l'arrogance coloniale, voire même sur des plans plus précis la "reconversion" des bases de l'OTAN dont les canons sont désormais dirigés vers la rive sud de la Méditerranée comme le prouve maintenant à tous la guerre du Golfe.

Comment espérer dans ces conditions des percées progressistes en Occident ? Dans le sens fort du terme le progrès social imposerait une évolution dans la direction de l'établissement d'une hégémonie du monde salarial, pour reprendre encore une fois la thèse d'A. Lipietz, à laquelle j'adhère pleinement. On n'est certainement pas engagé dans cette voie, et l'idée même qu'une telle perspective soit possible est aussi étrangère à la social-démocratie que celle de la laïcité chez les islamistes ! Et quand bien même irait-on dans cette direction, si la conception dominante actuellement dans les rapports Nord-Sud n'est pas simultanément remise en question, n'en arrivera-t-on pas alors au véritable "social-impérialisme" ? Cette critique que le maoïsme avait adressée en son temps au modèle soviétique pourrait alors prendre une vigueur redoublée. Car, en comparaison de la tentative impérialiste soviétique — tempérée elle par les faiblesses intrinsèques du système et par la tradition idéologique "internationaliste" maintenue, au moins au plan de la rhétorique — celle d'un Occident autrement plus "efficace" et qui puiserait à une autre tradition, eurocentrique, voire raciste, serait infiniment plus grave pour l'avenir de l'humanité. Or n'y a-t-il pas déjà des signes allant dans ce sens ? L'éloge que Lipietz fait de la politique des syndicats allemands (qui selon lui irait dans le sens de cette hégémonie salariale) appelle ici de ma part des réserves formelles. J'y vois plutôt précisément l'amorce de cette évolution "social-impérialiste". Le retrait allemand du projet européen au profit d'une option en faveur d'une expansion vers l'Est, dont j'ai analysé la portée, ne va-t-il pas droit dans cette direction ?

Socialisme ou barbarie

Les contours d'une nouvelle mondialisation capitaliste possible demeurent donc tout à fait incertains. Sa

configuration résultera de conflits qui se poursuivront nécessairement, en dépit du discours idéologique du libéralisme. Au demeurant même dans l'hypothèse absurde que les forces nationales et sociales en conflit acceptent de sacrifier leurs intérêts vitaux divergents pour se soumettre à la stricte logique de la "mondialisation par le marché" le monde ainsi reconstruit serait épouvantable. Aussi l'avenir reste-t-il ouvert à différents possibles et rien ne justifie donc l'abdication de la pensée de la lutte pour promouvoir un projet global meilleur ; il ne s'agit pas là de subjectivisme volontariste car les choix politiques qui sous-tendent les projets d'avenir sont parties intégrantes de l'objectivité historique.

La seule stratégie qui ait un sens pour les forces progressistes à l'échelle mondiale, sur la base de laquelle un internationalisme des peuples des trois régions (Ouest, Est, Sud) pourrait retrouver un nouveau souffle doit s'inscrire dans la perspective de la construction d'un monde "polycentrique" articulant les différentes régions qui le composent d'une manière souple permettant la mise en œuvre de politiques spécifiques requises par la variété des niveaux de développement et des situations objectives.

Il faut reconnaître dès le départ que les problèmes que les peuples du monde ont à régler sont différents d'une région à l'autre ; il faut donc que le système mondial soit tel qu'un espace d'autonomie permette aux peuples de promouvoir leurs intérêts ; il faut concilier "l'interdépendance générale" et ce souci légitime d'autonomie ; il faut substituer la logique d'un ajustement mutuel et réciproque à celle de l'ajustement unilatéral des plus faibles à la poursuite d'une expansion au bénéfice exclusif des plus forts.

Le polycentrisme signifie pour les pays de l'Est et du Sud la poursuite de politiques de développement déconnectées au sens que j'ai donné à ce concept (la soumission des relations externes aux exigences du progrès interne et non l'inverse qui constitue l'essence de l'ajustement unilatéral par le marché). Cette stratégie s'inscrit dans la perspective d'avancées possibles en direction du

socialisme (par la démocratisation et le renforcement de son contenu national populaire), et non d'une "restauration du capitalisme" dans les pays de l'Est, et dans celle d'un refus de la compradorisation des pays du Sud. Elle doit permettre également des avancées progressistes dans les pays de l'Occident, par l'ouverture d'espaces non marchands et par d'autres réformes axées sur la socialisation de la gestion économique. Pour l'Europe elle s'inscrit dans la perspective d'un rapprochement Est-Ouest fondé sur le respect de la diversité des situations aux antipodes de la vision agressive du "roll back".

En ce qui concerne plus particulièrement le tiers monde cette stratégie privilégie le concept de progrès (dans l'organisation des forces productives) fût-ce au détriment de la "compétitivité internationale" immédiate. Elle inscrit à son ordre du jour en priorité les objectifs d'une révolution agricole assumée dans l'égalité maximale (de manière à réduire les rythmes d'une urbanisation incontrôlable et à tenir compte des limites étroites de l'émigration internationale), de la transformation des activités informelles exploitées et dépendantes en une économie populaire de transition. Elle appelle à une combinaison efficace plan-marché, fondement d'une démocratisation soucieuse d'avoir un contenu social populaire. La vision du polycentrisme qu'elle inspire donne aux pays et régions du tiers monde une marge d'autonomie qui leur est refusée tant dans le modèle de l'unification mondiale par le moyen exclusif du marché que dans celui d'une régionalisation commandée par les pôles développés concurrents principaux.

Enfin pour conclure, je dirai que la construction d'un monde polycentrique ouvrant des perspectives à de nouvelles avancées socialistes implique la prise de conscience de la dimension culturelle universaliste du projet d'avenir. J'ai proposé ailleurs à ce sujet la double critique de l'eurocentrisme et des nationalismes culturalistes qui en constituent l'image inversée⁽³⁾.

Le libéralisme qui a le vent en poupe s'effondrera sous le poids des contradictions qu'il accumule. Mais si les peuples de l'Ouest, de l'Est et du Sud n'y sont pas préparés

le pire reste à craindre. Le meilleur moyen d'éviter ce pire, c'est de maintenir vivante la tradition socialiste. Les termes de l'alternative sont toujours, et plus que jamais : socialisme ou barbarie.

Chapitre IV

LE DEFI DÉMOCRATIQUE

1. Depuis quelques années il s'est dessiné à travers toutes les régions du monde un mouvement en faveur de la démocratisation des régimes politiques dont l'ampleur indique probablement son caractère irréversible à terme, et dont il faut certainement se féliciter. Dans les pays de l'Est ce mouvement a commencé à s'imposer aux pouvoirs comme tel ; et il leur faudra en tenir compte, s'adapter à ses exigences ou périr. Dans les pays capitalistes du tiers monde la revendication démocratique n'a généralement pas acquis la même dimension populaire et reste souvent encore limitée aux classes moyennes et à quelques segments de la société urbaine organisée — syndicats par exemple. Mais même à cette échelle restreinte le mouvement signale un saut qualitatif dans la pénétration de la conscience démocratique. Cependant ce mouvement démocratique est apparu concomitamment avec l'offensive généralisée en faveur de la libération des "forces du marché", accompagnée de la réhabilitation des thèmes idéologiques de la supériorité absolue de la propriété privée, de légitimation de l'inégalité sociale, de l'anti-étatisme tous azimuts, etc. La concomitance de ces deux mouvements fait de notre époque un moment d'intense confusion. Le son de cloche dominant, qui étouffe

systématiquement toutes les voix qui lui paraissent discordantes, orchestré par une campagne médiatique sans précédent, procède d'une affirmation simple, unilatérale, sans nuance, considérée comme allant de soi d'évidence : la démocratisation est considérée comme le produit nécessaire et naturel de la soumission à la rationalité du marché mondialisé.

En l'occurrence le concept de démocratie prôné est, comme je l'ai déjà dit, appauvri par une vision évolutionniste qui nie le rôle des processus révolutionnaires dans l'histoire. Les révolutions, se plaît-on à dire dans les courants dominés par la mode actuelle, n'ont jamais rien produit de bon : beaucoup de violence inutile pour aboutir finalement à ce à quoi on serait parvenu de toute façon en laissant les forces (occultes) de l'évolution opérer seules. La pratique de cette démocratie stabilisatrice de l'ordre social (fondamentalement injuste) représenterait la "fin de l'histoire" (!). Il s'agit là d'une vision anhistorique qui nie la rupture qualitative que la négation de la dominance de la métaphysique tributaire a représentée, comme elle nie le rôle du mouvement ouvrier qui non seulement a imposé progressivement la démocratie politique non censitaire, mais a également arraché des droits sociaux importants. En Occident la construction éventuelle d'une hégémonie du monde salarial, que j'ai discutée plus avant, signifie bien que le combat pour l'approfondissement de la démocratie est loin d'être terminé. Il n'a pas même véritablement commencé !

2. Dans notre optique le monde contemporain et la vision d'avenir de son dépassement sont les produits des trois grandes (et seules) révolutions modernes : la française, la russe et la chinoise. Avec Wallerstein j'attribue une importance qualitative à la rupture que la révolution française inaugure⁽¹⁾. Car cette rupture substitue un système de légitimation séculaire de l'action politique et sociale à l'ancienne légitimation religieuse propre à ce que j'ai appelé les idéologies tributaires et, dans ce sens, inaugure bien les évolutions ultérieures, tant celles de la démocratie bourgeoise que du socialisme. Le slogan de la Commune de

Paris de 1871 ("Ni Dieu, ni César, ni Tribun") n'est pas un hasard ; il découle — en le poussant plus loin — de celui de 1789 ("Liberté, Égalité, Fraternité").

L'accent mis sur cet aspect idéologique de la révolution française remet en question les concepts même de révolution et de démocratie bourgeoises. La définition de la lutte des classes dite fondamentales oppose exploités et exploiters dans un mode de production donné : paysans et féodaux ici, prolétaires et capitalistes là. La révolution bourgeoise serait alors forcément une révolution paysanne, la révolution socialiste ouvrière. Mais le capitalisme n'a pas aboli l'exploitation féodale pour lui substituer une société égalitaire (qui était l'objectif des luttes paysannes) ; il s'est construit sur la base d'une nouvelle forme d'exploitation, dont les paysans en lutte n'imaginaient pas même la possibilité. La nouvelle société capitaliste et la classe bourgeoise se sont constituées partiellement à la marge ou en dehors même de la société féodale (composée de féodaux et de paysans), — dans les villes libres — , partiellement au sein même de la paysannerie, par des différenciations nouvelles (paysans riches et paysans sans terres réduits au statut d'ouvriers agricoles) produites par l'extension des rapports marchands, renforcées parfois par les luttes paysannes. On sait que cette nouvelle société capitaliste mûrit lentement au sein des "anciens régimes", c'est-à-dire des systèmes socio-politiques demeurés pour l'essentiel "féodaux". La révolution bourgeoise est alors constituée par le moment politique qui marque l'abolition de cet "ancien régime" et l'installation d'un nouveau type d'organisation assurant la prédominance politique de la nouvelle classe économiquement dominante. La révolution bourgeoise est alors non le point de départ, mais le couronnement du développement capitaliste.

Or la coïncidence entre la révolution sociale paysanne et la révolution politique bourgeoise n'a existé que dans un seul cas historique, celui de la révolution française (de ce fait la seule révolution véritable de l'étape bourgeoise de l'histoire). Ici bien entendu la bourgeoisie a été contrainte de s'allier aux masses paysannes en révolte. Les vicissitudes de

cette alliance, ses avancées radicales et ses reculs ont façonné les étapes de la révolution elle-même comme des évolutions ultérieures. Ailleurs il n'y a pas eu de coïncidence analogue. Pas même en Angleterre où la révolution radicale paysanne-bourgeoise du milieu du XVII^e siècle, peut-être parce que plus précoce (comme en témoigne son expression à travers la réinterprétation religieuse ; alors que la révolution française laïcise la politique ; la première vient avant les Lumières, la seconde en hérite) avorte pour laisser la place à la peu glorieuse "Glorieuse Révolution" (qui n'en est pas une !) de la fin du siècle. Pas même en Amérique du Nord où la libération du joug colonial est un acte politique, sans portée sociale révolutionnaire, puisqu'il confirme seulement le pouvoir de la société marchande constituée comme telle en Nouvelle-Angleterre depuis l'origine (il est significatif que la révolution américaine ne pose pas même la question de l'esclavage). A fortiori en Allemagne, en Italie et au Japon. La règle générale est donc que le capitalisme s'est développé sans révolution paysanne, même lorsque des luttes paysannes ont contribué à ce développement ou en ont façonné le cours spécifique. Mais non sans "révolution agricole", au sens que se constitue une bourgeoisie agraire souvent formée de grands propriétaires (ex-"féodaux") expulsant le surplus de population rurale pour moderniser une production désormais largement commercialisée. Dans tous ces cas la bourgeoisie investit l'État, s'en empare, et transforme la société par en haut.

Ce sont donc les conditions très particulières de la révolution française qui expliquent ses avancées au-delà de l'ajustement simple des rapports de production aux exigences du développement capitaliste : sa légitimité sécularisée, ses conceptions universalistes, l'abolition de l'esclavage qu'elle proclame, avancées qui entrouvrent la fenêtre sur un futur encore lointain. Sans la révolution française on n'imagine ni le socialisme utopique ni Marx.

Les révolutions russe et chinoise ont eu aussi la même portée grandiose que d'aucuns qualifient de "messianique". A tort à mon sens, car l'avenir qu'elles conçoivent demeure une possibilité réaliste, une nécessité si l'humanité veut

éviter la barbarie. Mais il est clair que ces avancées qui portent plus loin encore celles conçues à Paris en 1793 et en 1871 (car l'expansion capitaliste d'une part et Marx de l'autre ont occupé l'espace de temps qui les sépare), ne sont pas le produit simple des exigences objectives de la transformation sociale immédiate à l'ordre du jour en Russie en 1917 et en Chine en 1949.

Je dis donc que les trois révolutions en question constituent les grands moments dans lesquels se dessine notre vision du monde moderne et de son avenir possible et souhaitable. Pour retrouver dans le passé des moments aussi décisifs je crois qu'il faut remonter 1500 à 2500 ans plus tôt, aux temps de grandes révolutions idéologiques par lesquelles s'est exprimée la cristallisation de la société tributaire, dans notre région du monde sous les formes successives de l'hellénisme, du christianisme et de l'Islam, ailleurs sous les formes du Confucianisme et du Bouddhisme ; qui ont représenté au plan de l'idéologie — instance dominante dans les sociétés précapitalistes — une transformation qualitative aussi gigantesque que celle apportée à notre époque par les trois révolutions modernes. Il n'est pas sans intérêt de noter ici également que ces révolutions anciennes ont été portées au-delà de l'ajustement simple aux exigences de l'évolution sociale : en proclamant par exemple un universalisme dont les sociétés tributaires, forcément régionales, n'impliquait pas la nécessité⁽²⁾. Entre-temps, il n'y a guère eu que des changements de portée locale et mineure, provoqués simplement par l'ajustement constant des différentes sphères de l'activité sociale aux contraintes de "l'évolution".

La vision de la question démocratique que l'on peut développer dans le cadre d'analyse que nous proposons ici est forcément très différente de celle qui résulte de la philosophie évolutionniste anglo-saxonne. La démocratie est alors un déstabilisateur, le moyen par lequel les concepts "en avance sur leur temps" continuent à progresser et à faire progresser l'action sociale.

3. La théorie sociale conventionnelle qui nous est proposée pour expliquer l'absence de démocratie dans le

tiers monde est désespérément creuse et répétitive. Dans leurs habillements successifs imposés par les modes qui commandent la production intellectuelle de notre époque, ces théories formulent et reformulent le paradigme de "la modernisation" : les sociétés du tiers monde sont "mi-traditionnelles/mi-modernes" (en voie de développement est de modernisation) et, de ce fait, conservent de la tradition le concept autocratique du pouvoir, étant appelées par la force des choses à se démocratiser progressivement au fur et à mesure qu'elles "rattraperont" leur retard économique. Dans ce domaine comme dans les autres la voie capitaliste est la seule conçue et doit de surcroît produire la démocratisation.

Cette thèse, un moment occultée par les succès du "tiers-mondisme" des années 60 chez les Occidentaux a fait sa dernière réapparition dans une formulation webérienne (Cf Richard Sandbrook)⁽³⁾. Weber, comme on le sait, distinguait le type du pouvoir prétendu traditionnel, qualifié de "patrimonial", personnalisé et réfractaire au concept de droit de celui des temps modernes, "bureaucratique" et dépersonnalisé, fondé sur le concept de droit.

À vrai dire la thèse de Weber est très allemande au sens qu'elle projette abusivement quelques caractéristiques remarquables de l'histoire de ce pays sur celle de l'humanité tout entière. Car le pouvoir dans les sociétés précapitalistes n'était en règle générale ni personnalisé, ni ignorant du droit. Ce modèle même de la société tributaire avancée que représentait la Chine impériale avait développé à l'extrême une bureaucratie mandarinale impersonnelle. En Égypte pharaonique le pharaon Thoutmosis III de la XVIII^e dynastie écrit à son vizir Rekheret : "ce qu'il (le vizir) doit faire c'est s'en tenir à la loi"⁽⁴⁾. Sans doute dans le féodalisme européen des premiers siècles (des invasions barbares aux XIII-XIV^e siècles) s'approche-t-on du modèle webérien dans un de ses aspects : la personnalisation du pouvoir féodal. Mais en fait l'émiettement du pouvoir, condition de sa personnalisation traduit simplement le fait que le féodalisme est une variété périphérique du système tributaire et non la règle générale de la "tradition" précapitaliste⁽⁵⁾. Aussi verra-t-on le système

du pouvoir perdre ce caractère personnalisé dans l'Europe mercantiliste des monarchies absolues. Et les bureaucraties royales se rapprochent alors de celles des autres sociétés tributaires avancées, comme l'ont d'ailleurs observé les contemporains sans hésitation⁽⁶⁾. Sauf précisément en Allemagne qui reste attardée au stade seigneurial.

Par ailleurs le contenu principal de l'idéologie tributaire n'est pas le "patrimonialisme", mais la "dominance métaphysique". Il en est ainsi dans tous les cas d'ailleurs, tant dans les formes tributaires avancées, comme en témoignent la fonction du confucianisme en Chine ou celle de l'Islam dans le khalifat, que dans les formes féodales périphériques. Sauf que la dominance métaphysique opère ici à travers le pouvoir autonome de l'Église, substitut à la carence de l'État. Encore une fois avec l'évolution qui conduit de l'Europe féodale aux monarchies absolues la fusion Église-État rapprochera du modèle tributaire général, comme en témoignent l'institution des Églises réformées nationales ou même, en pays catholiques, les tendances comme celles que le gallicanisme a représentées en France.

De surcroît les systèmes "patrimoniaux" n'ignorent nullement le droit. Dans les systèmes tributaires avancés il existe un droit d'État qui régit toute la vie sociale, comme en témoigne par exemple la *Charia* en pays d'Islam. Dans les systèmes périphériques féodaux le pouvoir seigneurial, même personnalisé, est contraint de respecter les droits paysans coutumiers.

Le concept moderne de pouvoir, que Weber et ses émules définissent en contraste avec le prétendu concept "patrimonial", est-il, lui, "bureaucratique" dans sa dimension principale ? Certes non, ce caractère bureaucratique n'étant que la forme de son mode d'opération. Dans son contenu essentiel il est bourgeois, produit par le fonctionnement de la démocratie bourgeoise. Encore une fois sauf précisément en Allemagne où la faiblesse de la bourgeoisie conduit à la survie d'un pouvoir de type "despotique éclairé" jusqu'aux temps les plus récents. Ici encore Marx me paraît supérieur à Weber dans ses analyses de cette spécificité allemande. Ici encore Weber

étend abusivement cette spécificité — qui caractérise l'Allemagne wilhelminienne certes, mais non l'Angleterre parlementaire ou la France de la III^e République — à l'ensemble de l'Occident.

Les émules de Weber (R. Sandbrook) ont tenté d'appliquer cette thèse historique déjà fort discutable pour rendre compte des spécificités du pouvoir dans l'Afrique noire contemporaine où effectivement la personnalisation et le mépris du droit paraissent caractériser un grand nombre des systèmes post-coloniaux. Ils attribuent donc simplement ces caractères à la "tradition" africaine.

Mais la thèse du "pouvoir patrimonial" est-elle valable pour l'Afrique précoloniale ? Sans doute celle-ci présente-t-elle certaines ressemblances avec l'Europe féodale. Car l'Afrique noire précoloniale est pré-tributaire, encore largement au stade que j'ai appelé communautaire⁽⁷⁾ ; l'Europe féodale conserve des formes communautaires d'origine barbare qui précisément donnent à son système tributaire son caractère primitif et périphérique. Cette analogie s'exprime donc dans l'importance des droits coutumiers dans les deux cas et dans l'absence d'un droit bureaucratique d'État. À la différence quand même que le modèle de l'Église y confirme la dominance métaphysique qui définit ce stade. Par contre en Afrique, l'idéologie de la parenté — propre au stade communautaire domine encore les systèmes de légitimation du pouvoir. Or cette idéologie donne effectivement l'apparence d'un pouvoir personnalisé. Mais il l'est beaucoup moins qu'il ne le paraît, étant contraint d'opérer dans le cadre d'un droit coutumier qui constitue une barrière solide aux errements éventuels des "chefs".

Comme on le verra plus loin les pouvoirs contemporains en Afrique n'ont pas grand-chose à voir avec ce prétendu héritage dégradé depuis fort longtemps notamment à travers la traite négrière. Comme on le verra aussi la question du charisme éventuel des leaders, pas plus ici qu'ailleurs, n'a de racines "traditionnelles". Il s'agit d'un phénomène moderne sur lequel on reviendra.

La thèse néowebérienne n'est pas la seule forme d'expression du paradigme plus large de la modernisation.

Chacun se souvient du “desarollismo” latino-américain des années 50 et 60 qui avait cru que l'industrialisation et la modernisation de style bourgeois et dans le cadre d'une intégration plus poussée au système mondial entraîneraient par elles-mêmes une évolution démocratique, la “dictature” étant considérée comme un vestige d'un passé prétendu pré-capitaliste. Les faits ont démontré l'erreur de ce raisonnement naïf. L'industrialisation et la modernisation dans le cadre de ce projet bourgeois ont seulement produit la “modernisation de la dictature”, la substitution d'une violence fascisante “efficace” et “moderne” aux vieux systèmes oligarchiques et patriarcaux. Il ne pouvait en être autrement, ce développement périphérique impliquant l'aggravation des inégalités sociales et non sa réduction.

4. L'absence de démocratie à la périphérie du système capitaliste mondial est une constante qui n'est pas de la nature d'un vestige des époques antérieures mais, comme je l'ai déjà dit, le produit nécessaire de l'expansion polarisante du capitalisme réellement existant. L'essentiel de l'armée de réserve du capital est localisé géographiquement dans les périphéries du système. Cette armée de réserve est constituée certes d'une masse de chômeurs et semi-chômeurs urbains devenue impressionnante (un multiple du nombre des chômeurs en Occident, même en temps de crise), mais aussi de larges segments de la masse des travailleurs non salariés, appelés, au fur et à mesure du progrès dans ces secteurs d'activité, à être expulsés à leur tour de leurs terres ou des activités urbaines dites “informelles” qui les occupent. L'intégration de fractions de cette armée de réserve dans l'armée active — toujours très partielle — se fait soit sur place par la “semi-industrialisation” qui caractérise les véritables périphéries d'aujourd'hui et de demain, soit par la migration internationale vers les centres. Mais cette migration est toujours limitée, entre autre par les stratégies d'emploi des centres, et n'intéresse au mieux qu'une faction infime de l'armée de réserve mondiale. Le “libéralisme”, qui n'a jamais envisagé de compléter son programme de libéralisation des échanges et des flux de capitaux par

l'ouverture illimitée aux migrations de travailleurs, reste de ce fait une supercherie tronquée.

Comme je l'ai déjà dit, de ce fait l'instabilité constitue la règle dans la vie politique des périphéries. Sur un fond de dictature violente soumise aux exigences de l'expansion mondiale du capital, se dessinent de temps à autre des explosions qui remettent en question ces dictatures par ce que j'ai appelé des réponses "populistes" qui s'attaquent réellement à certains aspects du problème social et préconisent une stratégie de développement susceptible d'atténuer les conséquences tragiques de la périphérisation. L'industrialisation (largement étatiste), la nationalisation des secteurs dominés par le capital étranger, les réformes agraires, des efforts — parfois remarquables — dans le domaine de l'éducation et de la santé, quelques droits sociaux protégeant plus ou moins l'emploi sont à mettre au crédit de ces régimes. Mais ils ont aussi leurs limites historiques : d'une part, entrés en conflit avec l'impérialisme dominant (tout simplement parce que toute politique de progrès social à la périphérie est incompatible avec les exigences de l'expansion mondialisée du capital), ils restent incapables d'aller jusqu'au terme de la logique de ce conflit — la déconnexion ; d'autre part ces régimes ne sont pas démocratiques. Populaires, soutenus par les "masses" comme on dit, ils l'ont souvent été. Mais cette "masse" est maintenue dans un état passif amorphe, "mobilisée" pour "soutenir" mais non autorisée à s'organiser comme une force autonome par rapport au pouvoir. Produits d'une situation sociale bien connue décrite par la faible cristallisation des classes sociales, ces régimes amorcent la transformation nationale populaire sans être capables de la poursuivre suffisamment. Le leader charismatique constitue alors une figure fréquente des régimes populistes. Les faiblesses intrinsèques du système populiste, combinées à l'agression extérieure, entraînent sa chute, le plus souvent au profit du retour à la dictature.

Il existe cependant des intermèdes entre les dictatures de droite et/ou les moments populaires populistes dans lesquels se glisse parfois une "petite démocratie". Entendons par là

des régimes qui reconnaissent le principe de l'élection, le multipartisme et un certain degré de liberté d'expression, mais qui se gardent d'affronter les problèmes sociaux fondamentaux et/ou de mettre en question les rapports de dépendance et de soumission au système mondial. La gamme de ces situations est assez large pour compter des "démocraties" d'apparence seulement, le pouvoir se réservant les moyens — par la falsification électorale le plus souvent — de rester en place, et des régimes qui acceptent davantage le résultat éventuel des urnes.

Ces "démocraties" ne sont donc guère que l'expression de la crise du système despotique normal du capitalisme. L'Amérique latine, la Corée, les Philippines et peut-être demain d'autres, fournissent des exemples des contradictions non résolues par ces régimes. Car le projet de développement des dictatures auxquelles ces régimes succèdent n'a pas donné les résultats qu'il se proposait d'obtenir : la crise a démontré la vulnérabilité de la construction et l'impossible "indépendance", qui légitimait, pour certains, la dictature. Mais les systèmes démocratiques, qui se sont imposés dans ces conditions, ne sont-ils pas confrontés à un dilemme redoutable ? Car de deux choses l'une. Ou bien le système politique démocratique acceptera la soumission aux exigences de l'"ajustement" mondial. Il ne pourra alors envisager aucune réforme sociale importante et la démocratie ne tardera pas à entrer elle-même en crise. Ou bien les forces populaires, saisissant les moyens de la démocratie, imposeront ces réformes. Le système entrera alors en conflit avec le capitalisme mondial dominant et devra glisser du projet national bourgeois à un projet national populaire. Le dilemme du Brésil et des Philippines est tout entier situé dans ce conflit. En Argentine on a déjà vu comment, lassé par l'impuissance de la démocratie du Président Alfonsín, les électeurs sont retournés d'eux-mêmes aux cyrènes populistes, cette fois mâtinées de relents fascistes et carrément soumises au diktat extérieur !

Dans les régions de la périphérie les plus misérablement traitées par l'expansion capitaliste la situation est encore plus désespérante, et comme je l'ai déjà dit le type "normal" de

pouvoir est ici le modèle "Tontons Macoutes". La thèse du pouvoir "patrimonial" que nous avons critiquée plus haut avait été d'ailleurs formulée en pensant à ces régimes africains. Et effectivement au plan des apparences ils répondent à la description faite de ce type de régime : personnalisé à l'extrême (du chef de l'État au petit administrateur — despote de village), affichant le mépris total de toute notion de légalité et de droit (y compris les droits bourgeois sacro-saints de propriété), sans compter les droits élémentaires de la personne humaine et la corruption généralisée. La tentation était très forte d'accuser encore une fois la tradition africaine de cet "héritage" prétendu. Une note de racisme est peut-être sous-jacente à cette insinuation. En fait ce n'est pas cet héritage qui est responsable de la "quart-mondialisation", c'est au contraire celle-ci qui implique ce type de pouvoir. Car le pouvoir en question n'est pas plus "authentique" que la supercherie du même nom invoquée comme légitimation idéologique de ses pratiques.

S'agit-il d'une kleptocratie, comme l'a qualifiée Ntalaja Nzongola⁽⁸⁾, plus proche du rackets et de la mafia que de toute chefferie traditionnelle qui était, elle, respectueuse des droits coutumiers ? En tout cas il s'agit d'un État moderne parfaitement fonctionnel à sa manière. Comment le pouvoir pourrait-il fonctionner autrement dans les conditions de la quart-mondialisation ? Celle-ci prive l'État de toute possibilité d'asseoir sa légitimité sur un développement avouable quelconque, et de trouver une base sociale convenable pour mener à bien la stratégie qui lui correspondrait. Non seulement la paysannerie, la classe ouvrière et les marginaux urbains n'ont rien à attendre et le savent, mais la bourgeoisie elle-même est privée de toute perspective d'un développement significatif. Il ne reste alors plus que l'exploitation directe du pouvoir comme source d'enrichissement personnel, ou son exploitation indirecte par le canal d'activités économiques pseudo-privées dont la rentabilité dépend exclusivement des relations avec l'administration. La terreur, la corruption et l'extrême personnalisation sont alors nécessaires au fonctionnement

même du système. Le charisme — si fréquemment invoqué — n'a pas sa place ici : il ne s'agit pas du charisme de leaders ayant acquis effectivement une popularité réelle dans un moment historique comme dans les régimes populistes, mais d'un pseudo-charisme fabriqué par les média et dont le public n'est pas dupe. Par certaines apparences la base sociale de ces systèmes pourrait paraître être constituée par la petite bourgeoisie, dans la mesure où de larges couches de celle-ci participent au pouvoir et émargent aux budgets. Lorsqu'il ne s'agit pas d'une illusion d'optique, cette correspondance révèle une sorte de fascisation de cette couche sociale dont les espoirs ont été déçus et qui — impuissante — en l'absence d'une intelligentsia révolutionnaire capable de formuler une alternative, se réfugie dans l'adoration du pouvoir.

5. La tâche principale des forces de progrès à la périphérie du système est aujourd'hui d'imposer la dimension démocratique absente, non pour la substituer aux dimensions nationale et sociale de la libération nationale populaire, mais pour les renforcer.

Car en effet le paradigme ancien de la libération nationale ignorait largement la dimension démocratique nécessaire à la poursuite des avancées nationales populaires. La conscience démocratique est de ce fait un phénomène probablement nouveau, car jusqu'alors la revendication démocratique était restée limitée à des segments particuliers de la bourgeoisie urbaine et ne s'y était exprimée avec force qu'en des moments particuliers de la radicalisation des luttes anti-impérialistes (le cas du Wafd égyptien en constitue l'un des meilleurs exemples) ; par ailleurs cette conscience démocratique s'inscrivait dans les strictes limites du libéralisme bourgeois. Dans ces tendances dominantes les mouvements populaires et radicaux de libération nationale se qualifiaient davantage par un contenu social progressiste que par la conviction démocratique de leurs militants, en dépit de l'usage — parfois rituel — du terme de "démocratie" et en dépit même de la conscience plus avancée de certains segments de l'avant-garde. Je ne crois pas caricaturer la

réalité en disant que le paysan-soldat de l'Armée de libération pensait, en entrant à Pékin en 1949, à la réforme agraire, mais ignorait encore le sens de la démocratie. Aujourd'hui son fils, ouvrier ou étudiant, nourrit, sur ce plan, des aspirations nouvelles. Il en était de même du paysan égyptien, même électeur du Wafd, et de bien d'autres sans doute.

Mais de quelle démocratie a-t-on besoin ? Sans doute n'y a-t-il pas lieu de mépriser l'héritage de la démocratie bourgeoise occidentale : le respect des droits et de la légalité, l'expression libre de la diversité des opinions, l'institutionnalisation des procédures électorales et de la séparation des pouvoirs, l'organisation de contre-pouvoirs, etc. Mais il n'y a pas lieu de s'arrêter là. La démocratie occidentale n'a pas de dimension sociale. La démocratie populaire des moments de la transformation sociale révolutionnaire (l'URSS des années 20, la Chine maoïste, etc.) nous apprend également beaucoup sur ce que doit être la "participation populaire" si l'on veut donner à cette expression souvent galvaudée un contenu réel. S'arrêter aux formes démocratiques occidentales sans prendre en considération les transformations sociales exigées par la révolte anti-capitaliste de la périphérie, c'est s'enfermer dans une caricature de la démocratie bourgeoise, condamnée de ce fait à rester étrangère au peuple et par conséquent vulnérable à l'extrême. Pour prendre racine, notre démocratie doit d'emblée s'inscrire dans une perspective qui dépasse le capitalisme. Dans ce domaine comme dans les autres la loi du développement inégal doit opérer ici.

C'est évidemment cette perspective que l'impérialisme ne saurait admettre. C'est pourquoi la campagne orchestrée par les pouvoirs en Occident sur la "démocratie" met l'accent sur certains aspects du problème et néglige les autres. Par exemple, elle place un signe d'égalité entre multipartisme politique et démocratie. En contrepoint avec le discours des médias occidentaux sur la démocratie, notre réflexion concerne la démocratie au service de la libération nationale et du progrès social (et non en opposition à eux, ou dans leur ignorance).

Je prétendrai sur ce plan que le thème de la "démocratie jacobine", pour emprunter un terme à la révolution française, reste d'une étonnante modernité. Dans chacune des trois grandes révolutions du monde moderne (la française, la russe et la chinoise), dans les moments de leur radicalisation, le mouvement des idées et des forces sociales est parvenu à se projeter loin en avant des exigences de la transformation sociale "historiquement objectivement nécessaire". C'est ainsi que la démocratie jacobine dépassait les exigences de la simple mise en place d'un "pouvoir bourgeois" comme je l'ai dit plus avant.

La "démocratie jacobine", rajeunie par l'apport des moments de la radicalisation des révolutions socialistes de notre temps, est en fait la démocratie à laquelle aspirent — même confusément — les classes populaires du tiers monde contemporain. Elle se délimite de la démocratie bourgeoise libérale, qui ignore la dimension des réformes sociales nécessaires, comme elle se délimite des "mobilisations populistes" auxquelles nous avons fait référence plus haut, dont le mépris de la démocratie a épuisé le potentiel rénovateur.

Mon propos ne flatte certainement pas la "mode" ! Celle-ci est aujourd'hui à la dévaluation des moments de la radicalisation révolutionnaire, au nom du "réalisme". Comme elle est aux thèmes provenant d'une autre tradition : celle de la démocratie "locale" familière en pays anglo-saxon. La "décentralisation", l'autonomie d'une société civile éclatée et segmentée, sont souvent, dans cet esprit, proposées comme des avancées réalistes possibles, plus riches même potentiellement que l'illusion prétendue de la démocratie populaire "étatiste". Souvent teintés de religiosité, les mouvements qui avancent dans cette direction me paraissent suggérer une stratégie trop fortement biaisée par "l'anti-étatisme" pour être réellement à la hauteur du défi historique réel.

Il y a à apprendre des uns et des autres ; et un dialogue véritable s'impose ici. Cela étant il est difficile de dire aujourd'hui si les mouvements sociaux de toutes natures qui s'expriment à la périphérie (comme au centre d'ailleurs) sont

ou ne sont pas capables de faire avancer dans la réponse à ce défi objectif.

Certains de ces mouvements nous paraissent être des impasses. Il en est ainsi des renouveaux fondamentalistes religieux ou des repliements communautaires "ethniques". Symptômes de la crise et non solutions à celle-ci, produits exclusifs de la désillusion, ils devraient se dégonfler au fur et à mesure qu'ils auront démontré leur impuissance face au défi réel. C'est là certainement l'expression d'un optimisme selon lequel la raison doit vaincre.

D'autres par contre peuvent trouver leur place dans la reconstruction d'un projet de société qui, "au-delà du capitalisme", résoudrait les contradictions que le capitalisme réellement existant ne peut dépasser, en tirant les leçons des premiers pas réalisés dans cette direction. Il en est ainsi chaque fois, nous semble-t-il, que les "nouveaux mouvements" (ou les anciens !) se placent non sur le terrain exclusif de la "conquête de l'État", mais sur celui d'une autre conception du pouvoir social à conquérir. Car le choix n'est pas "lutter pour le pouvoir ou lutter pour autre chose" (quoi ?), mais quelle conception on se fait du pouvoir pour lequel on lutte. Les formes d'organisation construites sur la conception "traditionnelle" dominante du pouvoir (pouvoir = État) sont fatalement appelées à perdre une bonne partie de leur légitimité au fur et à mesure que les peuples prennent la mesure de la nature de cet État conservateur. Par contre, les formes d'organisation qui mettent l'accent sur le contenu social multiforme du pouvoir qu'il faut développer devraient connaître des succès grandissants. Dans cette catégorie le thème de la "politique non partisane" (non party politics), pourrait s'avérer fécond⁽⁹⁾. Il en est également de "l'anti-autoritarisme" en Amérique Latine, dans lequel Pablo Casanova⁽¹⁰⁾ croit reconnaître la qualification principale des mouvements "nouveaux" : refus de l'autoritarisme de l'État, dans le parti, dans le leadership, rejet des expressions doctrinaires dans l'idéologie. Il s'agit là d'une réaction contre tout le lourd héritage de la formation historique du continent, et sans aucun doute d'une réaction porteuse de progrès. Mais

aussi, et pour la même raison fondamentale, le féminisme en Occident, par l'objectif qu'il se propose de s'attaquer à certaines au moins des racines de l'autocratie, procède de la même logique d'une autre conception du pouvoir social. D'une certaine manière l'Occident est à l'avant-garde d'avancées nouvelles dans la libération de la société. Que ces avancées impliquent des percées "au-delà du capitalisme", ou qu'elles demeurent "absorbables" ("récupérables") par ce système social, constitue un champ de questionnement nouveau. Il semble que, dans le moyen terme tout au moins, les avantages tirés d'une position capitaliste centrale sont tels que les mouvements en question n'ébranleront pas les fondements de la gestion capitaliste de la société.

L'avenir des "mouvements nouveaux" reste donc incertain. C'est la raison pour laquelle il n'est pas exclu qu'ils s'épuisent dans la crise actuelle.

Peut-on néanmoins définir quelques critères objectifs qui permettraient de faire avancer le mouvement dans ce sens national et populaire indispensable ? Je crois qu'on le peut, et je ferai à cet effet les observations liminaires suivantes :

Premièrement : la tâche première est celle de la repolitisation démocratique des masses. Car celles-ci l'avaient été dans l'optique de l'indépendance à reconquérir. L'objectif atteint, le discours sur lequel la libération nationale s'était fondée est aujourd'hui épuisé. La repolitisation nouvelle peut-elle se faire "hors parti" et même "contre les partis", dévalués par leur pratique post-indépendance ? La question reste ouverte, encore que personnellement j'éprouve quelque méfiance à l'égard de ce qui me paraît être un certain "paternalisme" qui anime l'action d'un grand nombre de ces "organisations non gouvernementales" qui sont à la mode.

Deuxièmement : la repolitisation démocratique du peuple doit être fondée sur le renforcement de ses capacités d'auto-organisation, d'auto-développement et d'auto-défense. Sans doute l'objectif d'auto-développement, à travers des formes diverses de coopération, de co-gestion et de gestion populaire implique-t-il un conflit avec l'État, ouvert si celui-ci est néocolonial, latent même si celui-ci

s'engage dans la voie nationale populaire puisque la société nationale populaire reste le lieu de contradictions de classes objectives. Pourrait-on, par exemple, à travers ces actions, transformer les activités improprement qualifiées "d'informelles" en une "économie populaire" ? Dans les conditions actuelles ces activités sont parfaitement intégrées dans le système capitaliste global et y remplissent des fonctions précises, celle d'assurer la reproduction de la force de travail au coût minimum ou celle de fournir par la sous-traitance des intrants à bas prix. Elles constituent donc un appoint nécessaire pour assurer la rentabilité de l'exploitation capitaliste. Transformer ces activités en "économie populaire" relèverait de la tromperie si ce conflit d'intérêts n'est pas affronté ouvertement.

Troisièmement : le type d'action envisagé ici pose à nouveau la question des rapports entre le "mouvement" et les partis de la gauche historique et du populisme, constitués soit dans le combat pour l'indépendance soit dans celui mené contre le système néo-colonial. Il ne me paraît ni juste, ni efficace de confondre dans la même condamnation ces partis — quelles qu'aient pu être leurs "erreurs" et limites historiques — et ceux qui ont assuré la responsabilité de la gestion néocoloniale. De la même manière est posée à nouveau la question des rapports entre le "mouvement" et les forces nouvelles qui se sont constituées à un moment ou à un autre dans une perspective nationale et progressiste. J'ai présent à l'esprit évidemment les organisations de militaires anti-impérialistes et progressistes qui sont à l'origine de changements congruents avec les aspirations populaires, même si ces changements ont été inaugurés par des coups d'État (Égypte, Libye, Ghana de Rawlings, Burkina Faso de Sankara, etc.).

Quatrièmement : l'analyse de la stratégie de repolitisation démocratique du peuple implique la réouverture au moins de trois grands débats de portée théorique : (i) le débat sur le rôle de l'intelligentsia révolutionnaire comme catalyseur social capable d'élaborer un projet alternatif concret et d'organiser les luttes pour sa mise en œuvre ; (ii) le débat sur le contenu culturel de ce

projet alternatif — sa dimension potentiellement universaliste nécessaire à mon avis, ses rapports à l'héritage culturel national, etc ; (iii) le débat sur la perspective à longue échéance : socialisme ou capitalisme ? Bien que la mode soit aujourd'hui de dénier toute validité à ce genre de débats, je les crois indispensables. Je me limite ici à en signaler la nature, m'étant attaché dans d'autres écrits à en discuter quelques aspects.

Cinquièmement : il existe dans notre histoire contemporaine réelle quelques amorces d'expériences allant dans le sens indiqué. Je pense ici à l'expérience du Burkina Faso de Thomas Sankara, mais aussi à d'autres encore davantage décriées par les médias dominants de l'Occident (le kaddafisme par exemple !). Sans doute ces amorces sont-elles loin d'avoir réglé les questions fondamentales du rapport pouvoir/partis de la gauche radicale, celle de son rapport au populisme, aux militaires, etc. Il faut néanmoins ouvrir le débat sur leurs propositions.

Sixièmement : je ne substituerai pas rapidement des recettes dont j'aurais le secret au dialogue démocratique nécessaire entre toutes les composantes du mouvement. Je suggérerai seulement que si la polarisation impose un "autre développement" les termes de l'alternative sont : ou bien on accepte que la "richesse" (wealth) constitue l'épine dorsale des aspirations à promouvoir, ou bien on lui substitue le "bien être" (welfare). Comment ? D'abord en revenant au vieux père Marx dont la critique du marché (l'aliénation marchande), loin d'être "dépassée", est rajeunie par les re-découvertes du mouvement contemporain.

6. L'offensive actuelle des pouvoirs de l'Occident et des médias à leur disposition, en apparence "en faveur de la démocratie", a l'avantage d'occulter cette potentialité déstabilisatrice de la démocratie. J'en déduis qu'il s'agit en réalité non d'une offensive en faveur de la démocratie, mais d'une offensive contre le socialisme. La cause de la démocratie — sous sa forme appauvrie de moyen de stabilisation d'une société aliénée — est alors mobilisée

comme une arme tactique. Et comme toutes les armes tactiques elle est utilisée avec un grain de cynisme. Comment s'expliquerait-on autrement que les médias occidentaux, si chatouilleux dans la défense des libertés d'expression dans les pays du "socialisme réel", rangent dans le camp des défenseurs de la liberté les Islamistes afghans qui ne cachent pas que leur programme s'assigne l'objectif de fermer les écoles (en commençant par celles des filles bien entendu) que les infâmes laïcs à la solde de Moscou ont osé ouvrir ? Comment s'expliquerait-on autrement que ces médias ignorent les interventions de parachutistes occidentaux venus au secours de dictateurs africains aux abois ? Comment s'expliquerait-on autrement que ceux qui ont défendu avec tant d'acharnement la liberté syndicale en Pologne pour l'oublier par la suite ignorent que les politiques d'ajustement imposées au tiers monde préconisent le démantèlement des syndicats ? À qui fera-t-on croire qu'un Président américain, naguère responsable de la CIA qui a fait assassiner Allende pour mettre en place la dictature sanglante de Pinochet, est aujourd'hui un combattant sincère pour la démocratie ?

Les pouvoirs en Occident ne sont, en principe, ni pour (ou contre) la démocratie, ni pour (ou contre) la paix. Ils sont animés par une préoccupation dominante en fonction de laquelle ils se déterminent, celle de perpétuer l'ordre impérialiste qui assure l'exploitation de toutes les richesses de la planète à leur profit exclusif, au détriment des autres peuples. Si cet ordre peut être mieux servi par une "démocratie" ils lui sont favorables, sinon ils n'hésitent pas à soutenir (ou même à mettre en place) la dictature qui leur convient ; tant que la paix ne menace pas l'ordre impérialiste, ils lui sont également favorables, mais si cet ordre vient à être menacé, ils optent pour la guerre la plus féroce s'il le faut. Quant aux médias, ils remplissent dans l'ensemble la fonction importante de légitimer auprès des opinions ces choix tactiques circonstanciels. Les alternances politiques telles qu'elles sont ne changent rien à cette ligne générale.

Les peuples de la périphérie, victimes de cet impérialisme quinséculaire n'ont pas d'autre choix que de lutter par tous les moyens pour y mettre un terme. Mais il y a quelque chose de nouveau sur ce plan : la poursuite victorieuse de ces luttes exige désormais une conscience et une pratique démocratiques nouvelles. L'Occident avait pu se construire sans elles (ou plus exactement avant elles), et les États nations qui le constituent ont été faits par la violence, sans que des interférences extérieures trop puissantes ne viennent en limiter l'efficacité. Les nations du tiers monde ont cru pouvoir refaire à leur tour ce cheminement. Une fois de plus l'histoire démontre qu'elle ne se répète pas. Les premières victoires de la libération nationale ont créé une situation nouvelle dans laquelle la poursuite de ces objectifs exige désormais une unité populaire puissante inconcevable sans démocratie. De cette démocratie bien entendu les pouvoirs de l'Occident ne veulent pas entendre parler, et leur appareil idéologique de propagande médiatique s'emploiera à la combattre. Mais si la démocratie en question est devenue un facteur essentiel de la libération du tiers monde, elle n'est pas pour autant un substitut aux autres facteurs nécessaires, à savoir la puissance économique et militaire (en dépit du discours "pacifiste" sur la "prolifération"; discours hypocrite destiné à faire accepter que l'Occident garde à sa disposition les moyens de menacer les autres peuples de génocide, sans danger pour lui !); elle est seulement le facteur sans lequel la puissance économique et militaire ne peut plus être conquise. Lorsque toutes ces conditions seront remplies alors et alors seulement on pourra envisager un ordre planétaire nouveau, répondant à des valeurs humanistes universelles. Jusque-là l'ordre mondial restera l'ordre (le désordre) impérialiste fondé sur l'inégalité des peuples.

Chapitre V

LES CONFLITS RÉGIONAUX : APAISEMENT OU INTENSITÉ REDOUBLÉE ?

Au cours des dernières années les médias dominants n'ont cessé de répéter que la confrontation Est-Ouest s'estompant, tous les conflits locaux et régionaux trouveraient à leur tour leur solution pacifique. Ce discours procède tout simplement du souci de légitimer la vision idéologique occidentale selon laquelle il n'y a pas de conflit Nord-Sud. L'admettre cela eût été admettre que les puissances occidentales sont impérialistes et que leur agression permanente contre les intérêts des peuples de la périphérie est en fait la cause principale des conflits locaux et régionaux en question, que le soutien que l'URSS apporterait aux nationalismes radicaux du tiers monde dans certains cas n'était pas à l'origine de la remise en question de l'ordre impérialiste par les peuples toujours, et quelquefois par les États d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

À l'opposé de cette thèse je soutenais que le conflit centres/périphéries est premier et que, par conséquent, le ralliement de Moscou aux thèses occidentales devrait au contraire occasionner un redoublement d'intensité des conflits dans le tiers monde, parce que les puissances occidentales tenteraient d'établir leur ordre par la violence,

sans craindre désormais des complications dans leurs rapports avec l'Est. Ce faisant les interventions des puissances occidentales devraient nécessairement susciter l'explosion de manifestations nouvelles de la résistance des peuples et des pays du tiers monde. Sauf que bien entendu, il ne sera plus possible de qualifier les auteurs de troubles d'agents de Moscou, comme cela avait été immanquablement le cas dans le passé : le nassérisme, le FLN algérien, la résistance du Viêt-Nam, le sandinisme, le nkrumahisme et le lumumbisme avaient tous été qualifiés de tels. La guerre du Golfe ne dément pas, je crois, mon analyse.

Cela étant il m'était apparu nécessaire, avant de proposer une grille de lecture de conflits dans le tiers monde contemporain, d'ouvrir un débat sur les outils d'analyse de la violence comme phénomène social et politique, tant il me semble que dans l'état actuel de la pensée sociale la théorisation de ce phénomène demeure superficielle et, de ce fait, victime de distorsions idéologiques systématiques.

Pour une théorie matérialiste historique des conflits⁽¹⁾

Je crois qu'il est nécessaire de reconnaître en premier lieu que la pensée sociale maîtrise mal la question du pouvoir (et donc des conflits et de la violence), comme d'ailleurs celle de la spécificité culturelle. Rien de comparable dans ces domaines, ai-je écrit dans *L'eurocentrisme*, auquel je renvoie ici⁽²⁾ avec l'efficacité des instruments d'analyse du fonctionnement de l'économie capitaliste et avec l'analyse que Marx a produite de l'aliénation marchande. Tout comme la conceptualisation de "la marchandise fétiche" est la clé qui permet de percer le secret du fonctionnement de l'économie capitaliste, une conceptualisation parallèle du "pouvoir fétiche" s'impose. Mais celle-ci n'a pas été encore

produite et demeure, de ce fait, une tâche prioritaire pour l'agenda de travail du matérialisme historique.

Dans la tradition marxiste "la politique c'est de l'économie en comprimé" disait Lénine. J'ai fait remarquer que cette formule — valable seulement pour l'époque capitaliste (pour les époques antérieures on pourrait inverser la formule et dire que "l'économie c'est de la politique en comprimé") — méritait d'être précisée. Car elle procède de la vision selon laquelle l'essentiel dans le capitalisme, c'est la contradiction de classe fondamentale bourgeoisie-prolétariat, face sociale de la contradiction capital-travail qui définit le mode de production capitaliste. Dès lors qu'il en serait ainsi tous les phénomènes politiques (et donc également les guerres de l'époque capitaliste) doivent être expliqués en dernier ressort par ce conflit fondamental et les moyens mis en œuvre pour le résoudre — fût-ce temporairement - en en atténuant l'acuité. Mais si, comme nous, on met l'accent sur le capitalisme "réellement existant" (par opposition et complément au mode de production capitaliste saisi dans son abstraction) on est amené à considérer une autre contradiction, motrice de l'histoire réelle, celle qui oppose les peuples de la périphérie au capital dominant mondialisé. La politique et les guerres ressortissent alors largement du règlement de cette contradiction. Quant au capital dominant en question il a été longtemps éclaté en capitaux impérialistes nationaux en conflit permanent (ce qui explique que le conflit des impérialismes ait occupé le devant de la scène historique du XVII^e siècle à 1945), avant de se mouvoir dans la direction d'une interpénétration qui le transforme pour la première fois en un capital réellement mondialisé. Quand on y sera parvenu, la correspondance État-capital qui a caractérisé jusqu'ici le capitalisme aura disparu pour laisser la place à une contradiction nouvelle, multiplicité des États/mondialisation du capital. Car je fais l'hypothèse que la construction d'un État politique unifié américano-euro-japonais n'est pas à l'ordre du jour de l'avenir visible. La mondialisation du capital rend donc peu probable la

répétition du conflit violent des impérialismes. Comme, en même temps, dans les conditions où elle se constitue, elle rend tout également impossible le rétablissement de l'hégémonie d'un État gendarme (en l'absence d'un État nouveau américano-euro-japonais), cette impossibilité donne à l'hégémonie des États-Unis un nouveau souffle, à défaut de concurrent pourrait-on dire. La guerre du Golfe ne vient-elle pas à point confirmer ce second souffle ? Mais alors le hiatus fatal entre les intérêts du capital mondialisé et la politique américaine (forcément dictée par les exigences de l'alliance sociale dominante aux États-Unis) ne peut générer qu'un désordre qu'aucune rationalité ne pourrait surmonter.

L'évolution du système mondial place donc directement au devant de la scène le conflit centres/périphéries (Nord-Sud selon l'expression commune). Ce conflit, qui a toujours été l'expression de la contradiction fondamentale du capitalisme réellement existant, devient maintenant le conflit majeur direct de notre époque nouvelle. Le ralliement des pays de l'Est au camp du capitalisme mondial ne réduit donc pas l'intensité de ce conflit, au contraire il le pousse en avant de la scène. Loin de contribuer à "l'apaisement", il doit au contraire accuser la violence des conflits Nord-Sud.

Les sociétés et les États socialistes avaient été perçus par l'Occident capitaliste comme des adversaires. Ils l'étaient effectivement dans la mesure où la construction nationale populaire qu'ils s'étaient assigné échappait à la logique de la soumission aux exigences de l'expansion capitaliste mondialisée. Conscients de leurs faiblesses, ces États souhaitaient néanmoins la "coexistence pacifique" pour employer l'expression qu'ils avaient eux-mêmes forgée. Mais l'Occident ne voyait dans ces faiblesses qu'un motif supplémentaire pour exercer sur eux les pressions qu'il jugeait nécessaires, afin de ruiner la perspective d'un succès de la construction nationale populaire. Selon les moments et les circonstances ces pressions sont allées jusqu'à la guerre froide ou même chaude ou à la course aux armements, tandis que conjonctuellement un équilibre de "détente" pouvait en atténuer l'acuité. Cette détente est peut-être en passe de devenir définitive, à partir du moment où les pays de l'Est

ont renoncé à leur projet initial et réintègrent le système capitaliste mondial. Dans ce domaine donc, le discours idéologique et la langue de bois changent de camp : c'est dans les médias occidentaux qu'on en retrouve les leitmotifs lancinants (les "autocraties" sataniques de l'Est, leur mépris total des principes, etc.) dont la fonction est évidemment d'entretenir la mobilisation du "consensus" occidental "antisocialiste".

L'hostilité permanente aux sociétés et aux États du "socialisme réel" était de même nature que celle que l'Occident nourrit toujours à l'égard de la libération nationale, puisque celle-ci s'inscrit également dans le même mouvement historique de remise en cause du capitalisme "réellement existant". "L'anti-tiers-mondisme" est ici l'expression idéologique de cette hostilité.

Dans ces conditions les sociétés périphérisées par l'expansion mondiale du capitalisme sont et seront confrontées — dans les moments de radicalisation de leur lutte de libération — aux exigences d'une résistance active aux projets de "refoulement" de l'Occident. Les alliances qu'elles avaient pu passer avec les pays de l'Est sont à replacer dans ce cadre. Cette page de l'histoire est maintenant tournée. Les peuples et les États du tiers monde sont donc seuls face à l'impérialisme.

Typologie des conflits du tiers monde

Toutes les régions du tiers monde sont le théâtre de conflits nombreux et presque permanents. Peut-on se contenter de penser à leur endroit que — "comme dans l'Europe féodale" — ces sociétés, victimes de leur retard, sont le terrain d'affrontements continus entre "tribus", peuples et communautés, sur lesquels se greffent la course au pouvoir de potentats autocrates, mettant éventuellement à leur service des alliances — sans grands principes — avec

les puissances qui, soit pour la défense directe de leurs intérêts économiques immédiats, soit pour des motifs relevant de leur géostratégie globale, acceptent d'entrer dans ce jeu destructeur ? L'image est facile ; elle reste fausse.

En contrepoint j'ai proposé⁽³⁾ d'analyser l'enchevêtrement de ces conflits en distinguant d'une manière spécifique quatre ordres de causalité : premièrement il y a le conflit non dépassé entre les exigences d'une libération nationale populaire et la logique de la soumission à l'expansion capitaliste que l'impérialisme impose ; deuxièmement, il y a les conflits internes qui résultent de la fragilité de la société nationale, de ses forces populaires et de ses classes dirigeantes ; troisièmement il y avait le conflit Est-Ouest dont les projections sur le tiers monde opéraient selon les règles de sa logique propre ; quatrièmement il y a la compétition commerciale des puissances capitalistes ayant des intérêts dans la région. Je répète également ce que j'ai déjà dit dans *La faillite du développement*, que cet ordre de présentation des sources de conflits correspond à une hiérarchie de leur importance. Cette dernière fait référence au degré de violence potentielle attachée à la cause du conflit d'une part et, en conséquence, à l'importance relative de la portée des résultats de la solution du conflit d'autre part.

Les conflits les plus violents du tiers monde contemporain sont donc — et seront de plus en plus — ceux dans lesquels la confrontation directe entre les peuples soumis aux aléas de la mondialisation qui les périphérise et l'impérialisme, occupe le devant de la scène. Parmi ceux-ci je situe en premier rang le conflit palestinien, sur lequel je reviendrai plus loin.

Mais il n'est pas le seul. J'ai analysé dans ces termes l'évolution du conflit sud-africain. Car au-delà de l'abolition de l'apartheid, deux évolutions possibles se profilent. L'une — et c'est l'objectif stratégique de l'Occident — s'arrêterait à la réalisation du "majority rule", qui implique un gouvernement noir en Afrique du Sud disposé à "jouer le jeu de l'intégration dans le système capitaliste mondial". L'expérience de l'accord de Lancaster House, qui a présidé à l'indépendance du Zimbabwe, pourrait être répétée ici

mutatis mutandis. L'autre perspective est évidemment celle d'une avancée au-delà du néocolonialisme, dont les potentialités sont évidemment renforcées par la base matérielle dont l'Afrique du Sud dispose, sans commune mesure avec celle qui caractérise le reste du continent. Il va de soi qu'une telle avancée menacerait le néocolonialisme au moins dans toute la région de l'Afrique australe. C'est pourquoi la stratégie de l'Occident vise un objectif double, qui malgré les apparences, n'est nullement contradictoire : d'une part accélérer la marche à l'abolition de l'apartheid par la négociation et la pression avant que la radicalisation des luttes ne l'ait imposée dans une autre perspective sociale, d'autre part accélérer la récupération néocoloniale des États fragiles de la région (Angola, Mozambique). La déstabilisation de ces régimes, qui entraine dans la logique de la stratégie anti-nationale populaire de l'Occident, et qui pouvait être contenue jusqu'ici par le soutien militaire soviétique, est maintenant peut-être en passe d'atteindre ses objectifs, après le retrait soviéto-cubain. C'est pourquoi les États-Unis et derrière eux l'Europe peuvent maintenant parler d'un retour à la paix en Angola et au Mozambique. Je fais néanmoins observer à ce sujet qu'ici les Occidentaux ne veulent pas d'élections libres, parce qu'ils craignent que leurs amis de l'Unita et du Renamo ne les perdent. Ils s'emploient donc à tenter d'imposer le compromis de "gouvernements de coalition" (MPLA-Unita et Frelimo-Renamo) sans élections ! Bel exemple de l'élasticité des principes démocratiques invoqués ailleurs avec tant de fermeté.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud ne sont évidemment pas les seuls champs de conflit entre les aspirations nationales populaires et l'impérialisme occidental. On peut dire, sans crainte d'exagération, que le continent africain tout entier constitue le théâtre de ce conflit majeur et permanent. Au cours des trois dernières décennies un certain nombre d'expériences dans la moitié des États africains ont tenté d'aller au-delà du néocolonialisme. Toutes ces tentatives se sont heurtées d'une manière ou d'une autre à des degrés divers à l'hostilité de l'Occident, allant de

l'usage des pressions économiques et financières au complot et même à l'intervention militaire. Il y a beaucoup d'hypocrisie dans le discours occidental lorsque celui-ci se lamente de l'état de l'Afrique et de ses peuples, sans jamais mentionner le soutien illimité que l'Occident — à l'unisson — apporte aux forces locales les plus rétrogrades et corrompues, fût-ce contre des forces plus honnêtes dont on souligne alors avec complaisance les erreurs ou les insuffisances.

L'Amérique centrale est également le théâtre d'un conflit Nord-Sud chaud. La tentative de libération du Nicaragua, ses avancées et reculs⁽⁴⁾, la guerre larvée ou ouverte permanente au Guatemala et au Salvador, comme les tentatives populistes répétées dans les Antilles (Jamaïque, Haïti, Grenade) en sont les témoignages évidents. Il va de soi que, en dépit du retrait soviétique, dont les interventions avaient au demeurant toujours été timides dans cette arrière-cour des États-Unis, les luttes des peuples de la région continuent et continueront à se déployer.

J'ajouterai à cette liste la guerre d'Afghanistan. Certains s'en étonneront sans doute. L'intervention soviétique ici n'était-elle pas un modèle dans son genre, une tentative "d'exporter" la révolution dans la perspective d'annexer le pays à la zone d'influence de Moscou ? Certainement en partie. Mais il faut bien dire en partie seulement. Comment expliquer autrement que, contrairement aux attentes des Occidentaux, le régime de Kaboul ne s'est pas effondré sous les coups des islamistes (ici amis de l'Occident !) au lendemain du départ des troupes soviétiques ? Ce fait démontre l'existence effective de forces locales démocratiques, comme il montre que loin de soutenir ces forces les puissances occidentales — en dépit de leurs discours hypocrite - préfèrent, dans le monde musulman, l'obscurantisme fondamentaliste. Celui-ci fait bien leur affaire, ici comme en Arabie Séoudite et dans les Émirats du Golfe !

Je ne prétends pas que le conflit Nord-Sud soit la seule source de violence dans le tiers monde. En Afrique par exemple, la liste des conflits inter-ethniques est aussi longue

que celle des conflits entre le nationalisme africain et l'Occident. La liste des conflits d'États — à propos des frontières ou d'ambitions territoriales ouvertes ou déguisées — n'est pas non plus négligeable. Or ni les uns ni les autres de ces conflits ne sont des "fabrications" de services extérieurs à l'Afrique. Le discours des chancelleries locales qui s'emploient à tenter de le faire croire parfois n'a pas beaucoup de crédibilité, même si, comme c'est souvent le cas, des forces extérieures diverses utilisent l'occasion qui leur est offerte pour soutenir les uns ou gêner les autres, en fonction de leurs propres objectifs stratégiques ou tactiques, parfois avec cynisme.

Est-ce dire que ces conflits seraient "inévitables" parce qu'ils répondraient à cette hostilité potentielle propre à toute "communauté" humaine, comme la politologie superficielle le suppose. En contrepoint je proposais d'examiner plus attentivement l'hypothèse que bien des conflits "communautaires" sont le produit de luttes au sein de la classe dirigeante, entre des segments de celle-ci. La fragilité de ces classes dirigeantes est probablement leur caractéristique commune la plus évidente. Soit qu'il s'agisse de classes compradore, contraintes de n'agir que dans les limites étroites assignées par le contrôle du capital mondial, souvent n'ayant pas même le statut d'une bourgeoisie compradore (ayant des intérêts économiques propres bien que subalternisés par leur insertion dans le capitalisme mondial) mais plutôt celui d'une bureaucratie compradore (l'appareil d'un État compradore). Soit qu'il s'agisse de couches et groupes d'aspirations nationalistes, mais sans que ceux-ci ne soient parvenus à devenir "l'intelligentsia" d'une alliance de forces populaires réelles. Dans un cas comme dans l'autre la tentation est forte pour les différents segments d'une classe de ce type de fonder leur pouvoir en mobilisant des fractions du peuple derrière des "symboles" qui leur permettent de conserver la maîtrise du jeu. Les symboles ethniques ou religieux sont alors souvent assez bien adaptés à ce type de concurrence pour le pouvoir.

Ce n'est donc pas une sorte d'atavisme ethnocentrique qui contraindrait les peuples à ne pas reconnaître d'autres

réalités que celles des communautés entre lesquelles ils se partagent, ni une autre sorte d'atavisme autocratique qui contraindrait les dirigeants à manipuler les "diabes ethniques", qui seraient la "cause" de ces conflits. C'est la faiblesse de la société périphérique tout entière qui est à mettre en question, notamment celle de ses classes dirigeantes.

La perspective nationale populaire impose donc ici une stratégie à la fois démocratique et unitaire, c'est-à-dire œuvrant dans le sens du maintien — ou même de la création — de grands espaces (donc de grands États) à la hauteur des défis que la déconnexion nationale populaire impose, et simultanément respectueux de la diversité au sein de ces grands espaces. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être mis en œuvre dans cette perspective politique.

Je ne reviendrai pas ici sur les projections du conflit des superpuissances sur les terrains du tiers monde, puisqu'il s'agit maintenant du passé. Je ne m'étendrai pas davantage non plus sur la projection dans le tiers monde de la compétition entre les trois pôles centraux du monde capitaliste, tout simplement parce que cette compétition n'a pas entraîné un conflit politique quelconque à propos de l'Afrique, du Moyen-Orient ou ailleurs dans le tiers monde. Au contraire les moyens des États-Unis et ceux dont l'Europe et le Japon disposent sont ici mobilisés en complément les uns des autres. L'Europe et le Japon sont jusqu'ici, parfaitement alignés.

La guerre du Golfe

L'essentiel des thèses défendues dans cet ouvrage était déjà écrit avant que n'éclate, en août 1990 le conflit qui devait conduire six mois plus tard à la guerre du Golfe.

Celle-ci confirme mon analyse et signale l'ampleur de l'intensité des conflits Nord-Sud à venir.

1. Car évidemment l'intervention militaire occidentale contre l'Irak n'a rien à voir avec la défense de la démocratie et du droit. La nature du régime irakien, la personnalité de Saddam Hussein sont certainement des éléments qui ne sont pas sans importance, mais ils sont seconds. Saddam Hussein avait été soutenu par l'Occident pendant vingt ans, dont une dizaine d'années de guerre criminelle et inutile contre l'Iran, parce qu'il servait alors les intérêts de l'Occident. On n'a jamais trouvé alors qu'il n'était pas particulièrement démocrate. Le prétexte démocratique n'est-il pas un peu ridicule quand on pense que l'intervention a pour objet la défense de l'Arabie Séoudite et le rétablissement au pouvoir de l'émir du Koweït lequel, à l'instigation des États-Unis, avait suspendu la Constitution de 1962 parce qu'il craignait une victoire électorale des nationalistes qui, eux, auraient peut-être amorcé un rapprochement avec l'Irak ? Le massacre des Kurdes est également invoqué soudainement. Mais qu'en est-il du massacre de ces mêmes Kurdes en Turquie ? Et de celui — en cours — des Touaregs ? Force est de constater que lorsque les régimes massacreurs font partie de l'alliance occidentale on se garde de parler de leurs méfaits. L'argument du "droit international", ne vaut pas mieux. Qu'a fait l'Occident pour contraindre Israël à respecter la résolution 242 et l'obliger à évacuer les territoires qu'il occupe illégalement depuis plus de vingt ans ? Qu'a fait l'Occident pour refuser l'annexion illégale du Golan et de Jérusalem Est ? Envisagera-t-il de faire la guerre à Israël pour le contraindre à se plier aux résolutions des Nations Unies ? N'est-il pas grotesque de voir aujourd'hui la Turquie (alliée à la Grèce !) s'indigner de l'annexion de Koweït alors que la même Turquie, membre de l'OTAN, avait agressé Chypre et que l'Occident est resté muet, en fait sinon en pures paroles, et entendre la dictature turque déclarer la guerre pour rétablir la démocratie... en Irak !

2. Comme je l'ai dit plus haut l'objectif stratégique des puissances occidentales au Moyen-Orient est, depuis un demi-siècle, le contrôle du pétrole, et les moyens mis en œuvre, le maintien de la division arabe et le surarmement d'Israël.

C'est pourquoi l'objectif véritable de la guerre a toujours été de détruire le potentiel irakien. On a maintenant presque la preuve que cette décision a été prise par Washington et Tel Aviv vers le mois de mai 1990. Si Israël avait été capable de détruire le potentiel irakien, on l'aurait laissé le faire, sous un prétexte quelconque, comme cela avait été le cas pour la guerre de 1967 contre l'Egypte, décidée elle aussi, comme on le sait, à Washington et Tel Aviv en 1965. Mais la guerre Iran-Irak avait amené l'Occident à fournir à Saddam Hussein un armement qui mettait en cause la supériorité militaire absolue d'Israël. Le travail de destruction de l'Irak devait donc être entrepris directement par les armées occidentales.

L'invasion du Koweït, qui avait été précédée de multiples provocations, n'a servi que de prétexte. On sait maintenant que cette invasion était un piège tendu par Washington dans lequel Saddam Hussein, encouragé au moins tacitement par l'ambassadeur des États-Unis à Bagdad, est tombé. Or en envahissant le Koweït, Saddam Hussein a détruit l'équilibre qui garantissait la survie des régimes du Golfe. Ceux-ci, qui n'ont jamais été populaires dans l'opinion arabe, étaient tolérés grâce à l'argent qu'ils distribuaient et à l'immigration massive. Ils étaient en outre capables de tenir, au moins au plan de la rhétorique, un discours nationaliste creux tandis qu'avec l'appui des Occidentaux, ils financent les courants islamistes fondamentalistes, contribuant ainsi à affaiblir la cause arabe et palestinienne.

Le 2 août 1990, aucune diplomatie digne de ce nom ne pouvait donc être véritablement surprise, même si certains ont feint de l'être. À aucun moment dans la phase dite d'initiatives diplomatiques les puissances occidentales n'ont proposé en termes crédibles une discussion d'ensemble des principes de l'ordre mondial à construire, qui implique évidemment dans la région le droit des Palestiniens à exister

en tant qu'État et celui des peuples arabes à l'utilisation de leur richesse pétrolière à leur profit. Jusqu'au 12 août Saddam Hussein suggérait cette négociation de l'ensemble des problèmes : Koweït, la Palestine, l'utilisation de la richesse pétrolière de la région. Les diplomaties occidentales lui ont opposé un front commun de refus sans nuances, parce qu'elles avaient déjà décidé la guerre.

La guerre du Golfe est donc bel et bien un conflit "Nord-Sud". Du point de vue du conflit fondamental du capitalisme mondial réellement existant, les années 80 ont constitué une période terne de reflux des forces populaires à l'échelle mondiale. Celui-ci a été marqué d'abord, dans le tiers monde, par l'effritement, puis l'effondrement des tentatives nationalistes radicales du type nassérien, qui avaient connu leur période de montée dans les années 50 et 60. Parallèlement au cours des années 80 la gauche en Occident s'est ralliée — à des degrés divers — à la politique dite néo-libérale, mise en œuvre par les droites conséquentes à la Reagan, Thatcher, etc. Et en troisième lieu, *last but not least*, nous avons eu l'effondrement des régimes communistes en Europe orientale et en Union soviétique. Dans ces conditions, nous avons assisté au cours de la deuxième moitié des années 80, à une énorme offensive du capital international visant à "recompradoriser" le tiers monde, c'est-à-dire à le subalterniser, soumettre ses systèmes politiques et économiques à la logique simple de l'expansion du capital, sans concessions. Les plans du réajustement du Fonds Monétaire et de la Banque Mondiale font partie de ce programme. L'intervention en cours dans le Golfe en constitue également une expression, la plus violente, mais non la première. Elle a été précédée par la guerre menée par les Contras au Nicaragua ; il y a eu l'intervention à Grenade pour mettre en place un régime à la solde des États-Unis ; l'intervention à Panama, certes confuse du fait de la nature du Président de ce pays, mais qui avait néanmoins pour but précisément le maintien de la domination américaine sur la région, "stratégique" pour eux ; il y a eu les nombreuses interventions, notamment françaises, en Afrique, pour maintenir en place des hommes

d'État qui ne sont pas particulièrement démocrates. Nous étions donc dans une période de reflux dans ce sens que, à en juger par les événements des dernières années, il semblait que la "compradorisation" des États du tiers monde, acceptée d'ailleurs par les classes dirigeantes, allait fonctionner efficacement.

Puis tout d'un coup les choses éclatent, bien sûr dans des conditions qui sont discutables sur beaucoup de plans, mais l'essentiel, c'est la remise en cause du pouvoir pétrolier dans le monde arabe.

3. On peut d'ores et déjà entrevoir ce que sera l'ordre international imposé à la région à l'issue de cette guerre, en tout cas l'ordre que les puissances occidentales voudraient y établir.

D'abord évidemment les puissances occidentales voudront maintenir leur contrôle du pétrole. Mais quel prix devront-elles mettre pour en avoir la garantie ? À mon avis leur présence militaire continue dans la région s'avérera indispensable. Car les pays pétroliers du Golfe savent maintenant qu'ils ne peuvent pas subsister comme États "indépendants" autrement que sous la protection directe et permanente des armées occidentales. Or cela signifie l'effondrement complet à terme de ce système archaïque, parce que, d'une manière ou d'une autre, l'occupation militaire ne pourra pas durer éternellement. Mais à défaut, sera-t-il possible aux puissances occidentales de substituer à leur occupation militaire directe des arrangements de sécurité collective qui masqueraient leur présence derrière des traités "régionaux" ? Les États-Unis s'emploient déjà à tenter de mettre en place un système de ce genre. C'est pourquoi on voit réapparaître le vieux projet américano-européen d'un "pacte militaire régional" (CENTO était son nom dans les années 50 et 60) passé entre les régimes compradore de la région, invitant l'Occident à garantir le statut quo, prolongeant de la sorte l'OTAN en donnant une légitimité apparente à ses interventions. On sait que le CENTO était présenté comme "antisoviétique", tandis que sa dimension "protection du statu quo impérialiste" était masquée

partiellement par la rhétorique anticomuniste. Néanmoins, aujourd'hui que l'URSS a cessé d'être l'ennemi, voilà que le projet du CENTO remonte à la surface ! De la même manière d'ailleurs, l'alliance pour le Progrès (en voie elle aussi de renouvellement sous le manteau de la "démocratisation", voire de la "lutte contre la drogue" !) pour l'Amérique latine, l'association CEE-ACP (complétée par les "pactes de défense") pour l'Afrique subsaharienne, l'ASEAN pour l'Asie du Sud-Est constituent-ils un réseau dominé par l'Occident, complémentaire de ses organisations propres (OTAN en premier lieu) et non conflictuel avec elles bien entendu. Nouvel ordre mondial ? Ou tentative de prolonger la survie du vieil ordre colonial de toujours, en exploitant l'affaiblissement de l'URSS ?

Le conflit palestinien complique évidemment les problèmes et rend la perspective d'un règlement pacifique acceptable et définitif moins probable que jamais. Je ne m'étendrai pas ici sur la nature profonde de ce conflit, renvoyant le lecteur à d'autres écrits sur ce sujet⁽⁵⁾. Mais il est indispensable de comprendre que le conflit palestinien n'est pas l'expression du heurt de deux nationalismes — en l'occurrence arabe et israélien — dont la légitimité, pour ceux qui reconnaissent celle de tout nationalisme, serait équivalente. Car Israël est un instrument au service de l'expansion capitaliste mondialisée globale dont l'objectif est d'empêcher toute révolution nationale populaire arabe. L'agression extérieure contre les tentatives de renouveau arabe — dont Israël est devenu l'instrument privilégié permanent depuis 40 ans — est effectivement parvenue jusqu'ici à faire avorter le dépassement des limites internes du mouvement des peuples arabes, entraînant même des régressions graves, comme à l'heure actuelle. Or cette stratégie d'agression extérieure n'est pas récente. Pour des raisons particulières, qui tiennent sans doute à la géostratégie (la position géographique de l'Égypte hier sur la route des Indes, aujourd'hui du pétrole) et à l'histoire (la crainte ressentie par les Européens que ne se reconstitue sur leur flanc Sud un État arabe unifié et moderne, initiative dont l'Égypte, et elle seule dans le monde arabe, est capable),

l'Europe s'est acharnée d'une manière particulière systématiquement contre toute tentative de modernisation de l'Egypte. J'ai rappelé que ce n'était pas par hasard que dès 1839 (lorsque les armées de Mohamed Ali l'emportent sur le Sultan Ottoman) la diplomatie britannique invente le projet israélien (créer un État "européen" en organisant l'immigration juive en Palestine, pour surveiller l'Egypte et la couper du Mashrek arabe, écrit le journal londonien *The Globe* à l'époque), quarante ans avant les premières manifestations du sionisme. Il reste aussi que cette fonction principale du projet sioniste est largement occultée, hélas, par le chantage à l'antisémitisme que celui-ci exploite avec talent.

Le conflit palestinien avait révélé les limites de l'alliance entre le mouvement arabe de libération nationale et l'Union soviétique. Celle-ci restait toujours préoccupée de soumettre son soutien aux luttes anti-impérialistes aux limites de sa stratégie globale et permanente de coexistence pacifique. En tout état de cause l'URSS a changé de politique et ne joue plus de rôle actif dans la région, pour un temps tout au moins. Peut-on en déduire que les conditions d'un règlement pacifique sont désormais réunies ? Je ne le crois pas. Tout d'abord parce que face au conflit palestinien, les contradictions intra-occidentales s'estompent. En dépit de la compétition économique États-Unis — Europe, l'Occident se présente ici uni et aligné derrière les États-Unis. Sans doute en un certain moment le Général de Gaulle a-t-il tenté de doter l'Europe — à travers la France — d'une marge d'autonomie, dont l'un des fondements était précisément son projet d'une politique arabe libérée de la soumission aux diktats sionistes. Force est de constater que ces velléités n'ont pas eu de suite.

Aussi, dans cette conjoncture, le sionisme envisage de poursuivre tranquillement son projet expansionniste maximal. En dépit du discours permanent des médias sur les menaces qui pèsent sur Israël, depuis cinquante ans la principale victime de la politique des puissances occidentales dans la région est le peuple palestinien, pas Israël. Soutenu par les États-Unis et l'Europe, inconditionnellement et

massivement, financièrement et militairement, Israël a pu de ce fait, refaire en plein XX^e siècle, l'histoire d'une conquête coloniale, chassant un peuple tout entier de son pays. Avec l'arrogance que ce soutien permet, Israël s'est livré à des agressions quotidiennes contre les peuples arabes, bombardant impunément le Liban, la Tunisie et l'Irak ; son armée se livre à l'exercice criminel de casser les mains des enfants palestiniens qui écrivent sur les murs. Mais on lui trouve toujours des excuses... C'est d'ailleurs un pays "démocratique", Shamir est bien élu (mais Hitler l'avait également été). Par contre dès que les victimes du fascisme sioniste expriment leur résistance à l'extermination, on voit une foule de "braves hommes politiques" s'indigner... de ces écarts de langage impardonnables... et par la même justifier à l'avance l'expansionnisme affiché d'Israël.

Est-ce donc un produit de l'imagination arabe que de constater que les opinions dominantes aux États-Unis et en Europe se débarrassent de cette manière honteuse de "leur problème" ? Je veux dire par là que l'ignominie antisémite, qui est bien un produit "occidental" — lequel a certes culminé dans le génocide hitlérien mais ne se réduit pas à lui (nombreux sont les Européens qui n'ont pas la conscience nette dans cette affaire) — a ainsi trouvé sa "solution normale" dans l'utilisation par l'Occident des enfants de ses victimes pour poursuivre ses objectifs impérialistes propres contre les peuples du tiers monde.

Imaginons même qu'au terme de la guerre du Golfe les États-Unis imposent "leur paix" dans la région. En consonance parfaite avec le projet sioniste, le Mashrek serait éclaté en une poussière d'États selon le modèle d'une "libanisation" généralisée. Supposons même que l'armée américaine conserve directement le contrôle des régions pétrolières et que tous les gouvernements de la région, totalement désarmés, soient impuissants, que les peuples, démoralisés pour un temps, acceptent une compradorisation généralisée, offrant elle-même à Israël un rôle d'intermédiaire obligé entre le capital impérialiste dominant et les bourgeoisies locales. Imagine-t-on que les peuples de

la région, arabes et iraniens, accepteront indéfiniment ce nouvel ordre impérialiste ?

4. Le conflit du Golfe a également mis en tragique évidence les limites des espoirs placés dans une "autre perspective européenne" à l'égard de l'ordre mondial, se détachant de l'alignement atlantiste. Car la nullité européenne dans le conflit du Golfe était prévisible comme je l'ai dit plus haut. De ce fait, le projet européen est affaibli et le coup que les États-Unis lui ont porté par l'initiative de la guerre du Golfe poursuit bien cet objectif de l'affaiblir davantage. Car il est clair maintenant que les États-Unis utiliseront leur contrôle militaire sur le pétrole du Golfe pour imposer leur politique, y compris à l'Europe. Il fallait donc développer en contrepoint une stratégie politique longue qui tienne compte des données nouvelles en Allemagne et en Europe de l'Est. Viser la construction d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, expression chère à de Gaulle en son temps, ou de la "maison commune" pour reprendre le terme de Gorbatchev. Il fallait opter en faveur du renforcement de cette perspective par le soutien aux forces progressistes et démocratiques capables de faire avancer la solution des problèmes du monde arabe en particulier et du Sud en général.

La responsabilité de cet échec européen incombe-t-elle au ralliement pro-occidental de Gorbatchev ? Cela n'est pas sûr. Car si les Européens, c'est-à-dire les Français, avaient adopté une position plus forte, osant entrer en conflit avec les États-Unis, il est probable que les Soviétiques et les Chinois les auraient suivi. Car si Gorbatchev n'est pas en mesure d'affronter simultanément les États-Unis et l'Europe, il aurait peut-être eu une attitude différente s'il avait eu le sentiment d'être soutenu par l'Europe. Si la France n'avait pas retiré sa proposition au Conseil de Sécurité le 14 janvier, il y aurait eu veto, mais les États-Unis et l'Angleterre se seraient trouvés, eux, isolés. En fait la diplomatie française a rendu un fier service aux Américains.

Les choses étant désormais ce qu'elles sont, la guerre du Golfe va-t-elle ouvrir, pour un temps, un retour à

l'hégémonie des États-Unis trop vite enterrée ? Je ne le crois pas. En fait cette guerre risque de se solder par une consolidation du triumvirat États-Unis-Japon-Allemagne (je dis bien Allemagne et non Europe). Le Japon et l'Allemagne, qui contribuent largement à financer la guerre, sauront le faire payer au "gendarme" américain chargé de maintenir l'ordre nécessaire pour accompagner l'unification du monde par le marché. À côté de ce groupe, je vois des pays affaiblis, comme l'URSS, marginalisés, comme la France, ou "compradorisés" comme la majorité des États du tiers monde. J'appelle cet ordre qui se dessine pour le moyen terme à venir, "L'Empire du chaos". Il ne s'agit pas en effet de la construction d'un nouvel ordre mondial, un peu moins mauvais que celui dont nous sortons (l'après seconde guerre mondiale), mais d'une sorte d'ordre mondial militaire d'accompagnement de l'ordre du capitalisme néolibéral sauvage. Une théorie de la gestion des conflits de basse intensité a déjà été produite par les experts américains à cet effet. Je ne sais pas si la guerre du Golfe ne démontre pas que les conflits Nord-Sud inhérents à cette conception de l'ordre mondial n'ont pas déjà dépassé le "plafond" de l'intensité considérée.

Je crains fort que le moyen terme à venir démontre seulement que le capitalisme réellement existant c'est bien la barbarie, et que dans son habillage néolibéral nouveau ce ne soit rien de plus que la barbarie sans limites.

NOTES

Chapitre I

(1) S. Amin, Bandoung, trente ans après, in *L'échange inégal et la loi de la valeur*, Economica 1988.

(2) Harry Braverman, *Labour and monopoly capital*, M.R. 1974.

(3) Je signalerai tout de même les travaux de pionnier de Benjamin Coriat, *L'atelier et le robot*, Christian Bourgeois 1990.

(4) Michel Beaud, *L'économie mondiale dans les années 80*, La Découverte 1989.

(5) Giovanni Arrighi, in Amin, Arrighi, Frank et Wallerstein, *Le grand tumulte*, La Découverte 1991.

(6) Alain Lipietz a proposé ce concept d'hégémonie du monde salarial dans divers écrits et dans *Choisir l'audace*, La Découverte, 1989.

Chapitre II

(1) S. Amin, *La répartition du revenu dans le système capitaliste mondial*, in La Déconnexion, La Découverte 1985, pp. 149-170.

(2) Amiya Bagchi, contribution à un ouvrage collectif sur la mondialisation vue du tiers monde, FTM, Dakar, mimeog.

(3) Suthy Prasartset, contribution à un ouvrage collectif sur la mondialisation vue du tiers monde, FTM, Dakar, mimeog.

(4) Yoshikara Kunio, *The rise of Ersatz capitalism in South East Asia*, Manila U. Press, 1988.

(5) Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion 1945-1990*, La Découverte 1990.

Chapitre III

(1) Selon mes termes, Cf S. Amin, *L'Eurocentrisme*, Economica 1988.

(2) Alain Lipietz, *Choisir l'audace*, La Découverte, 1989.

(3) S. Amin, *L'Eurocentrisme*, op. cit., chap. II.

Chapitre IV

(1) Immanuel Wallerstein, in Amin, Arrighi, Frank et Wallerstein, *Le grand tumulte*, La Découverte 1991.

(2) S. Amin, *L'Eurocentrisme*, op. cit., chap. I et II.

(3) Richard Sandbrook, *The politics of Africa's stagnation*, Toronto 1987.

(4) A. El Man et H. Ranke, *La civilisation égyptienne*, pp. 201-202.

(5) S. Amin, *Classe et Nation dans l'histoire et la crise économique contemporaine*, Minuit 1979, chap. III.

(6) Etiemble, *L'Europe chinoise*, Gallimard 1985.

(7) S. Amin, *Classe et Nation*, op. cit., chap. II.

(8) Ntalaja Nzongola, *Revolution and counter revolution in Africa*, Zed 1988.

(9) Je fais référence ici aux écrits de l'Indien Rajni Kothari.

(10) Pablo Gonzales Casanova, *El Estado y la politica en America Latina*, UNU-TWF 1988, mimeog.

Chapitre V

(1) S. Amin, *La faillite du développement*, Harmattan, 1989, pp. 202-213.

(2) S. Amin, *L'Eurocentrisme*, op. cit., pp. 14-16.

(3) S. Amin, *La faillite du développement*, chap. IV, sect. II. Voir en particulier mes développements concernant les conflits de l'Afrique du Sud et de la Palestine et les interventions soviétiques en Afrique. On se reportera

également, dans le même ouvrage, aux pages 147-155, consacrées à la question de l'ethnicité.

(4) Xavier Gorostiaga, *La transición difícil*, Managua, 1987.

(5) Cf *La faillite du développement*, pp. 228-239. Également S. Amin, *Eurocentrisme et politique*, IFDA, dossier n° 65, Genève 1988 ; S. Amin et F. Yachir, *La Méditerranée dans le système mondial*, La Découverte 1988.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I :

L'Empire du chaos.....	5
------------------------	---

Chapitre II :

La nouvelle mondialisation capitaliste	31
--	----

Chapitre III :

La crise du socialisme	65
------------------------------	----

Chapitre IV :

Le défi démocratique	93
----------------------------	----

Chapitre V :

Les conflits régionaux : apaisement ou intensité redoublée ?.....	115
--	-----

Notes	135
-------------	-----

L'HARMATTAN

Librairie — Centre

Plus de 80 000 titres

**AFRIQUE - OCÉAN INDIEN
ANTILLES - MONDE ARABE - ASIE
ESPAGNE - PORTUGAL
AMÉRIQUE LATINE**

16, rue des Écoles, 75005 PARIS

Tél. : 43-26-04-52

Télécopie : 43-29-86-20

Métro : Maubert-Mutualité et Cardinal Lemoine

Heures d'ouverture :

Du lundi au samedi : 10 h - 12 h 30 et 13 h 30 - 19 h

Composé par Compo Service
Achevé d'imprimer sur les presses
des Imprimeries Delmas
à Artigues-près-Bordeaux.

Dépôt légal : juin 1991.
N° d'impression : 34942.

